

Controverses

Forum pour la Gauche Communiste Internationaliste

D'Octobre 1917 à l'effondrement de l'URSS



Affiche russe de 1920 :
"Vive la révolution mondiale !"

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

D'octobre 1917 à l'effondrement de l'URSS

Présentation : « <i>Un rébus enveloppé de mystère, à l'intérieur d'une énigme</i> », M. Olivier	3
L'Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Pologne, de Lituanie , G. Sabatier	8
Bund, SDKPiL, POSDR, de 1892 à 1943	
Kommunist : les communistes de gauche contre le capitalisme d'Etat , Michel R. & Mcl. R.	14
La nature non-prolétarienne de l'État russe et sa fonction contre-révolutionnaire , M. Chirik .	19
<i>Bulletin international de discussion</i> de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste, juin 1944	
La rupture de Natalia Trotski avec la IV^e Internationale trotskiste	28
Lettre de N. Trotski au <i>Comité exécutif de la IV^e Internationale</i> et réponse du <i>Comité Exécutif</i> , 1951	
Dernière déclaration de N. Trotski au quotidien français <i>France-Soir</i> , 9 novembre 1961	
La non-révolution , G. Munis	32
<i>Alarma</i> , 2 ^{ème} série n° 9, juin 1966	
1921 : Cronstadt, début de la contre-révolution ? , <i>Tendance Communiste Internationaliste</i>	37
Textes présentés à la Conférence de Moscou organisée par le centre de recherche <i>Praxis</i> en septembre 2010 : « <i>Sur le capitalisme postsoviétique dans le contexte actuel</i> »	
Tous les États sont capitalistes d'État , M. Olivier.....	45
Éléments de genèse du régime postsoviétique, 1991-2011 , G. Sabatier.....	49
Rétrospective historique sur les analyses marxistes de la nature de l'URSS , A.V. Gusev.....	57
Pourquoi le trotskisme a échoué ? , Jürg	60

Controverses est la publication du *Forum pour la Gauche Communiste Internationaliste*. Elle paraît deux à trois fois par an en français depuis mai 2009, et avec un rythme plus réduit en allemand, espagnol, anglais et néerlandais. Toutes ces publications sont librement téléchargeables et diffusables depuis notre site Web. Celui-ci met également à disposition d'autres textes du mouvement ouvrier, des prises de position sur l'actualité, des contributions aux débats au sein de la classe ouvrière et de ses avant-gardes, ainsi que des actualisations de certains de nos textes de base.

Nous invitons nos lecteurs qui le souhaitent à nous aider en nous soumettant leurs commentaires, en diffusant la revue, en participant au travail de traduction et en nous soutenant financièrement (abonnements et contributions).

Site Web : www.leftcommunism.org

Abonnement : six numéros - 30 euros (frais d'envoi inclus)

Compte bancaire : 000-3508138-36 à l'ordre de Modica Stive

IBAN : BE46 0003 5081 3836 ; BIC : BPOTBEB1

Nous écrire à : boîte postale 594, 1000 Bruxelles 1, Belgique

Éditeur responsable : Modica Stive

Les Cahiers Thématiques de Controverses

Avec ce numéro, *Controverses* élargi ses contributions à des publications rassemblant une série de textes autour d'un thème plus particulier. Ce n°1 de nos *Cahiers Thématiques* aborde la compréhension de l'énigme russe par ceux qui ont résisté à sa dégénérescence. Il est publié en même temps que sort l'ouvrage de nos collaborateurs sur la fraction de gauche du parti bolchevik entre avril et juin 1918*. Nous prolongeons ainsi une préoccupation dont les colonnes de cette revue avaient déjà régulièrement fait écho**. Ce choix correspond à l'un des volets de notre projet politique consistant à revisiter, approfondir et débattre des expériences passées de la classe ouvrière. En effet, la compréhension de la dynamique et de l'involution du pouvoir soviétique suite à la révolution d'octobre 1917 fut parmi les questions les plus controversées et les plus débattues au sein du mouvement ouvrier. C'est pourquoi ce numéro devrait être le premier d'une série, car l'analyse de cette question fait non seulement encore débat aujourd'hui, mais elle nécessite aussi d'y revenir parce que la *Gauche Communiste* est loin d'en avoir tiré tous les enseignements. Mais, avant d'en arriver-là, nous avons jugé utile de publier un numéro faisant l'état de la compréhension générale de cette question par l'*Opposition de Gauche* et la *Gauche Communiste*. Un cahier n'y suffisait pas. Nous avons donc rassemblé des contributions, soit historiquement inédites, soit originales et écrites par nos collaborateurs, soit peu connues et qui méritaient d'être republiées. D'autres le seront sûrement, notamment celles issues de la gauche germano-hollandaise peu représentée ici.

PRESENTATION DU NUMERO

« *Un rébus enveloppé de mystère, à l'intérieur d'une énigme* »***

L'on a écrit tant et tant sur la révolution d'Octobre que l'on croit avoir tout dit. Erreur grossière et fatale. Oui ! Il reste encore beaucoup à dire surtout sur les questions les plus importantes dont il faut tirer les enseignements. Octobre est tellement chargé idéologiquement mais aussi débordant de mythes que l'on continue de répéter à satiété sur lui en défendant tel ou tel point de vue déjà mille fois entendu. Qui peut croire avoir fait toujours preuve d'objectivité ? Il est clair que la neutralité dans les sciences, et donc pour un historien, n'existe pas. Nous n'y croyons pas un seul instant. Nous-mêmes, nous savons que nous pouvons difficilement nous abstraire d'un certain parti-pris. Pourtant nous essayons d'être le plus objectif possible. Toutefois, ce qui nous caractérise, à la différence de certains, c'est que nous ne cachons pas notre point de vue. Il est toujours en faveur des opprimés, celui des prolétaires et des classes non exploiteuses. Voilà notre unique parti-pris. Et quand les ouvriers ne possèdent plus le véritable pouvoir à travers leurs organes unitaires (conseils ou soviets) ou qu'ils se font massacrer ou réprimer comme à Cronstadt, à Petrograd ou ailleurs, nous ne pouvons l'accepter de qui que ce soit. Nous sommes contre la violence au sein de la classe ouvrière et même contre toute violence aveugle et sans raison, comme l'ont défendu Miasnikov et le *Groupe ouvrier* du *Parti*

communiste russe ⁽¹⁾. Nous ne pouvons accepter qu'on s'en prenne aux ouvriers ou à toute minorité politique au sein de la classe ouvrière. Nous le dénonçons même avec la plus grande énergie.

Au passage nous avons une pensée narquoise vis à vis de tous les staliniens défroqués ou ces divers compagnons de route qui nous disent aujourd'hui avoir ignoré ce qui se passait en URSS. Mais en disant cela, ils veulent faire oublier qu'avec toutes les puissances impérialistes « *du monde libre* » ils ont été

* Boukharine . Ossinski . Radek . Smirnov, Moscou 1918, *La revue Kommunist* – Les communistes de gauche contre le capitalisme d'Etat, Smolny.

** Présentation de la revue *Kommunist* de la fraction de gauche du parti bolchevik dans le n°1 de *Controverses* ; reproduction d'une contribution de la *Gauche Communiste de France* sur l'Etat de la période de transition dans le n°2 ; publication de *Thèses sur la révolution d'Octobre* dans le n°3 ainsi qu'une contribution critique à leur propos ; publication de deux brochures sur la gauche russe : l'une sur les *Décistes* et l'*Opposition ouvrière* et l'autre sur *Le groupe ouvrier* de Miasnikov (cf. publicité dans notre n°3).

*** Formule célèbre de Churchill du 1^{er} octobre 1939 qui s'appliquait à la politique du Politburo de l'URSS.

(1) Lettre à Lénine de 1920 et Mémoire aux membres du PC de 1921.

les meilleurs alliés de Staline durant la deuxième guerre mondiale. Puis la division du monde en deux blocs impérialistes - de 1945 à 1989 - leur a permis de se démarquer facilement des courants de droite soutenant le grand 'méchant impérialiste américain'. Il n'était pas bon d'être du côté de ce dernier qui massacrait les peuples du tiers-monde comme au Vietnam ou qui soutenait les dictatures sanguinaires en Amérique Latine ou ailleurs dans le monde. Avec l'effondrement du bloc de l'Est, ils ont découvert les horreurs de l'autre camp impérialiste ; ils pourraient au moins être modestes, or, ce n'est pas le cas, ils font un vacarme assourdissant pour brûler ce qu'ils ont adoré. Mieux vaut hurler avec les loups pour faire oublier son lourd passé de « mercenaire » d'un camp impérialiste. Ce vacarme participe au renforcement de l'idéologie bourgeoise présentant ce qui existait à l'Est comme du communisme et faisant passer l'idée qu'il n'y aurait pas d'autre société possible et meilleure que le capitalisme. En faisant l'équation entre Marx et le stalinisme, ils salissent tout le mouvement ouvrier et le marxisme.

Mais, fondamentalement, le régime stalinien était proche de leurs intérêts d'intellectuels et idéaux petits bourgeois en vue d'exercer un certain pouvoir : « *Cette nouvelle approche a eu un certain succès. L'ex-diplomate soviétique Alexandre Barmine⁽²⁾ raconte dans ses mémoires combien il a été surpris de constater que, juste au moment où lui-même et d'autres bolcheviks commençaient à avoir des doutes sur le devenir de la révolution russe, en Europe occidentale la classe moyenne des intellectuels, dupée par toutes les louanges mensongères qui étaient faites aux succès des plans quinquennaux, ont commencé à montrer de la sympathie et de l'intérêt pour le communisme. La raison en est claire : maintenant qu'il était évident que la Russie n'était plus un État ouvrier, ils sentaient que ce pouvoir de la bureaucratie sur un capitalisme d'État correspondait mieux à leurs propres idéaux de pouvoir exercé par une intelligentsia que le pouvoir de la grande finance qui régnait en Europe et en Amérique.* » *Living Marxism*, Vol.5, No.2, 1940 : *Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite.*

Il faut, une nouvelle fois, rappeler à ces thuriféraires comme à tous les critiques actuels qui voient les choses en les simplifiant : en blanc ou noir et bons et méchants pour les besoins de leur propagande, que le mouvement ouvrier et les marxistes révolutionnaires n'ont jamais été unanimes ou sans critiques vis à vis de la révolution d'Octobre, ce qu'ils feignent d'ignorer afin de se parer des mérites d'être les soi-disant premiers à avoir dénoncé les pays dits « socialistes ».

Pour nous, le monde et ses explications sont autrement plus complexes. Nous ne les avons pas

attendus. Il faut déjà rappeler les critiques du courant révolutionnaire. Rosa Luxemburg, dès 1918, critique les mesures prises par le nouveau pouvoir trusté par les bolcheviks, notamment concernant la nécessité d'une « *vie intensément active des masses dans une liberté politique illimitée* »⁽³⁾. Puis, elle s'oppose au « *mot d'ordre lancé par les bolcheviks : prise immédiate et partage des terres par les paysans* » qui « *devait agir précisément dans le sens inverse. Car non seulement ce n'est pas une mesure socialiste, mais elle barre la route qui y mène* » puisqu'elle permet à la terre d'être appropriée individuellement. Et, enfin, elle n'accepte pas le « *droit des différentes nations de l'empire russe à décider elles-mêmes de leur propre sort* » Rosa Luxemburg (idem).

Dès les années 1920, les *Gauches Communistes* européennes ont commencé à faire des critiques radicales vis à vis de la politique du nouveau pouvoir soviétique et s'éloignèrent des positions politiques défendues par l'*Internationale Communiste*.

Le premier article de ce numéro porte sur le Bund grâce à l'apport du travail historique d'Henri Minczeles. Il aborde aussi l'histoire des autres groupes politiques (SDKPiL, POSDR) qui existaient dans l'empire tsariste avant la révolution de 1917

Le second article présente les principales critiques et alternatives avancées par la fraction de gauche du parti bolchevik face à la politique menée en Russie. Dès février 1918, sur la question de savoir s'il fallait accepter une paix séparée avec l'Allemagne, et peu après sur les mesures à mettre en place pour organiser la société dans un contexte de guerre civile, se déroule dans le parti bolchevik un débat très vif aboutissant à la naissance d'une fraction qui s'avérera politiquement très féconde. Un grand nombre de critiques portées aux mesures prises par le parti communiste et défendues par Lénine aboutirent à la mise en place d'un capitalisme d'État et cela dès 1918. Cette orientation était clairement assumée par Lénine qui faisait du capitalisme d'État allemand son modèle idéal pour la société soviétique. Ce débat quelque peu oublié par la suite rebondira dans le Parti au travers de ses fractions : *Décistes*, *Opposition ouvrière* et *Groupe Ouvrier*. Une vision politique analogue se dégage tout aussi clairement au sein du groupe hollandais *Raetekorrespondenz* dès les années 1930 (fraction de la Gauche communiste germano-hollandaise). Ainsi, le texte de Wagner reproduit significativement les mêmes idées que celles de la revue *Kommunist* de 1918⁽⁴⁾ : « *Le socialisme que les auteurs ont en vue se révèle donc être une économie étatisée. Associée à la planification économique, à l'élimination de la concurrence, source de crises, et du profit, et au plein emploi des forces productives, elle*

(2) Officier de l'armée rouge, puis, jusqu'en 1937, chargé d'affaires de l'URSS à Athènes. Il a écrit *Vingt ans au service de l'U.R.S.S.*, Albin Michel, Paris, 1939.

(3) *La Révolution russe* (écrit en septembre 1917), in *Réforme sociale ou révolution ?*, p.181, Spartacus, 1997

(4) Helmut Wagner, un des chefs de l'opposition de gauche dans le SPD à la fin des années 1920, exclu en 1931.

est conçue comme le moyen d'élever le niveau de vie des masses dans son ensemble. Puisque la propriété des moyens de production s'oppose à la rationalisation de l'économie – et, qui plus est, en cas de crise durable empêche tout emploi des forces productives – l'abolition de la propriété privée apparaît comme l'objectif immédiat. De là découle la nécessité de concentrer l'économie sous l'autorité centrale de l'État. A ce stade, il revient aux savants, aux statisticiens, aux ingénieurs d'organiser effectivement l'économie. Ainsi conçue, la construction de l'économie socialiste apparaît comme un problème organisationnel (Lénine), comme une généralisation et un accomplissement de la tendance déjà amorcée par le capitalisme sous la forme des trusts et des cartels. L'État devient un trust titanesque qui, grâce à son hyper organisation, renverse les obstacles s'opposant à une plus grande expansion de la production. L'évolution russe a prouvé qu'une telle étatisation de l'économie n'est rien d'autre que le capitalisme d'État. L'ouvrier demeure un salarié, désormais rivié au travail par la contrainte étatique. Il travaille dans des entreprises d'État et vend sa force de travail à l'État, qui la lui paye sous forme de salaire. Ainsi l'État joue-t-il le rôle du capitaliste privé exproprié. C'est lui qui désormais dirige le travail salarié, c'est lui par conséquent qui commande et exploite les ouvriers. La force de travail devient une marchandise, tout comme dans le système du capitalisme privé ; elle est évaluée par rapport à un produit déjà fabriqué (les moyens de subsistance que l'ouvrier reçoit sous forme de salaire). Elle devient une marchandise, ce qui signifie qu'elle est ravalée au niveau d'une chose, privée de toute volonté individuelle. De sujet, elle devient objet. Mais comme l'ouvrier ne peut se dissocier de sa force de travail, il en va de même pour lui ; il devient une chose, il est ravalé au niveau de l'objet, afin d'être utilisé par le propriétaire des moyens de production comme un autre 'moyen de production'. Il n'est pas besoin d'arguments supplémentaires pour établir que la condition de salarié, qui est celle de l'ouvrier dans cette économie étatisée, détermine également sa position sociale. Mais l'exemple russe ne prouve pas seulement que le socialisme officiel n'est en réalité qu'un capitalisme d'État, et que la production étatisée n'est pas la production en fonction des besoins mais bien la production ordinaire de marchandises. Il a aussi révélé la formation d'un nouvel élément dirigeant qui dispose à sa guise de la propriété étatique et en arrive ainsi à occuper une position privilégiée. Cet élément a tout intérêt à voir s'accroître le pouvoir d'État, puisque c'est précisément ce dernier qui garantit sa position sociale privilégiée. Comme il concentre entre ses mains tous les moyens matériels et politiques de la société, c'est lui aussi qui dirige l'orientation du développement ultérieur. Comment s'étonner alors qu'il lutte exclusivement pour accroître la propriété étatisée et pour magnifier le pouvoir d'État ! [...] Ainsi, le développement de l'économie étatisée est caractérisé par un antagonisme qui ne peut aller qu'en s'exacerbant. D'un côté, accumulation de possessions et de pouvoir dans les mains de la

bureaucratie, car l'État c'est elle ; de l'autre, les ouvriers salariés et leur travail, dont l'État s'approprie les produits. Plus la richesse sociale s'accroît sous la forme de propriété d'État, plus l'exploitation des ouvriers salariés augmente, ainsi que leur impuissance. C'est aussi leur paupérisation qui s'accroît et, conséquemment, la lutte de classes entre ouvriers et bureaucratie d'État. Pour s'affirmer dans cette lutte, la bureaucratie n'a pas d'autre choix que d'étendre l'appareil de répression étatique. Celui-ci se renforce à mesure que s'aiguise l'antagonisme des classes. Plus l'État est riche, plus la pauvreté des ouvriers est grande, et plus aiguë aussi la lutte de classes» *Thèses sur le bolchevisme*, International Council Correspondence, vol. I, n°3 – décembre 1934.

Pour suivre les discussions à l'intérieur du parti bolchevik, nous renvoyons aussi nos lecteurs aux deux brochures publiées par notre collaborateur Michel Olivier sur les fractions de gauche du parti communiste russe qui retracent leur combat contre le drame qui se déroulait en Russie⁽⁵⁾. Ces fractions luttent d'abord pour redresser le parti et ses décisions désastreuses, ensuite, les irréductibles qui ont la force de maintenir leurs critiques envers le régime se retrouvent dans le *Groupe ouvrier* qui cherche alors à créer un nouveau parti car ils estiment que la révolution avait fini par échouer. Tout comme la fraction de gauche en 1918, le *Groupe ouvrier*, comme certains *Décistes* à la fin des années 30, estime que le régime politique et économique en Russie est de nature capitaliste d'État. Il est significatif que ce soit en Russie, et par les acteurs même de la révolution, que cette analyse ait été développée en premier et aussi clairement.

C'est au milieu des années 1930 que la Gauche germano-hollandaise dégagera une analyse similaire. En France, Treint et son groupe⁽⁶⁾ seront les premiers en 1933 à aboutir à cette même analyse. C'est certainement grâce à la rencontre qu'ils firent à cette époque avec Miasnikov puisque c'est eux qui publièrent le *Projet de programme et de statuts du Komintern ouvrier*, le 15 mai 1933. C'est d'ailleurs pour cette raison que les militants autour de Treint quittent la Conférence d'unification de 1933⁽⁷⁾ qui regroupait tous les groupes oppositionnels en France. Ils diffusent un ultimatum dans lequel ils jugent « impossible de considérer l'État russe actuel, où ne subsiste, sinon sur le papier, aucune forme politique ou économique du contrôle ouvrier, comme un État de travailleurs s'acheminant vers l'émancipation socialiste ». Tous les autres groupes présents défendent encore l'URSS d'une façon ou d'une autre. Ils se séparent donc. A cette conférence qui voit la

(5) *La gauche Bolchevik et le pouvoir ouvrier (1919-1927)*, p.52, Paris, 2009 et *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe (1922-1937)*- G. Miasnikov, Paris, décembre 2009.

(6) *La Bataille ouvrière* le 1^{er} juillet 1933 (premier numéro).

(7) Cf. p. 7-8, Michel Olivier, *La gauche communiste en France*, éditions du CCI, Paris, 2001, 49p.

naissance de l'*Internationale* et l'unification des principaux groupes oppositionnels français dans l'*Union communiste* (8), participaient également la *Fraction de la gauche communiste italienne*, la *Ligue des Communistes Internationalistes* de Belgique ainsi que Landau et Rosmer. Pour tous ces militants, la nature de la Russie n'était pas encore tranchée.

Le troisième article : au sein de la Gauche italienne, il a encore fallu quelques années et la deuxième guerre pour que cette analyse émerge de façon aussi claire. C'est dans le débat avec les restes de la *Fraction belge de la Gauche Communiste Internationale*, dans laquelle de retrouvait Ottorino Perrone (Vercesi), qu'émerge en 1944 l'analyse de l'État Russe comme capitaliste d'État par la *Fraction italienne* regroupée à Marseille pendant la guerre. C'est donc tout naturellement que nous reproduisons de larges extraits d'un article du numéro 6 du *Bulletin international de discussion de la Fraction italienne de la Gauche Communiste* rédigé par Marc Chirik dans un français qu'il maîtrisait encore mal. Ce texte est important en ce qu'il fait la transition entre la position encore défendue par *Bilan* avant la seconde guerre mondiale et la majorité des groupes de la gauche italienne par la suite. Ainsi, cette analyse se retrouvera dans *Internationalisme* de la Gauche Communiste de France et dans *Prometeo*, l'organe du PC Internationaliste.

Parmi les membres de la gauche italienne, les positions de certains n'étaient pas encore clairement définies. Au début des années 1950, Bordiga soutenait encore « *que l'on ne devait pas parler de l'économie russe en termes de 'capitalisme d'État' mais d'industrialisme d'État, non pas de révolution socialiste, celle d'Octobre, mais de révolution antiféodale et donc d'une économie qui tendait au capitalisme* » (Onorato Damen in *Amadeo Bordiga, validité et limites d'une expérience*, Éditions Prometeo). Après avoir abandonné cette analyse pour un temps, Bordiga la réaffirmera dans un article de 1966 comme le note à nouveau Damen : « *la théorie de l'industrialisme d'État est réapparue ensuite, mise là presque incidemment, dans le numéro 3 de février 1966 de Programma Comunista, de la main de l'auteur lui-même ; nous retranscrivons de l'article Le nouveau statut des entreprises d'État en Russie : « Première remarque : l'affirmation de l'entreprise d'État comme 'maillon principal' implique l'existence d'entreprises non étatiques, et par conséquent d'activités 'privées' au sens vulgaire du terme, et elle confirme à nouveau notre ancienne assertion à propos du 'capitalisme d'État' en Russie, dans lequel nous reconnaissons plutôt un 'industrialisme d'État'.* »

Si l'on cherche une différence essentielle dans la façon de poser la question russe entre la *Gauche communiste germano-hollandaise* et la *Gauche*

communiste italienne, on trouvera une approche plus économique pour la première et plus politique pour la seconde. Cette dernière considérait que le pouvoir prolétarien se définissait avant tout à ce niveau et non pas au niveau économique. Cette approche plus économique par la gauche germano-hollandaise la portera, par l'entremise de Jan Appel, à produire une réflexion conséquente sur les mesures économiques à prendre durant la période de transition entre le capitalisme et le communisme : *Les principes de base de la production et de la distribution communiste*.

Les 4^e et 5^e articles : les trotskistes estimeront que certaines caractéristiques économiques de l'URSS sont socialistes - comme la propriété collective des moyens de production ou le monopole sur le commerce extérieur - et qu'elles sont à défendre malgré la nature dégénérée d'un régime trusté par une caste bureaucratique. Ainsi, à la question : faut-il défendre la Russie dans une guerre impérialiste ? L'immense majorité des trotskystes répondront oui. Ce n'est qu'au sein d'une minorité parmi eux qu'une révision de l'analyse s'imposera suite au rôle impérialiste joué par la Russie durant la seconde guerre mondiale. CE qui fera dire à Munis que : « *Contrairement à nos prévisions, les partis et groupes de la IV^e Internationale, à de rares exceptions près, se sont montrés excessivement hostiles pour modifier leur politique à l'égard de l'URSS [...] La bureaucratie est déjà un capitaliste collectif, chaque bureaucrate est l'encaisseur de revenus dont parle Engels (9) par rapport à la transformation de la propriété particulière en propriété de l'État. Dans l'économie russe nous avons un type particulièrement féroce de capitalisme d'État qui double les tares du capitalisme classique étudié par Marx : opposition entre la production et les nécessités sociales ; luxe et gaspillage en-haut, paupérisation en-bas ; accroissement de l'esclavage du salariat... [...] Vingt-neuf ans après la révolution bolchevique, toutes ses conquêtes ont été anéanties par la contre-révolution stalinienne* » in *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial*, Mexico, 1946.

Trotsky avait proclamé que, si la Russie gagnait la guerre, il faudrait revoir sa position sur l'URSS. Munis puis Natalia Trotsky suivirent cette vision prophétique. Telle est la raison pour laquelle nous publions la lettre de cette dernière à la IV^e Internationale et qui rejoint l'analyse de la *Gauche Communiste*. De même, nous publions également un texte inédit en français de G. Munis : *La non-révolution* qui montre la clarté atteinte par cette dissidence du trotskysme.

Le 6^e article est une traduction inédite d'un texte de la *Tendance Communiste Internationaliste* (TCI). C'est l'une des contributions les plus avancées qui montre le niveau de clarification atteint par les restes

(8) Cf. L'introduction d'H. Chazé dans *Chronique de la révolution espagnole- 1933-1939*, Ed. Spartacus, 1979, 127 p.

(9) F. Engels, *Anti-Düring*, T. III, 43, Ed. Costes, 1933.

de la gauche communiste italienne à l'heure actuelle : *1921 : début de la contre-révolution.*

En septembre 2010 s'est tenu une conférence à Moscou « *Sur le capitalisme postsoviétique dans le contexte actuel* » organisée par le Centre de recherche Praxis⁽¹⁰⁾. Cette conférence est revenue sur la nature de l'URSS et le capitalisme d'État ainsi que sur l'évolution de cette notion. Indépendamment des autres communications de cette conférence de très bonne tenue, nous avons retenu quatre exposés :

- **Un exposé de Michel Olivier** qui montre que la nature du régime n'a pas changé avec l'effondrement de l'URSS. Le capitalisme d'État sévit toujours en Russie même si le pouvoir semble épouser les crédits libéraux en vogue et qu'il utilise une forme « démocratique » avec des élections. C'est une sorte de capitalisme d'État néolibéral. Cependant, comme la Russie reste un pays économiquement moins développé, il ne peut que revenir à des structures autoritaires et répressives de type stalinien.

- **Un exposé de Guy Sabatier** retraçant l'évolution historique de l'URSS et montrant que « *le régime prend conscience de l'inéluctabilité de sa chute...* », et que « *cette situation va entraîner la prise en main du régime par le seul KGB* ». Il s'inscrit donc en faux par rapport à toutes les interprétations les plus courantes.

- **Un exposé d'Alexei Gussey** faisant le point sur les différents courants existant dans le mouvement ouvrier et estimant que l'URSS était un capitalisme d'État. Il révèle certaines critiques de mencheviks ou trotskistes de « gauche » qui sont pertinentes mais moins connues par les milieux de la Gauche communiste.

- **Un exposé de Jürg** montrant que l'analyse et la prévision de Trotski ne se sont pas vérifiées puisque ce dernier pensait que le système recelait des acquis socialistes à préserver même s'il était « déformé » et qu'il ne manquait plus qu'une « révolution politique » pour que le socialisme y soit réalisé.

Les contributions issues des deux exposés de Guy Sabatier et d'Olivier nous projettent un peu plus dans l'époque actuelle. Ces documents s'interrogent sur : Où en est la Russie actuelle et où va-t-elle ? Dans un excellent livre, *Les prédateurs du Kremlin*⁽¹¹⁾, Hélène Blanc et Renata Lesnik qualifient fort justement le nouveau régime de « *démocratie Potemkine* »⁽¹²⁾. Le mot démocratie est accolé pour donner le change car le système en place tourne résolument le dos à la démocratie. Ces auteures nous montrent, avec une connaissance inégalée des faits, comment le KGB avait, depuis fort longtemps, anticipé la chute du régime et organisé son retour au pouvoir.

(10) http://www.praxiscenter.ru/about_us/francais/

(11) Editions du Seuil, Paris, 2009, 357p.

(12) Terme utilisé depuis Catherine II (La Grande) pour désigner des opérations de propagande destinées à tromper l'opinion publique et parfois les dirigeants eux-mêmes.

A la suite des différents groupes de la Gauche communiste, il est vital de continuer à tirer les leçons d'Octobre 17 car sa dégénérescence sert d'éternel repoussoir et d'obstacle à l'adhésion à la perspective du communisme.

Michel Olivier

BIBLIOGRAPHIE : Documents des Oppositionnels des années 1930 et de membres de la Gauche Communiste

Barrot Jean, *Communisme et question russe*, Ed. Spartacus, C30, 1984, 240 p.

Bordiga Amadeo, *Développement des rapports de production après la révolution russe*, Ed. Spartacus, 1985.

Bordiga Amadeo, *Russie et révolution dans la théorie marxiste*, Ed. Spartacus, B95, 1978, 511 p.

Brinton Maurice, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier (1917-1921)* brochure de *Solidarity* traduite en français dans *Autogestion et socialisme* (sept.-déc. 1973).

Ciliga Ante, *Lénine et la révolution*, Ed. Spartacus, B92, 1978, 48 p.

Ciliga Ante, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Champ libre, 1977, 563 p.

Gorter Herman, *Réponse à Lénine – Lettre ouverte au camarade Lénine*, B109, Ed. Spartacus, 1979, 112 p.

Groupe des 15, *Avant Thermidor*, in *La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier*, M. Olivier, 2009.

Huhn Willy, *Trotski, le Staline manqué*, B113, Ed. Spartacus, 1981, 144 p.

Laurat Lucien - Serge Victor, *Le Nouvel Impérialisme russe – L'URSS a-t-elle un régime socialiste ?* B50, Ed. Spartacus, 1972, 116 p.

Luxemburg Rosa, *La révolution russe*, Ed. Spartacus, B62, 1977, 32 p.

Mett Ida, *La Commune de Cronstadt – Crépuscule sanglant des Soviets*, B87, Ed. Spartacus, 1977, 96p.

Miasnikov Gavril, *L'Ultime mensonge*, 1928, *Le groupe ouvrier du PCR*, imp. spéciale, M.Olivier, 2009.

Munis Grandizo, *Parti-Etat, Stalinisme, révolution*, B62, Ed. Spartacus, 1975, 112 p.

Munis Grandizo, *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial*, Mexico, 1946, 45 p.

Pour une Intervention Communiste, *Les racines d'Octobre 1917 - La Gauche polonaise*, Spartacus, 1978.

Rocker Rudolf, *Les Soviets trahis par les bolcheviks*, Ed. Spartacus, B154, 1998, 108 p.

Rühle Otto et Mattick Paul, *Fascisme brun, fascisme rouge*, Ed. Spartacus, B65, 1975, 95 p.

Sabatier Guy, *Traité de Brest-Litovsk 1918 - Coup d'arrêt à la révolution*, Ed. Spartacus, 1977, 96 p.

Souvarine Boris, *Staline*, Champ libre, 1977, 639 p.

Souvarine Boris, *Le stalinisme. Ignominie de Staline*, Ed. Spartacus, B47, 1975, 95 p.

Steinberg Isaac, *Les Socialistes-Révolutionnaires de gauche dans la Révolution russe*, B122, Ed. Spartacus, 1983, 128 p.

Steinberg Isaac, *Souvenirs d'un Commissaire du peuple 1917-1918*, Paris, Ed. Gallimard, 1930.

Le cas de l'Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Pologne, de Lituanie

BUND, SDKPiL, POSDR

A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, plusieurs partis sociaux-démocrates se partageaient l'influence de la IIe Internationale dans la zone orientale de l'Europe : le BUND le P.O.S.D.R (Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie : divisé entre Bolcheviks et Mencheviks à partir de 1903) ; la S.D.K.P.i.L (la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie) ; le P.P.S (Parti Socialiste Polonais dont son chef Pildsuski devint ultra-nationaliste) ; le S.P.D (Parti Social-Démocrate d'Allemagne)...Malgré la référence internationaliste, ces partis étaient toujours travaillés par le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », ou « *l'indépendance nationale* » ou encore « *l'autonomie culturelle* » prônée par le mouvement révolutionnaire juif qui se développait, outre d'autres caractéristiques sociologiques, autour du yiddish, admis comme langue de propagande. Néanmoins, l'un d'entre-eux, la SDKPiL menée par Rosa Luxemburg et Léo Jogiches, critiquait les vieilles idées de Marx et d'Engels et défendait un internationalisme intransigeant en rejetant la lutte pour l'indépendance de la Pologne par rapport à l'empire russe tandis que le POSDR, en particulier sa fraction bolchevik menée par Lénine, demeurait favorable au mot d'ordre classique sur le droit à l'autodétermination des peuples défendu par les chefs de la SPD allemande comme Karl Kautsky.

Création du P.P.S, de la SDKP puis de la SDKPiL

En 1892, le Parti socialiste polonais (PPS) fut créé : il subordonnait les buts socialistes à l'indépendance nationale de la Pologne et devint ouvertement nationaliste au fil du temps. L'année suivante, Rosa Luxemburg et Léo Jogiches fondèrent ensemble leur parti, la Social-Démocratie du Royaume de Pologne, sur des positions antinationalistes qui étaient répercutées dans son organe *Sprawa Robotnicza (La cause Ouvrière)*. L'organisation comptait environ deux cents membres. Ses autres cofondateurs étaient Julian Marchlewski ayant connu Rosa à Varsovie et Adolf Warszawski-Warski. Issu d'une famille germano-polonaise aisée, Marchlewski était devenu révolutionnaire par pur idéalisme : à Zurich, il obtint un doctorat en droit et en science politique. Warszawski était Juif et avait épousé une Polonaise qui lui donna de nombreux enfants (Rosa essaya d'aider sa famille). Tous quatre collaboraient de façon informelle, sans structure ni hiérarchie.

L'histoire du petit groupe entourant Rosa Luxemburg et Léo Jogiches est une suite de longues périodes de stagnation et de rares moments de gloire. Comme le parti luttait pour unir les ouvriers polonais et russes, il ne fut jamais populaire en Pologne, malgré la vision poétique de Mickiewicz où Polonais et Russes étaient frères, et bien que le groupe se proclamât successeur du parti *Prolétariat*⁽¹⁾. Avec sa direction en Suisse et son petit groupe de sympathisants en Pologne, réduit par de fréquentes arrestations, le parti ressemblait à une armée de généraux sans soldats. Il fut pourtant rejoint par de grands socialistes comme Cesaryna Wojnarowska, ancien membre du parti *Prolétariat*, et Félix Dzerjinski, qui joua un rôle important dans l'unification des sociaux-démocrates lituaniens et polonais. En août 1893, Rosa Luxemburg plaida sans succès pour la reconnaissance de la SDKP au Congrès de la IIe Internationale, à Zurich. Sa lutte contre le PPS s'envenima et leurs divergences idéologiques se révélèrent insurmontables : le PPS ne s'adressait pas exclusivement aux ouvriers mais à « *toutes les classes opprimées sur le plan économique par la bourgeoisie, et par le tsarisme sur le plan politique : petits propriétaires fonciers, paysans, francs-tenanciers et couches les moins favorisées de la classe moyenne* ». Il était nationaliste. En revanche, le programme de la SDKP appelait à une lutte commune des ouvriers polonais et russes et ne s'intéressait pas au combat de la Pologne pour recouvrer sa souveraineté. Le PPS eut alors recours à l'antisémitisme en signalant que les origines juives de Rosa Luxemburg la rendaient insensibles aux besoins et aux souhaits réels de la nation polonaise. Mais la SDKP fut admise au Congrès de Londres, en 1896 et elle fusionna avec la social-démocratie lituanienne en 1900, devenant la SDKPiL. Celui qui se tint à Amsterdam, en août 1904, accrût le prestige de Rosa Luxemburg qui était venue avec deux mandats : ceux des partis sociaux-démocrates d'Allemagne et de Pologne. Elle participa à deux comités : l'un sur les trusts et le chômage, l'autre sur

(1) Parti Prolétariat : ce parti fut fondé en 1882 sous l'impulsion de Ludwick Warinski, un an après l'assassinat du tsar Alexandre II. Il se distingue du parti « *Peuple polonais* », créé à la même époque, en refusant la revendication de l'indépendance nationale. La répression tsariste vint à bout de « *Prolétariat* » (arrestations et exécutions). En 1888, à l'instigation de Martin Kasprzak, un ouvrier de Poznan, les survivants formèrent à Varsovie un « *Second Prolétariat* ». Lycéenne, puis étudiante, R. Luxemburg appartint aux deux groupes successifs de « *Prolétariat* ». Menacée d'arrestation, elle dut partir pour la Suisse en 1889.

la tactique socialiste au plan international ⁽²⁾ Il suffit de voir la longue liste des partis socialistes russes représentés à la conférence de Paris en 1904 pour comprendre pourquoi Rosa Luxemburg s'opposait à Lénine sur le droit des nations à l'autodétermination. Les participants étaient la Social-Démocratie de Lituanie, le Parti socialiste d'Ukraine, la Fédération socialiste-révolutionnaire de Géorgie, la Social-Démocratie d'Arménie, la Hromada de Biélorussie, et la Fédération révolutionnaire d'Arménie. Et pourtant, beaucoup d'autres groupes nationaux ou ethniques de l'Empire russe étaient absents. Aux antipodes de cet éparpillement de nationalités, expliquait Rosa Luxemburg, il fallait miser sur le développement économique du capitalisme et donc sur la concentration du prolétariat au-delà des frontières (cela avait été le sujet de sa thèse sur « *le développement industriel de la Pologne* » au sein de l'empire russe, Zürich, 1898).

Après le « *dimanche sanglant* » du 22 janvier 1905, une vague de grèves s'étendit très vite à la Pologne et la SDKPiL passa de quelques centaines de membres à deux mille à la fin de 1905, pour atteindre trente mille en 1906. Le PPS, pourtant beaucoup plus connu, n'excédait qu'à peine ce nombre ; le Bund comptait approximativement trente-cinq mille membres. Les trois partis ennemis se disputaient l'influence sur la masse ouvrière, et l'écriture était leur arme la plus efficace. A Cracovie, la SDKPiL fonda une autre publication : *Du champ de bataille*. Après dix ans de semi-retraite, Jogiches se retrouvait au cœur de l'action, responsable des journaux, brochures et tracts, de leur introduction et de leur diffusion clandestine en Pologne annexée par la Russie. La position de Jogiches envers le Bund fit apparaître une déviation évidente de la plate-forme politique commune avec Rosa Luxemburg. L'attitude de celle-ci, partagée par la direction du parti polonais, était résolument négative à cause de l'idéologie nationaliste juive du Bund : « *Je n'accepte aucune alliance avec les Juifs* », -écrivait-elle à Jogiches en juin-. « *Pour la même raison que tu as refusé une alliance "maximum", je refuse à mon tour une alliance "minimum".* » Jogiches la défia. Il serait erroné d'attribuer ce défi à toute autre raison qu'à sa stratégie politique. Le fait qu'à Vilna il avait travaillé avec les futurs fondateurs du Bund, et contribué sans y prendre garde à l'émergence de ce parti, ne détermina nullement sa politique. Son mépris de la position adoptée par les autres membres de la direction de la SDKPiL était symptomatique de son humeur. Il recherchait dans le Bund un allié contre le PPS, et il était prêt à en payer le prix. A la mi-juillet 1905, à l'initiative du Bund et avec l'approbation de son parti, Jogiches se rendit à Varsovie pour mener les négociations. Il parvint à un accord avec le Bund sur leur

coopération future et sur leur soutien réciproque. En conséquence, Jogiches fut accusé d'avoir fait des concessions excessives en prenant une position dangereusement conciliatrice et en « *trahissant les intérêts* » du parti. Félix Dzerjinski écrivit à la commission étrangère du parti : « *Nous ne pouvons arriver à nous entendre avec lui. Même pendant les négociations avec le Bund, il s'est conduit de façon si scandaleuse qu'il est difficile de croire qu'il ait pu aller si loin.* » En réponse, Jogiches renonça à superviser les publications de la SDKPiL. Rosa Luxemburg dut user de tous ses talents diplomatiques pour aplanir le conflit entre le parti et Jogiches. Aucun accord avec le Bund ne fut signé, Jogiches annula sa démission et reprit ses activités à Cracovie.

Le nombre des batailles que Rosa Luxemburg engagea de 1910 à 1913 suffit à donner la mesure de son humeur. Kautsky et Bebel, Lénine et Radek, la social-démocratie allemande et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, ses contradicteurs au sein de la social-démocratie polonaise et les nationalistes polonais : elle traitait chaque individu ou chaque groupe qui s'opposait à elle d'une façon impitoyable. Les frictions politiques avaient mené la SDKPiL au bord de la division depuis des années (...) Bien que désagréables, ces ennuis n'étaient que des peccadilles comparés aux différends politiques entre Berlin et Varsovie, différends qui apparurent au grand jour vers 1908 et entraînèrent la scission de la SDKPiL en 1912. Une commission de la SDKPiL se réunit à Paris en septembre 1913. Le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (P.O.S.D.R), le Bund et la Social-Démocratie de Lettonie participèrent à l'instruction du cas Radek. Les accusations portées contre lui allaient du vol présumé d'un manteau, quand il était étudiant à Cracovie, au détournement des fonds du parti en passant par le non-paiement de ses cotisations. Il tenta de se défendre dans un livre intitulé *Mes comptes*, puis rallia la Révolution d'Octobre et devint le spécialiste pour les affaires allemandes du parti communiste bolchevique.

Radek avait participé à l'opposition des communistes de gauche aux côtés de Boukharine et d'Osinski contre Lénine (traité de paix « séparée » à Brest-Litovk, mesures de capitalisme d'Etat en avril 1918). Il retrouva Rosa Luxemburg en novembre 1918 à Berlin avant la fondation du Parti Communiste Allemand (K.P.D), et avant l'échec sanglant de la révolution spartakiste où elle fut assassinée par les corps-francs (bras armé de l'État-major de la SPD et du gouvernement Ebert-Noske-Scheidemann). Il lui annonça la nomination de Félix Dzerjinski (son ex-condisciple à la SDKPiL) comme chef de la Tcheka, police politique du pouvoir soviétique créée en décembre 1917 à Moscou. La nouvelle eut l'effet d'une bombe sur Rosa qui manqua défaillir.

(2) Cf. p.68-70, Elzbieta Ettinger, *Rosa Luxemburg, une vie*, Belfond, Paris, 1990, 365p

Fondation du Bund

Après les différents partages de la Pologne (de 1772 à 1795), les Juifs de Pologne et de Lituanie (environ un million de personnes) devinrent des sujets du tsar : il leur fut alors peu à peu interdit de quitter une zone de résidence s'étendant de la mer Baltique à la mer Noire. Cette assignation forcée à vivre dans une zone délimitée fut appelée *le Rayon* par les Juifs. Sous Alexandre II, à partir de 1855, des mesures libérales laissèrent penser à ceux-ci qu'ils allaient pouvoir être des sujets tolérés. Malheureusement, le pogrome d'Odessa en 1871 déclencha une réaction politique qui se poursuivit jusqu'à la première guerre mondiale. Les Juifs furent les boucs-émissaires de l'assassinat du tsar en 1881. En 1897, la première statistique digne de ce nom fut publiée dans l'Empire tsariste : le résultat donna 126 millions et demi d'habitants sur lesquels il y avait 5 215 805 Juifs (5% de la population de Russie européenne, 4,2% de tout l'Empire). En dépit d'une émigration massive fuyant les pogromes entre 1881 et 1897 (en particulier vers les États-Unis) et donnant lieu aux premières expressions sionistes (pamphlet et départ pour la Palestine), la population avait augmenté de 22% et une certaine assimilation s'était produite. Il y a des clichés avec lesquels il faut rompre : on a toujours assimilé les professions juives à l'industrie du vêtement. Or, la classe ouvrière se recrutait dans des corps de métier très variés comme les tanneries et ses branches annexes (cuir et chaussures), les minoteries et industries agricoles, les huileries, le bois et les fabriques de meubles, les manufactures de tabac et cigarettes, l'extraction minière, la métallurgie, la serrurerie, l'assèchement des marais, la papeterie, l'entretien des routes et des talus, la taille de la pierre, les brossiers, les tisserands...

Malgré l'intégration au travail avec les russes, les masses juives subissaient des périodes de chômage et vivaient parfois dans des conditions misérables (taudis surpeuplés de Varsovie, d'Odessa ou de Lodz). Outre cette détresse, elles étaient menacées par l'antisémitisme des chrétiens orthodoxes qu'agitait Pobiedonostsev, procureur du Saint-Synode, éminence grise du tsar. Considérés comme des sous-hommes, les Juifs aspiraient à un véritable statut d'hommes libres. Ils voulaient se libérer du joug de l'autocratie qui se maintenait dans une société encore semi-féodale.

C'est du 25 au 27 septembre 1897 (7 au 9 octobre de notre calendrier) que 13 délégués des groupes socialistes juifs locaux se réunirent dans le grenier d'une petite maison en bois, dans un faubourg de Vilna. Ainsi naquit le *Bund*, abrégé de l'*Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne* (le mot Lituanie fut rajouté en 1901), qui s'inspirait de l'exemple de Ferdinand Lassalle car, ce terme signifiant « union » ou « ligue », était beaucoup plus mobilisateur que le mot « parti ». Il fut ainsi le

premier à constituer une organisation à l'échelle de la Russie. Deux périodiques étaient les organes officiels du Bund : l'*Arbeiter Shtime*, l'organe du comité central et le *Yiddisher Arbeiter*, journal du comité à l'étranger. Onze hommes et deux femmes, cinq intellectuels et huit ouvriers, représentèrent quelque 3500 adhérents. Kremer, Mutnik et Kossovski représentaient les intellectuels de Vilna ; Israël Kaplinsky et Hirsch Soroka l'*Arbeiter Shtime* et le *Yiddisher Arbeiter* ; David Katz, les ouvriers de Vilna ; Berman, le groupe de Minsk ; Hillel Katz-Blum et Rose Grynblat, celui de *Bialystok*, Yidel Abramov, Vitebsk ; John Mill, Léon Goldman et Maria Jaludsky, Varsovie⁽³⁾. Au fil de ses Congrès, le Bund mit à l'ordre du jour sa revendication identitaire pour se distinguer de la Social-Démocratie russe, mais son attachement à la cause ouvrière le distingua des objectifs du nationalisme juif qui prit la forme du sionisme. Le IV^e Congrès se tint dans les derniers jours de mai 1901 à Bialystok alors que l'*Union Générale des Ouvriers Juifs* s'était illustrée dans la conduite de grèves très combatives (près de mille bundistes avaient été arrêtés, détenus et déportés). Mais la question nationale domina les discussions et la position du sionisme fut pour la première fois longuement débattue.

La question nationale fut l'objet d'un « véritable affrontement » autour de trois tendances : celle de Liber qui reprenait la thèse nationale défendue par Mill au congrès précédent, celle de Pavel Rosental, diamétralement opposée, et le point de vue de Portnoy, à mi-chemin entre Liber et Rosental. Mark Liber, âgé de vingt et un ans, était né à Vilna d'une famille d'intellectuels et avait reçu une solide éducation juive. Dès son adolescence, Liber avait été stimulé par ses frères Léon et Boris, son aîné, militant dans le parti russe, ami de Félix Dzerjinski, social-démocrate lituanien qui devint plus tard chef de la Tcheka. Esprit brillant, excellent orateur, Liber s'inspirait des thèses du congrès du parti social-démocrate autrichien de Brünn qui défendait l'idée d'une union démocratique des nationalités en Europe centrale.

Liber pensait que la Russie était dans un cas similaire. Il fallait former une fédération où chaque parti disposerait d'une pleine autonomie pour ses problèmes nationaux, avec ou non la référence territoriale. Dans l'immédiat, la classe ouvrière juive ne pouvait revendiquer que le minimum : l'égalité des droits civiques. Mais, de plus, il fallait l'autonomie nationale juive... « *Notre pensée qui a mûri longuement est de préparer le prolétariat à la revendication de son autonomie nationale, du développement d'une auto-conscience nationale. Si dans le passé, nous avons été des cosmopolites, il nous faudra devenir des nationaux. Ce terme ne doit*

(3) Cf. p.53, Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund – Un mouvement révolutionnaire juif*, éd. Denoël, Paris, 1999, 446p.

pas nous faire peur. Nous devons formuler dès maintenant un programme maximal qui devra mettre l'accent sur nos aspirations nationales : langue, culture, formes de vie. National ne signifie point nationalisme, mais simplement le désir d'appartenir à une nation déterminée alors que le nationalisme signifie, à court ou long terme, la domination d'une nation sur une autre ».

Puis Pavel Rosental prit la parole. Né à Vilna en 1872, d'une famille de commerçants, il s'était affilié au cercle socialiste de l'école secondaire puis à celui de l'université de Kharkov. Il se livra à une vive agitation parmi les étudiants lituaniens. Arrêté puis expulsé, il termina ses études de médecine en 1898, exerça son métier à Bialystok tout en dirigeant la feuille locale du Bund, le *Bialystoker Arbeiter*. Rosental était persuadé que « *les tentatives liant le mouvement ouvrier juif à une structure nationale étaient une entrave et le désir de stimuler ce sentiment national, artificiel, prématuré et nuisible* ». Or, la propagande socialiste tirait précisément le mouvement ouvrier de son isolement national et accoutumait les ouvriers à croire et à sentir que tous les prolétaires étaient frères, sans distinction d'origine ou de religion. Sinon, on risquait d'agir comme les nationalistes juifs, qui estimaient que rien n'était bon dans la *Galout* (l'Exil). Pour lui, « *l'auto-conscience nationale* » était un terme inadéquat et exprimait simplement la conscience d'une oppression nationale. Revendiquer le concept de nation risquait d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat juif et de le détourner de ses objectifs révolutionnaires. Noa'h Portnoy exprima une vue plus nuancée. Né en 1872, en Lituanie, élève de l'école normale d'instituteurs, Yekutiél (Noa'h) Portnoy, lié à Gojanski, militant de la première heure, incarcéré à Kovno en 1895, puis à Saint-Pétersbourg, avait été déporté en Sibérie d'où il s'évada en 1899. Il estimait que l'oppression nationale était une évidence parce que les Juifs étaient opprimés comme prolétaires et comme Juifs. « *La conscience de la classe ouvrière est la conscience d'appartenir à une nationalité donnée. La conscience de l'oppression, c'est l'aspiration à détruire précisément cette oppression. En parvenant ainsi et d'abord à obtenir ses droits politiques, il pourra par la suite se développer pleinement* ».

Les 6 et 7 avril 1903 se déroula le pogrome de Kichinev. Sur l'initiative du ministre de l'intérieur, von Plehve, il avait été soigneusement préparé par l'administration bessarabienne. Il fit 49 morts et plus de 500 blessés. 700 maisons, 600 boutiques, fabriques et ateliers furent pillés et détruits. 2000 familles se retrouvèrent sans abri. Depuis celui d'Odessa en 1881, jamais pogrome n'avait atteint une telle ampleur. L'émotion fut à son comble. 317 écrivains et artistes, des auteurs réputés comme Tolstoï, élevèrent une vigoureuse protestation contre les « *bestialités commises par des hommes russes* ». Si les autres partis socialistes faisaient quelques

timides remarques ici et là au lieu de dénoncer vivement cet antisémitisme, en revanche des meetings de protestation se tinrent à New-York, Londres, Berlin et Paris. Le Bund organisa des meetings de protestation et des manifestations dans de nombreuses villes de la zone de résidence. Il fustigea la police qui avait refusé de défendre le quartier juif et l'accusa d'aider la pègre et les bas-fonds. Il demanda à ses sections de constituer des groupes de résistance armée et mena une vigoureuse autodéfense. Il rédigea une série de tracts, de pamphlets, d'articles et de libellés où l'on pouvait lire notamment : « *A la violence doit répondre la violence, d'où qu'elle vienne* ». Dans une résolution de son Vè congrès, deux mois plus tard, le Bund affirmait : « *De toutes les couches de la population, seul le prolétariat luttant derrière le drapeau de la social-démocratie représente une force capable de fournir une résistance effective contre la populace utilisée par le gouvernement contre les Juifs. Le Congrès exprime la conviction que seul le combat commun du prolétariat de toutes les nationalités détruira les racines qui ont permis de tels événements* ». ⁽⁴⁾

A la vingt-septième session du P.O.S.D.R, le 18 août 1903, par 41 voix contre 5 et 5 abstentions, l'exigence formulée par le Bund, c'est-à-dire le maintien du fédéralisme, fut repoussée. Liber déclara alors : « *Au nom de la délégation du Bund, je déclare que le congrès ayant rejeté le principal paragraphe des statuts que nous lui avons proposés et que notre cinquième congrès a reconnu comme la condition nécessaire de l'affiliation du Bund au parti, en conformité avec la décision du cinquième congrès du Bund, nous quittons le congrès du parti et déclarons que le Bund se retire du P.O.S.D.R.* »

Au congrès de la social-démocratie russe, l'opposition la plus vive émanait des intellectuels d'origine juive, tels Julius Martov, Paul Axelrod, Theodor Dan et Léon Trotski. Plus tard, Medem raconta une discussion serrée qu'il avait eue avec Trotski à propos de la question juive. « *Vous ne pouvez ignorer le fait que vous appartenez à une nation définie. Vous considérez-vous comme russe ou comme juif?* » Trotski répliqua : « *Non, vous vous trompez ! Je suis un social-démocrate, un point c'est tout!* ». Les sociaux-démocrates étaient prêts à accepter des sections linguistiques regroupant les ouvriers juifs qui ne parlaient ni le russe ni le polonais, mais ils refusaient catégoriquement les conceptions nationalitaires du Bund et un parti juif autonome. Quant à Lénine et à ses partisans de l'*Iskra*, la défection du Bund aux travaux du congrès leur permit d'obtenir une majorité en faveur de leurs thèses. Si le Bund avait participé au congrès jusqu'à sa clôture, celui-ci aurait admis le principe d'un parti ouvrier recruté par adhésions et largement ouvert aux sympathisants, et les léninistes eussent été mis en minorité. Suite aux journées d'octobre 1905 en

(4) *Idem*, p.64-67.

Russie (grèves, manifestations...), le Bund organisa son 6^e congrès à Zurich le 13 du même mois. Sa réaffirmation nationale comme parti autonome Juif se fit contre les vellétés sionistes. Mais, pendant une semaine (du 18 au 25 octobre), plus de 50 villes subirent les assauts des Cents-Noirs, bandes armées payées par des fonds secrets du tsar. Le Bund se distingua par la mise en place de groupes d'autodéfense. A Kichinev, ils livrèrent des combats acharnés aux troupes pogromistes. Face à la détresse de la judaïcité, l'émigration se développa à nouveau vers les États-Unis. En avril 1906, le POSDR, très impressionné par les 35 000 membres du parti ouvrier Juif et par ses actions lors de la révolution de 1905, décida de sa réadmission comme organisation social-démocrate du prolétariat juif (congrès de Stockholm). Pendant l'année 1907, le Bund et ses groupes d'autodéfense firent face à de nouveaux pogromes fomentés par des hooligans et des ouvriers chrétiens. Les violences antisémites se déchaînèrent : ainsi, de 1906 à 1916, 2837 écrits divers furent imprimés et financés contre les Juifs par l'autocratie à des millions d'exemplaires. Le Bund s'efforça de riposter en diffusant des tracts et des pamphlets spécialement conçus pour dénoncer les racines de l'antisémitisme. Ses groupes d'autodéfense remirent à jour leur stock d'armes (revolvers, dynamite). Dans les années suivantes, les unions patronales s'attaquèrent à tous les avantages acquis par les travailleurs juifs et face aux menaces de grèves, elles employèrent l'arme du lock-out. Ainsi, les ouvriers des tanneries durent céder et acceptèrent des diminutions de salaires de 20%. Avant 1914, les débats sur la question nationale firent rage et le Bund s'affronta à Lénine qui critiquait sa position sur l'autonomie nationale-culturelle comme étant l'expression de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Mais il fut aussi farouchement antisioniste en s'opposant aux thèses de Borochof sur Eretz Israël (en 1914, les émigrés juifs étaient 40 000 en Palestine, dont un tiers dans les exploitations agricoles).

Naissance puis division du P.O.S.D.R

Les premiers marxistes russes du « groupe pour la libération du travail », fondé en émigration en 1883, Georges Plekhanov, Véra Zassoulitch, Paul Axelrod furent le noyau de cette entreprise avec ceux de la deuxième génération marxiste, le groupe de la *Ligue d'émancipation de la classe ouvrière*, composé en 1895, avec Wladimir Illitch Oulianov dit Lénine et Jules Martov.

Du 1^{er} au 3 mars 1898, neuf délégués de groupes sociaux-démocrates de Russie se réunissent dans une maisonnette de bois de la banlieue de Minsk, sous le couvert d'une fête de famille. Pour donner une forme nationale aux divers groupes sociaux-démocrates clandestins qui existent dans une vingtaine de villes, ils fondent un parti auquel, par cinq voix contre quatre, ils donnent le nom de parti

ouvrier social-démocrate de Russie – « rossiiski » au sens géographique et non « rousski » au sens ethnique – (POSDR). Ils élisent un Comité central de trois membres et confient à Pierre Strouvé le soin de rédiger un manifeste après le congrès. Il affirme que plus on va vers l'est de l'Europe, plus la bourgeoisie est faible et que la classe ouvrière doit porter à sa place « *la conquête de la liberté politique* ». Fin mars, l'Okhrana arrête cinq des délégués, puis trois autres. Avec le démantèlement du groupe de Kiev, l'un des plus forts, le jeune parti est disloqué.

Du 24 au 28 août 1900, Lénine, Potressov, Plekhanov, Zassoulitch et Axelrod se réunissent près de Genève pour publier un journal qui a pour objectif de combattre en Russie tous les courants opportunistes, dont en particulier les « économistes ». Mais ce projet se heurte à l'opposition entre les conceptions agissantes de Lénine (le journal doit être un outil pour organiser un parti en Russie) et les réserves de Plékhanov (le journal ne peut être qu'un organe de presse publiant des articles et des commentaires). Celui-ci reproche au Bund d'exploiter les Russes et aux Juifs d'être tous des chauvins comme des nationalistes. Lénine accusera le vulgarisateur du marxisme d'être intolérant et antisémite, et par-dessus tout irrémédiablement académique. Plékhanov obtient une voix prépondérante en cas de partage égal au sein du comité de rédaction. Mais Lénine place le siège en Allemagne et non pas à Genève. Un premier numéro de l'*Iskra* est publié à Leipzig le 11 décembre 1900 (500 exemplaires). D'octobre 1900 à avril 1901, Lénine habite à Munich sous le nom de Meier. Le journal y est imprimé à partir du deuxième numéro. Les premiers groupes de diffusion en Russie sont organisés. Deux accords sans lendemain sont passés avec le Bund et avec le groupe de l'Ouvrier du Sud. En effet, la police s'oppose à la liaison entre révolutionnaires. Avec *Que faire ?*, ouvrage qu'il achève en février 1902, Lénine théorise l'introduction des idées socialistes dans les conditions russes par un parti de révolutionnaires professionnels « *fer de lance de la révolution* » face à la police de l'État tsariste ⁽⁵⁾.

Le 30 juillet 1903, le deuxième congrès du POSDR s'ouvre à Bruxelles dans un vieil entrepôt désaffecté. Ce véritable congrès de fondation, après le démantèlement de celui de Minsk, suscite des espoirs immenses en Russie. Il rassemble 43 délégués, disposant de 51 voix délibératives qui se répartissent en 33 « iskristes » (fabricants et diffuseurs du journal), 5 membres du Bund, 3 « économistes » et 10 voix flottantes qualifiées de « marais ». Grève générale qui éclate à Bakou, grève générale qui s'étend à Tiflis, triomphe électoral de la social-démocratie allemande, le congrès s'ouvre dans une ambiance exaltée et Plékhanov vante la « grande

(5) p.30-31 Pierre Broué, *Le Parti bolchevique – Histoire du PC de L'U.R.S.S.*, Les Editions de Minuit, Paris, 1977.

force sociale » qu'est devenue le parti. Mais il sait que cette force est « spontanée » et qu'il faut lui donner « *une expression consciente* » dans le programme, la tactique, l'organisation du POSDR. Les débats commencent par un conflit avec le Bund qui, fort de près de 35 000 adhérents officiels, réclame son autonomie interne dans le parti d'un pays comportant plus de cent nationalités différentes, des Azéris aux Polonais. Comme tous les autres délégués s'opposent à cette demande, elle est rejetée par 46 voix contre 5. Warski et Ganetski, observateurs de la SDKPiL, quittent le congrès qui vote en faveur du droit des peuples à l'autodétermination. Ils sont en effet partisans d'une étroite fusion avec la Russie par réaction contre le recours à l'indépendance agitée par le nationalisme du parti socialiste de Pilsudski. Comme les autorités belges ont peur que les congressistes ne détériorent les relations politiques avec la Russie, elles envoient leurs policiers pour les traquer à l'aide d'agents russes de l'Okhrana. Aussi, les délégués partent à Londres où leurs débats reprennent le 11 août. C'est alors que les contradictions s'attisent à propos de l'article I des statuts qui doit définir qui est membre du parti. Martov plaide pour une certaine « élasticité » dans la définition de l'adhérent et veut attirer comme sympathisants des intellectuels antisaristes qui peuvent être réticents aux rigueurs de la discipline. En revanche, Lénine souligne l'importance centrale de l'organisation : il veut former un parti de militants, de membres qui cotent régulièrement, et ne pas s'encombrer de sympathisants qui refusent les contraintes. L'article I de Martov est adopté par 28 voix contre 22 et 1 abstention.

Le 17 août, furieux que la majorité refuse un vote spécifique sur l'égalité des langues dans l'Empire, les cinq délégués du Bund claquent la porte du congrès et du POSDR lui-même. Les partisans de Lénine deviennent majoritaires sur les statuts avec l'élection à bulletins secrets d'un Comité central en Russie, d'un comité de rédaction de l'*Iskra* à l'étranger et d'un Conseil du parti. C'est la fameuse division entre bolcheviks (majoritaires) et mencheviks (minoritaires) qui scinde le POSDR en deux. Les divergences politiques entre ces deux tendances vont se développer au lendemain de la révolution de 1905. Après une période de réunification (1906-1911), elles aboutiront en 1912 à une nouvelle rupture. La séparation entre les deux ailes du POSDR sera rendue définitive en 1917 par l'éclatement de la Révolution d'Octobre avec laquelle les bolcheviks feront triompher le principe d'un mouvement prolétarien ayant pris le pouvoir grâce à ses propres organes : les Conseils Ouvriers.

1914 et au-delà

La Social-Démocratie Allemande accepta le diktat guerrier du capitalisme en entraînant son prolétariat dans la première guerre mondiale. Rosa Luxemburg

parla de « crise » et Lénine de « *faillite de la IIe Internationale* ». En effet, nombre de partis sociaux-démocrates sombrèrent dans le nationalisme à tous crins. Seule une poignée de révolutionnaires (bolcheviks, spartakistes...) ainsi que les conférences de Kienthal et de Zimmerwald, maintinrent l'esprit anti-capitaliste. Le 2 août, la SDKPiL et le Bund proclamèrent la grève générale qui fut peu suivie tandis que Pildsuski, à la tête du PPS, opta pour l'union sacrée. La position du Bund était proche de celle des mencheviks internationalistes qui s'opposaient à une coalition avec des non-socialistes et estimaient que la réponse au conflit devait se faire « *sans annexions et sans réparations* ».

Opposé au soulèvement bolchevik, estimant qu'il allait contre l'idée d'une démocratie socialiste, le Bund ouvrit le 21 décembre 1917, à Pétrograd, son huitième et dernier congrès sur le territoire russe qui dura une semaine. Il y eut 100 représentants du parti couvrant 357 sections locales et 40 000 adhérents. Parlant contre le « coup d'État » d'Octobre, les délégués s'opposèrent aux méthodes blanquistes et exigèrent que l'Assemblée constituante ait les pleins pouvoirs. Après la dissolution de celle-ci et l'affaiblissement des mencheviks, le Bund tenta de maintenir son organisation mais il fut peu à peu dominé par le gouvernement bolchevik qui rejeta peu à peu le principe de l'autonomie. Du 5 au 11 mars 1921, une dernière conférence se tint à Minsk et le Bund décida de se dissoudre après avoir lancé, en vain, un appel au Komintern (Internationale Communiste) pour qu'il accepte un parti juif autonome.

En Russie, le Bund fut victime du stalinisme : poursuivant son combat avec Martov et les mencheviks, l'un de ses dirigeants, Mark Liber fut exilé dès 1923, puis exécuté durant les purges de 1937. Quant à ceux qui avaient rejoint le Parti Communiste, ils connurent aussi des fins tragiques : accidents, suicides, détentions en camps...

En Pologne, le Bund mena la lutte dans les ghettos, en particulier celui de Varsovie où il fut à la tête du combat contre les nazis en avril 1943. Le génocide du peuple juif commença en 1941 par des tueries collectives comme celles des *einsatzgruppen en Pologne orientale*. Le Bund fit parvenir des rapports alarmants sur le sort du judaïsme polonais. Dans le ghetto de Lodz, les bundistes développèrent tout un système d'aide sanitaire et sociale, assurèrent une présence syndicale et une survie culturelle (bibliothèque, théâtre). En mai 1943, Zygielbojm, un leader bundiste se suicida en protestant non seulement contre le crime de masse organisé par le nazisme dans ses camps d'extermination mais aussi contre la passivité des gouvernements des nations alliées n'ayant tenté aucune mesure concrète pour faire cesser ce crime génocidaire.

Guy Sabatier, mars 2011



Karl Radek

« Si la révolution russe était écrasée par la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait comme le Phénix; si par contre elle perdait son caractère socialiste et décevait par ce fait les masses ouvrières, alors ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale. »

Karl Radek, *Kommunist*, n° 1.

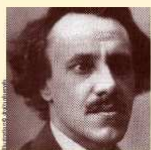


Nikolai Ossinski

Que la révolution russe n'ait pas été ce Phénix, des décennies d'une contre-révolution menée au nom de principes socialistes dévoyés en attestent de façon irréfutable. Mais dans quelle mesure cette trajectoire procède-t-elle de la pratique même des révolutionnaires ?

Dans des circonstances tragiques, les « communistes de gauche » qui publient la revue *Kommunist* entre avril et juin 1918, armés d'une conscience aiguë de leur responsabilité envers le prolétariat international, vont faire preuve d'une prescience stupéfiante des risques d'involutions du processus révolutionnaire et de consolidation du capitalisme d'État sur les ruines des « soviets » et du « contrôle ouvrier ». Ici, pas d'entreprise de dénigrement *a posteriori* : la révolution bolchevique est soumise à une critique radicale par ses artisans les plus décidés, au cœur même de la tourmente révolutionnaire.

Quatre-vingt-dix ans après leur parution, ces textes inédits en français témoignent de l'intensité des débats sur l'extension de la révolution en dehors des frontières de la seule Russie et sur les mesures de transition du capitalisme à une société sans classes qui doivent l'accompagner. Ils témoignent aussi, malheureusement, de l'oubli dans lequel ces oppositions ont été laissées par l'historiographie officielle.



Vladimir Smirnov

20 € ISBN 978-2-9528276-3-8

collectif d'édition smolny • www.collectif-smolny.org

4
LA REVUE KOMMUNIST
Moscou · 1918

Boukharine · Ossinski · Radek · Smirnov

smolny...

Boukharine · Ossinski · Radek · Smirnov

Moscou · 1918

LA REVUE KOMMUNIST

Les communistes de gauche contre le capitalisme d'État

КОММУНИСТЪ
КОММУНИСТЪ

smolny...

- Extrait de la préface -

Les racines théoriques des communistes de gauche

Les désaccords au sein du parti bolchevik se sont formellement manifestés dans le sillage des divergences surgies autour de la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, mais, en réalité, ils cristallisaient des questions essentielles et plus générales que le mouvement communiste international n'avait malheureusement pas eu le temps d'approfondir et de résoudre pour en tirer toutes les implications au niveau politique :

- Sur la nature de la période ouverte par la Première Guerre mondiale : à l'instar de Rosa Luxemburg, les futurs communistes de gauche pensaient que le capitalisme était devenu historiquement obsolète et cherchaient à en cerner toutes les implications. Certes, cette idée de caducité historique du mode de production capitaliste était largement partagée dans le mouvement communiste mais d'énormes divergences subsistaient quant à ses fondements et conséquences. Ainsi, autant les communistes de gauche étaient convaincus du « *déclin mondial des forces productives* »¹, autant Lénine pensait que

« dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant »². Une telle divergence d'appréciation ne pouvait manquer d'engendrer des analyses et positionnements très différents, tant sur la nature du capitalisme d'État que de l'impérialisme ou de la question nationale.

- Sur les implications qui découlaient de cette caractérisation de caducité du capitalisme au niveau des luttes immédiates de la classe ouvrière et des tâches des communistes, à savoir le maintien ou non de la nécessité de défendre un programme minimum. Ainsi, tout comme Rosa Luxemburg qui pensait que « *quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile [...] A ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale* »³, les

² « ...ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme... [...] Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre) » Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres, tome 22 : 324.

³ R. Luxemburg, *Réformes ou Révolution*, Maspero, p. 35.

communistes de gauche estimaient que la tâche de l'heure était de lutter partout pour la révolution communiste internationale et que le parti ne devait plus opérer de distinction entre le programme minimum et maximum. Lénine, par contre, estimait qu'« *il est ridicule d'abandonner le programme minimum qui est essentiel aussi longtemps que nous vivrons dans le cadre d'un ordre bourgeois...* »⁴.

- Sur les implications découlant de cette caractérisation du mode de production capitaliste en tant que système obsolète par rapport à la nécessité historique d'abolir l'État bourgeois de fond en comble et de s'engager dans la voie du dépérissement du nouvel État surgit après la prise de pouvoir : avant Octobre 17, Boukharine était en désaccord avec Lénine sur cette question. Puis, ce dernier fait paraître son ouvrage *L'État et la révolution* où il rejoint globalement les thèses déjà développées par Boukharine. Cependant, les divergences sur cette question ressurgiront après la révolution (cf. infra).

- Sur la nécessité immédiate d'arriver à une homogénéité la plus grande possible au sein du mouvement communiste international : ainsi, en mars 1918, les communistes de gauche défendaient le besoin d'élaborer un programme unifié pour constituer un parti prolétarien international alors que Lénine estimait que cette éventualité ne pouvait advenir « *tant que la révolution prolétarienne n'aura pas conquis au moins un pays* »⁵. Cette appréciation ne peut surprendre que ceux qui croient que, pour Lénine, la révolution prolétarienne serait déjà advenue par le simple fait de la prise de pouvoir en Octobre 17 !

- Sur l'analyse de l'impérialisme et du positionnement envers la question nationale : en 1915, Piatakov et Boukharine défendaient également des thèses forts proches de celles de Rosa Luxemburg et très éloignées de celles de Lénine puisqu'ils pensaient que « *Le slogan de l'auto-détermination des nations' est avant tout utopique...* » et même « *nuisible car c'est un slogan qui sème des illusions* »⁶.

Bien d'autres questions aussi fondamentales faisaient l'objet d'analyses divergentes au sein du mouvement communiste international. Malheureusement, tous ces débats n'ont pas été résolus à l'époque et sont tombés dans l'oubli, alors que cette période est l'une des plus riches au niveau

théorique⁷. Dans cette mesure, toutes ces questions de fond que le mouvement communiste n'a pas réussi à discuter rebondissent durant la première moitié de l'année 1918 en Russie et sont portées par la fraction de gauche du parti bolchevik dans les quatre numéros de la revue *Kommunist*.

Les désaccords

Si la question de la paix signée à Brest-Litovsk et de ses conséquences est encore largement abordée, les débats vont s'élargir à la politique à mener en Russie : les mesures économiques à prendre, la réorganisation de l'armée rouge en armée traditionnelle, le sort des organes unitaires de la classe ouvrière comme les soviets ou les comités d'usine, etc. Sur tous ces thèmes, les communistes de gauche s'opposeront à la politique de Lénine qui veut instaurer un capitalisme d'État en substituant « *une discipline de fer* » sur le lieu de travail au contrôle ouvrier encore exercé par les ouvriers dans les entreprises, en faisant appel aux anciens spécialistes pour relancer la production et en préconisant des accords avec les anciens propriétaires des grandes firmes capitalistes pour obtenir leur coopération : « *Nos vraies discordes ... concernent la ligne de partage entre le capitalisme d'État et l'État-commune socialiste. Il ne serait pas difficile de montrer que la conception actuelle de l'abandon de la prise collective des décisions, basée sur une défiance envers la force des organisations ouvrières, contredit absolument le beau mot d'ordre formulé jadis par le camarade Lénine : « Enseigner toutes les cuisinières pour qu'elles dirigent l'État ». Il ne serait pas difficile de montrer aussi que « les organisateurs des trusts » (non le personnel technique, mais les capitalistes comme tels) n'ont rien à voir avec les anciens mots d'ordre élevant l'activité du prolétariat* »⁸.

Au-delà de la question de savoir si les communistes de gauche avaient eu tort ou raison sur l'une ou l'autre de ces questions, ce qui importe – et le lecteur ne manquera pas d'en être frappé – c'est le fait que cette fraction du parti a eu le mérite d'essayer d'y répondre en s'appuyant sur les principes essentiels qui fondent la nature *socialiste* de la révolution tels que nous les avons rappelé au début de cette préface.

⁴ Lénine, in Schapiro *Les Bolchéviques et l'Opposition* : 167.

⁵ Lénine, in Schapiro *Les Bolchéviques et l'Opposition* : 167.

⁶ Piatakov, Bosch, Boukharine : *Thèses sur le droit des nations à l'autodétermination*, article paru dans *Kommunist* n°1-2, Genève 1915. Ce journal au numéro unique est à distinguer de celui qui paraîtra en 1918 à Saint-Petersbourg (10 n°), puis à Moscou (4 n°).

⁷ Dans son ouvrage sur *Les bolcheviks et l'Opposition (1917-1922)*, Schapiro signale l'existence d'une série de brochures parues en 1917 et restituant les débats animés qui se sont tenus entre Lénine et le groupe de Moscou dont beaucoup allaient devenir communistes de gauche en 1918. Ces débats vont rebondir un an après et suite au VII^{ème} congrès du parti. Ils paraîtront, notamment, dans deux recueils de textes relatifs à la révision du programme du parti bolchevik ainsi que dans deux périodiques. Malheureusement, ces documents n'ont encore jamais fait l'objet de traductions à notre connaissance.

⁸ Boukharine, *Kommunist* n°3.

Ainsi, sur la question de la signature d'une paix séparée mettant fin à la guerre avec l'Allemagne (Brest-Litovsk), les communistes de gauche maintiendront et amplifieront leurs critiques face aux conséquences néfastes qui en découlent, tant sur le plan extérieur qu'intérieur. Radek rappellera le sens profondément internationaliste de leur positionnement : « ...la révolution européenne était une question de vie ou de mort pour la révolution russe [...] En février 1918, les forces révolutionnaires en Europe furent insuffisantes pour protéger la révolution russe du violent brigandage de l'impérialisme allemand. Mais après en cessant de miser sur la révolution européenne, la révolution russe a signé sa condamnation à mort. On ne peut pas réaliser le socialisme dans un seul pays, surtout dans un pays arriéré ». Il jugera qu'avec la signature de cette paix séparée avec l'Allemagne, le pouvoir soviétique cesse de miser sur la révolution européenne et signe par la même occasion son arrêt de mort. Dès lors, face à la politique de droite menée par Lénine et le parti bolchevik disant : « Oui, nous avons espéré et nous espérons toujours une révolution européenne mais, pour le moment, elle n'a pas lieu, c'est pourquoi nous sommes obligés d'avoir affaire aux camps impérialistes. Nous sommes forcés de manœuvrer entre eux. », les communistes de gauche répondent : « Il y a des limites bien précises à ne pas franchir quant aux manœuvres qu'envisage de faire le pouvoir soviétique. Si c'était l'État ou un commandant bourgeois qui manœuvrait, il ne devrait suivre que les règles de l'art militaire. Pour lui, il n'y aurait rien d'interdit. Il pourrait conclure des alliances avec tous les adversaires possibles de son ennemi. Mais nous, nous n'avons qu'un allié : le prolétariat international qui commence à mobiliser ses forces. Tous les États entre lesquels nous sommes obligés de manœuvrer sont nos ennemis de classe. Voilà qui définit les limites de nos manœuvres. Si miser sur la révolution européenne n'est pas une phrase, une icône devant laquelle on prie matin et soir et qui n'exerce aucune influence sur notre activité quotidienne, alors ne manœuvrons pas si cela doit affaiblir les forces montantes de la révolution européenne. La solidarité internationale du prolétariat est la condition indispensable de la révolution européenne. Toute manœuvre qui sape la foi du prolétariat européen dans la solidarité prolétarienne internationale retarde le développement de la révolution européenne et vide ainsi de sens notre politique, dont le but est précisément de se maintenir jusqu'à la révolution européenne, donc de la précipiter. »⁹.

Quant à la nature du pouvoir issu d'Octobre 17, il est vrai que les communistes de gauche ne remettront pas en question le rôle dirigeant du parti bolchevik et sa substitution au pouvoir des conseils ouvriers, politiques auxquelles ils avaient eux-mêmes

⁹ Les trois citations de ce § sont de Radek, *Kommunist* n°2.

contribué. Cependant, bien plus que le reste du parti, ceux-ci défendront la nécessité pour la classe ouvrière de préserver ses organes où elle exerce son auto-activité. Ainsi, sont-ils convaincus que la politique suivie par le parti bolchevik « favorise le déclin de l'activité du prolétariat et de sa conscience » : « L'introduction de la discipline dans le travail en corrélation avec la restauration de la direction capitaliste de la production n'augmente pas la productivité du travail ; par contre elle réduit l'autonomie de classe, l'activité et le degré d'organisation du prolétariat. Elle menace d'étouffer la classe ouvrière... [...] La centralisation bureaucratique de la République des soviets et le retour des bourgeois brasseurs d'affaires et des petits bourgeois ne peuvent que favoriser le déclin de l'activité du prolétariat et de sa conscience de classe, et en fin de compte favoriser l'éloignement du parti des ouvriers. [...] La forme du contrôle par l'État des entreprises se développera dans la direction de la centralisation bureaucratique et dans celle du règne des commissaires en tout genre, vers la suppression de l'indépendance des conseils locaux et vers le rejet, dans la pratique, du principe de 'l'État Commune' administré par la base »¹⁰.

Concernant la politique à adopter à l'égard de l'État postrévolutionnaire, Boukharine propose d'ajouter au programme du parti bolchevik une clause sur le dépérissement de l'État lors de son VII^{ème} congrès en mars 1918. Lénine s'y oppose en arguant que « Pour le moment, nous sommes, sans aucun doute, des partisans de l'État. [...] On peut toujours se demander à quel moment l'État commencera à dépérir... Mais en proclamant à l'avance ce dépérissement, on va à l'encontre de la perspective historique »¹¹. Or, penser que la perspective historique est au renforcement de l'État quelques mois seulement après avoir rédigé *L'État et la révolution* montre, si besoin est, les lacunes théoriques existantes ainsi que la pression terrible des événements sur le positionnement de Lénine et de la majorité du parti bolchevik.

Cette question de l'attitude envers l'État postrévolutionnaire – dépérissement versus renforcement – déterminera la politique d'accords préconisée par Lénine à l'égard des anciens patrons. A cette politique, les communistes de gauche répondront que : « Au lieu de passer des nationalisations à la socialisation générale de la grande industrie, les accords avec les 'capitaines d'industrie' vont mener à la formation de grands trusts, dirigés par eux et embrassant les principales branches de l'industrie, qui auront l'apparence d'entreprises d'État. Un tel système d'organisation de la production fournit la base sociale pour l'évolution

¹⁰ Thèses sur la situation actuelle, *Kommunist* n°1.

¹¹ Lénine, *Compte-rendu des débats au VII^{ème} congrès*, cité par Schapiro, p. 168.

vers le capitalisme d'État et n'est qu'une étape transitoire vers ce dernier »¹². Il en va de même en ce qui concerne le contrôle ouvrier : les communistes de gauche s'opposent au décret de Lénine voulant l'abolir. A contrario, ils plaident pour « l'activité autonome de la classe ouvrière » où « il doit y avoir un chef d'orchestre, mais ce doit être la classe ouvrière elle-même »¹³.

Les communistes de gauche étaient également très lucides sur les conséquences « extrêmement dangereuse pour la cause du prolétariat russe et internationale » de l'orientation prise par les bolcheviks, une orientation qui « affaiblit toujours plus la signification révolutionnaire internationale du pouvoir des soviets et de la révolution russe ». Leur diagnostic est sans appel et particulièrement prémonitoire sur l'avenir qui attend la révolution russe : « La ligne politique ainsi définie ne peut que renforcer, contre la Russie, l'influence des forces contre-révolutionnaires externes et internes, détruire la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière et couper la révolution russe de la révolution internationale ; elle aboutirait à des effets préjudiciables à leurs intérêts communs »¹⁴. Ils prévoient même ce qui adviendra peu de temps après, à savoir les compromissions et accords secrets passés avec l'impérialisme allemand lors de la signature du traité de Rapallo le 16 avril 1922, accords qui permettent à l'armée allemande de réorganiser ses forces sur le territoire soviétique pour échapper aux clauses du traité de Versailles : « En politique étrangère, la tactique offensive de dénonciation ouverte de l'impérialisme va être remplacée par des tractations diplomatiques de l'État russe avec les puissances impérialistes. La République soviétique signera non seulement des accords commerciaux avec elles, mais elle pourra également forger des liens organiques économiques et politiques avec elles en se servant de leur appui militaire et politique »¹⁵.

Une orientation alternative

Face à toutes ces critiques, quelle était l'orientation alternative préconisée par les communistes de gauche ? Il est frappant de constater qu'ici aussi ce qui guide la réflexion de cette fraction du parti bolchevik n'était pas la contingence des événements mais, tout en tenant compte de la réalité et en répondant concrètement aux problèmes posés par la révolution, ils recherchaient des solutions dans le cadre du respect des principes inhérents à une

révolution socialiste : « Les communistes prolétariens considèrent comme essentiel de prendre une direction politique différente. Ils ne sont pas d'accord pour sauvegarder une oasis de conseils ouvriers dans le nord de la Russie en faisant des concessions qui la transforment en État petit-bourgeois. [...] Une fois que la bourgeoisie est brisée et n'est plus capable de mener un combat ouvert, les méthodes « militaires » ne sont pour l'essentiel plus nécessaires. [...] ...trois choses sont nécessaires : une politique de classe internationaliste et décidée, combinant propagande et action révolutionnaires internationales, et renforcement des liens organiques avec le socialisme international (et non avec la bourgeoisie internationale)... [...] ...le refus des accords politiques et militaires qui feraient de la République des soviets un instrument des camps impérialistes. [...] La nationalisation des banques doit être combinée avec la socialisation de la production industrielle et la liquidation complète des vestiges capitalistes et des survivances féodales dans les rapports de production qui handicapent les grandes organisations planifiées. La direction des entreprises doit être remise à un corps mixte d'ouvriers et de personnel technique, sous le contrôle et la conduite des conseils économiques locaux. Toute la vie économique doit être soumise au contrôle organisé de ces conseils élus par les ouvriers, sans la participation des « éléments qualifiés » mais avec la participation des syndicats et du personnel technique des entreprises. [...] ...organisation de communes de consommateurs, restriction de la consommation des classes prospères et confiscation de leurs biens en excès. Dans les campagnes, organisation de la pression des paysans pauvres contre les riches, développement à grande échelle de l'agriculture socialisée et soutien aux formes de travail de la terre, par les paysans pauvres, qui vont dans le sens de l'agriculture socialisée. [...] Refus du travail à la pièce et de l'allongement du temps de travail qui, dans des conditions de développement du chômage, n'ont pas de sens ; par contre mise en place de conseils économiques locaux et de syndicats aux standards de l'industrie ; et diminution du temps de travail du fait de l'augmentation du nombre des équipes et de l'organisation à large échelle de travaux sociaux. Large indépendance octroyée aux Conseils locaux et rejet de toute limitation de leurs activités par des commissaires envoyés par le pouvoir central. Le pouvoir soviétique et le parti du prolétariat doivent rechercher l'autonomie de la classe et des larges masses ; tous les efforts doivent être dirigés vers son développement »¹⁶.

Cet extrait ainsi que la lecture des n° de *Kommunist* montrent à suffisance que cette fraction de communiste de gauche n'avait rien d'une opposition purement théorique mais qu'elle traduisait aussi toute ses orientations politiques en pratique, traduction d'autant plus aisée que ses animateurs

¹² Thèses sur la situation actuelle, *Kommunist* n°1.

¹³ Lénine, *Œuvres*, tome 27 : 494.

¹⁴ Thèses sur la situation actuelle, *Kommunist* n°1.

¹⁵ Thèses sur la situation actuelle, *Kommunist* n°1.

¹⁶ Thèses sur la situation actuelle, *Kommunist* n°1.

principaux occupaient de hautes responsabilités et qu'ils étaient très au fait des réalités et difficultés concrètes rencontrées par la révolution.

Reculer pour mieux sauter ?

Enfin, l'idée a souvent été avancée que la politique de concessions menée par le parti bolchevik n'était qu'un recul tactique et temporaire dans l'attente de la révolution internationale. En d'autres mots, que les communistes de gauche n'étaient que des utopistes incapables de s'adapter à la réalité afin de sauvegarder l'essentiel. L'argument est d'autant plus fort qu'il a été avancé par Lénine lui-même pour justifier les modifications de sa ligne politique et que la signature du traité de Brest-Litovsk n'a pas signifié un coup d'arrêt brutal à la révolution internationale comme le craignaient les communistes de gauche puisque les mouvements révolutionnaires en Allemagne culmineront entre la fin 1918 et début 1919, que la révolution hongroise éclatera entre mars et août 1919 et qu'une insurrection se développera en Bulgarie en septembre 1918.

Il est incontestable que, tout comme les communistes de gauche, Lénine partageait l'idée qu'il fallait œuvrer au développement de la révolution internationale. Cependant, la *realpolitik* de ce dernier – comme l'appelaient les communistes de gauche – ne se limitait pas à être tactique et temporaire mais devenait de plus en plus principielle et définitive. Ainsi, l'argumentation développée par Lénine correspondait de moins en moins à la réalité et aux principes d'une révolution prolétarienne mais se calquait sur les schémas tirés des révolutions bourgeoises au XIX^{ème} siècle. Il en va ainsi de toute son argumentation historique comparant la défaite subie par la Russie à Brest-Litovsk à l'humiliation de la Prusse par Napoléon 1^{er} et à la capacité de cette même Prusse de « *se remettre sur pied au bout de quelques années et, dans une guerre libératrice, de secouer le joug de Napoléon* ». Lénine pensait que, à l'instar de la population allemande, le prolétariat russe pourrait recouvrer ses forces grâce à la paix après quelques années et repartir à l'assaut révolutionnaire du monde. Dès lors, tout comme « *...l'histoire marcha de l'avant, de la féodalité au capitalisme libre* » à l'époque des « *guerres impérialistes de Napoléon [qui] durèrent de longues années* », Lénine pensait que, sous la férule de l'impérialisme allemand, « *la révolution socialiste mûrit au sein de tous les pays avancés* » et que « *...les peuples écrasés par des vainqueurs féroces et cruels ont su se redresser et reprendre vie* »¹⁷. Il est frappant ici de remarquer que Lénine raisonne comme beaucoup de révolutionnaires à cette époque,

en s'appuyant sur les leçons qu'ils pouvaient tirer d'analogies avec les révolutions bourgeoises alors que ce dont le mouvement ouvrier avait besoin, c'était de comprendre les différences de principe, de nature et de dynamique dans le cas d'une révolution prolétarienne comme le feront les communistes de gauche. En effet, l'analogie de Lénine n'est guère pertinente car le prolétariat ne peut reconstituer ses forces économiques et militaires pour repartir à l'assaut, à l'image de la bourgeoisie allemande. D'une part, parce que si le prolétariat est politiquement dominant au lendemain de la prise de pouvoir, il reste une classe économiquement exploitée. D'autre part, parce que l'extension de sa dynamique révolutionnaire ne peut se faire à la pointe des baïonnettes, à l'image de la bourgeoisie au XIX^e siècle.

Un débat sur les principes

Un débat sur les *principes*, c'est bien de cela qu'il s'agissait dans toutes les discussions menées par les communistes de gauche, à savoir que les critiques qu'ils adressent à la jeune révolution et les solutions qu'ils proposent s'appuient sur les fondements principiels qui caractérisent une société et une révolution *socialiste* et se distinguent des logiques *capitalistes* et de la *révolution bourgeoise*. C'est là que réside tout leur intérêt.

En ce sens, les fondements théoriques des communistes de gauche se distinguent des bases sur lesquelles l'*Opposition de Gauche* animée par Trotski développera ses critiques ultérieurement. En effet, cette dernière n'apparaîtra que quelques années plus tard et ses acteurs ne se départiront jamais de la contrerévolution qu'ils ont contribué à mettre en place. Ainsi, Trotski ne reviendra ni sur *Terrorisme et Communisme*, ni sur son implication dans la répression de la révolte de Cronstadt, ni sur d'autres épisodes peu glorieux de sa trajectoire politique. Pire, Trotski va considérer que certains fondements économiques du capitalisme d'État mis en place en Russie représentaient le socle de la nature socialiste du régime stalinien, même s'il le caractérisait de 'dégénéré' au niveau politique. A ce titre, l'*Opposition Internationale de Gauche* animée par Trotski ne se départira jamais d'un soutien indéfectible (même si critique) envers l'Union Soviétique. A la lumière de ces différences principielles d'analyse, l'on comprend mieux pourquoi ces deux courants oppositionnels (la *Gauche Communiste* et l'*Opposition*) ne sont jamais parvenus à tirer un bilan politique commun de la contre-révolution et à travailler ensemble malgré certaines tentatives au cours de l'entre-deux guerres.

Mel R. & Michel R.

¹⁷ Lénine, *Une paix malheureuse* : Pravda n°34, 24/02/1918.

La nature non-prolétarienne de l'État russe et sa fonction contre-révolutionnaire

(...) Tout en critiquant avec acharnement le mysticisme, le fétichisme de l'État russe, l'ensemble de l'opposition internationale ⁽¹⁾ s'en tenait à la définition donnée par le chef de l'opposition russe, de sa nature prolétarienne ayant ses assises dans l'expropriation et l'étatisation des moyens de production accomplies par la révolution d'octobre. On raisonnait ainsi. (...)

La position centrale s'exprimait dans la formule (...) en combattant le stalinisme pour la défense de "l'État prolétarien", on terminait par : malgré le stalinisme et la bureaucratie et quelle que soit la politique de l'État russe, notre devoir est la défense inconditionnelle de cet État. Tout le processus de la formation de l'opposition de gauche, après son exclusion du Parti et de l'IC, se heurta à ce problème crucial (...) Dès le premier jour, toutes les crises se produiront autour de ce problème. (...)

C'est à ce sujet que se produiront dès 1929 les scissions et les exclusions d'Urbahns ⁽²⁾ et de l'opposition en Allemagne, de Van Overstraeten ⁽³⁾ et de l'opposition en Belgique, du groupe des bolcheviks militants ⁽⁴⁾ dans l'opposition russe et les diverses crises en France et un peu partout.

La reconnaissance de la nature prolétarienne de l'État russe et sa défense deviendront la base fondamentale de l'opposition sur laquelle s'échafaudera tout son programme politique et qui

* Cet article est paru en juin 1944 dans le n°6 du *Bulletin International de discussion de la Fraction italienne de la Gauche Communiste*. Cet article est inédit c la presque totalité de ces bulletins. C'est pourquoi nous en avons publié de très larges extraits. La version complète se trouve sur notre site web.

(1) Référence à *l'Opposition internationale de Gauche* qui s'est créée en 1928-29 autour de Trotski et à laquelle a participé la *Fraction italienne de la Gauche communiste*.

(2) Hugo Urbahns (1890-1946) fait partie de l'opposition de gauche au sein du Parti communiste allemand (KPD). Il fonde avec Arkady Maslow et Ruth Fischer, le Léninbund en 1928.

(3) War (Édouard) Van Overstraeten (1891 - 1981)

(4) Ciliga a fait connaître l'existence du groupe des "bolcheviks militants", à la gauche du trotskisme dans l'isolateur de Verkhne-Oural'sk (Cf. *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Éditions Champs libres, Paris, 1977). Ce groupe publiait le journal le *Bolchevik militant*, dans lequel écrivait Ciliga sous le pseudonyme de Richard. Il paraissait en principe une fois par mois, comprenant 10 à 20 articles, en cahiers séparés de trois exemplaires.

mènera de fautes en dégénérescences l'opposition de gauche de Trotski pour la jeter finalement dans la trahison ouverte, faisant d'elle un auxiliaire du capitalisme dans l'œuvre de la mobilisation internationale en vue de la guerre impérialiste. De tous les groupes et oppositions de gauche issus de la dégénérescence de l'IC, seule la fraction italienne a eu la force idéologique de rompre avec la position mystique et sentimentale de la défense de l'URSS. Déjà en 1933, l'analyse serrée faite par la fraction sur l'évolution de l'URSS l'amenait à rejeter l'hypothèse de la guerre du capitalisme mondial contre l'URSS (...)

L'état russe ayant achevé son évolution dans le sens-contre-révolutionnaire devait, à l'instar des autres pays capitalistes, évoluer vers la guerre et trouver sa place dans les rangs d'une constellation impérialiste en guerre avec les autres constellations impérialistes. La position du prolétariat résultant de cette analyse ne pouvait être que la rupture absolue d'avec l'idéologie de la défense de l'URSS. (...) La fraction italienne, à partir de 1934, poursuivra une campagne acharnée, dénonçant le contenu capitaliste du cours à la guerre, se cachant et se masquant derrière la défense de l'URSS. (...) La fraction ne s'est pas contentée de la démonstration irrécusable et de la dénonciation de la fonction contre-révolutionnaire de l'État russe, elle s'est aussi attaquée à l'étude de l'évolution économique de la Russie, des lois régissant cette économie et de la nature prolétarienne de l'État issu de la révolution d'octobre. La fraction, la première, ressentait la fragilité, l'inachevé de cette position et, donnant l'exemple, elle a porté son effort dans des études de discussions ouvertes publiées dans *Bilan* d'où se dégageait des données théoriques et économiques qui mettaient en doute et sapait à sa base la définition de prolétarien de l'État russe.

Il nous parvient aujourd'hui une étude d'un camarade de la fraction belge (FB) sur la nature et la fonction de l'État russe. (...)

Disons le tout de suite, l'étude du camarade de la FB ... représente dans l'effort de la GC non pas une position plus avancée que permettrait cinq années de guerre, mais une position régressive en-deçà de celle exprimée par la fraction avant la guerre.

Dans cette étude, le camarade B. ⁽⁵⁾ s'attaque à nous démontrer :

1/ La fonction contre-révolutionnaire de l'État russe et la nécessité pour le prolétariat de répondre par la même hostilité que celle qu'il manifeste à l'égard de tout État capitaliste.

2/ La nature de l'État russe reste prolétarienne malgré sa fonction contre-révolutionnaire (et nous verrons par la suite les conclusions politiques auxquelles il aboutit).

3/ Les fondements de l'instauration de l'économie de guerre en Russie et de sa participation à la guerre impérialiste.

Étant entièrement d'accord sur le rôle contre révolutionnaire de cet État, nous dirons seulement que cette affirmation parfaitement juste trouve la portée de ses conclusions politiques largement atténuées pas les affirmations contenues dans les deux points qui suivent. Nous porterons donc le débat sur les deux derniers points.

Le premier argument invoqué par B. en faveur de la thèse de la nature prolétarienne de l'État russe consiste en une démonstration par la négative en quelque sorte. Nous citons textuellement : « *Si par exemple à l'égard d'un organisme dégénéré (État ou syndicat) on proclame que sa nature de classe a changé alors que les circonstances historiques n'ont pas déterminé la condition pour en créer un nouveau, c'est en force de considérations programmatiques qui ne seront pas marxistes, qui, de ce fait, ne pourra être qu'une construction artificielle n'arrivant pas à éliminer l'autre de l'enceinte sociale malgré l'interdit qui lui sera jeté* ».

Dans cette proposition, nous retenons pour mémoire la comparaison, l'identification du syndicat et de l'État sur laquelle nous reviendrons plus loin. Nous ne nous arrêterons pas non plus sur la création d'un organisme qui, ne correspondant pas à la maturation des conditions le nécessitant, qui (cela va de soi) ne pourra être qu'une construction artificielle n'arrivant pas à éliminer l'autre de l'enceinte sociale. Mais, qu'est-ce que cela a de commun avec la proclamation que la nature de classe de l'État a changé ? Admettons que les circonstances historiques n'ont pas déterminé la possibilité de créer un nouvel État en Russie, en quoi cela infirmera la reconnaissance du changement de nature de l'État existant ? L'impossibilité donnée par les circonstances historiques dans tous les pays capitalistes de créer un nouveau type d'État au service du prolétariat ne nous empêche nullement de proclamer leur nature de classe capitaliste. Le problème en question n'est nullement la possibilité de créer un NOUVEL ETAT qui trouve sa réponse dans les circonstances historiques, mais de la reconnaissance de la nature

de l'État EXISTANT. Cette affirmation par la négative tombe donc entièrement à faux. Un deuxième argument est celui-ci, théorique, fait de la reconnaissance d'une possibilité éventuelle de séparation et d'opposition entre la nature et la fonction d'un organisme existant de la classe. Et on nous dit que « *la non-reconnaissance de cette double possibilité de la fonction en correspondance avec la nature de classe de l'organisme et en opposition avec cette nature peut mener à des erreurs théoriques très graves* ».

Nous voulons bien le croire et quand, pour exemple on nous cite le syndicat, où, malgré une fonction anti-ouvrière que lui impriment les chefs réformistes, garde néanmoins sa nature de classe, nous sommes toujours d'accord, mais quand on l'applique à l'État, cela ne va plus, mais plus du tout.

Cette assimilation de l'État au syndicat, argument si cher autrefois à Trotski, ne tient pas devant une analyse tant soit peu approfondie. Le syndicat est un organisme jaillissant du mécanisme économique ; il représente la réaction naturelle, instinctive, spontanée d'une catégorie économique. Les prolétaires conscients ou non-conscients participant à la production de guerre ne cessent pas pour cela d'être économiquement des prolétaires.

Le syndicat est l'organisme des prolétaires en tant que prolétaires, et tant qu'il n'est pas un organisme d'État, tant qu'il groupe les ouvriers en tant que tels, il garde sa nature ouvrière, sa nature de classe. L'État par contre, est avant tout un organisme politique, c'est au travers de la politique qu'il fait, que s'exprime sa tendance de classe. Dans ce sens, et nous reviendrons plus loin sur la question de nature, il serait plus juste de faire la comparaison entre l'État et un parti politique. Peut-on persister et continuer à proclamer prolétarien un parti qui fait une politique capitaliste ? La social-démocratie, par exemple, qui fut incontestablement un parti prolétarien autrefois, peut-elle être, sans qu'on se rende ridicule et sans faire de charlatanisme, considérée comme prolétarienne en dépit de sa politique capitaliste ?

Si le camarade B. a laissé complètement de côté cet aspect de la question à savoir la différence existant entre le syndicat, organisme économique, et l'État, organisme politique qui est fondamentale, il s'est cependant aperçu de « *la différence existant entre les deux dans la nature de leurs liens avec le mécanisme économique, l'un agencé entre le capital variable et la plus-value, l'autre se reliant à la gestion du capital constant. Il se trouve alors que le syndicat dans son expression contre-révolutionnaire la plus achevée ne pourra pas aller au-delà de la négation de la fonction pour laquelle il fut créé (il ne luttera plus pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière mais il ne pourra pas devenir un instrument réalisant leur baisse), pour l'État (comme l'expérience*

(5) Étude de « Verseci », Ottorino Perrone (1897 - 1957), principal animateur de la Gauche communiste italienne de 1928 à 1939.

russe devait nous le prouver) nous avons la possibilité qu'il puisse devenir un instrument d'imposition au prolétariat d'une accumulation se faisant sur la base de sa progressive exploitation ».

C'est là une différence profonde quant à leur nature et cela revient à ce que nous avons dit plus haut. Le syndicat gardant sa nature de classe est susceptible de reprendre sa fonction révolutionnaire, l'état, par contre, se libérant du contrôle et de la direction du prolétariat passe au service du capitalisme et devient un « *instrument d'imposition* » sur le prolétariat comme l'a souligné B. et ne peut, et ne doit, qu'être détruit révolutionnairement par le prolétariat et remplacé par un organisme nouveau à lui, comme pour le Parti.

L'État, comme nous venons de le voir, ne garde nullement sa nature prolétarienne quelle que soit sa politique, sa fonction. En l'occurrence, il est prolétarien (ou plus exactement au service du prolétariat) que dans la stricte mesure où il fait une politique dans l'intérêt du prolétariat. Ainsi le deuxième argument de B. consistant dans la « *dualité entre la nature et la fonction* » appuyé sur l'assimilation entre le syndicat et l'État, non seulement n'apporte pas la preuve de la nature prolétarienne de l'État russe, mais, correctement examiné apporte plutôt la preuve contraire.

Après avoir suivi et réfuté les deux arguments, voilà le troisième qui nous place directement au cœur du problème. « *La nature de classe de l'État prolétarien nous est donnée par sa base consistant en la suppression de la propriété privée* ».

La nature de classe de « *l'État prolétarien* » est avant tout une notion politique et non économique. La révolution donnant naissance au pouvoir d'un type nouveau est un acte politique précédant la transformation économique. C'est là le caractère propre de la révolution prolétarienne qui ne crée pas ses assises économiques au sein de l'ancienne société. La transformation économique est un long processus contrôlé et dirigé par le prolétariat (et) par son Parti, faisant partie d'un programme général, vers un but précis : l'instauration d'une société sans classes.

La politique économique est un ensemble de mesures partielles contingentes, relevant des principes programmatiques et limitées dans leur application aux possibilités existantes concrètes du développement des forces productives de la société. L'abolition totale de la propriété privée est un but poursuivi et continu dans le programme mais nullement un fait immédiat, catégorique. Le prolétariat et son Parti, après la conquête révolutionnaire du pouvoir politique tendront à supprimer la possession privée des moyens de production dans toutes les branches industrielles clés, à la confiscation des biens des capitalistes,

mais, même dans les pays les plus avancés, subsistera la petite propriété, pendant un temps et notamment à la campagne. Dans les pays à faible développement industriel, ce processus sera encore plus long et plus lent. Parler de la nature de classe de l'État en se référant à la suppression de la propriété privée c'est se référer aux résultats poursuivis pour démontrer ce résultat. C'est mettre la charrue avant les bœufs. Le jour où la propriété privée aura complètement disparu sera également le jour de la disparition de l'État même avec l'adjectif « prolétarien ». La politique prolétarienne de l'État après la révolution s'exprime et se mesure sur le terrain économique, entre autre dans la tendance vers la disparition de la propriété privée. La révolution russe, même avant la lettre, ne démontre pas sa nature prolétarienne dans la suppression de la propriété privée, mais bien plutôt dans sa liaison intime avec la lutte révolutionnaire du prolétariat international en faisant dépendre de cette lutte son affermissement ultérieur, comme le pas en arrière du point de vue communiste sur le terrain économique représenté par la NEP sous la pression d'une nécessité absolue (et) objective, ne signifiait pas un changement de nature dans la Russie soviétique. La nature de classe d'un État prolétarien donnée par sa structure économique et notamment par la suppression de la propriété privée n'a encore jamais existé. Par contre la Commune de Paris qui n'a pas supprimé la propriété privée pouvait être qualifiée par Marx et Engels comme la première expérience de l'organisation du prolétariat en classe dominante, comme la dictature du prolétariat.

D'ailleurs, la formule de la nature prolétarienne de l'État a largement contribué à jeter la confusion dans les mouvements communistes et a obscurci les cerveaux pour qu'on s'en serve avec la plus grande prudence. Il nous paraît particulièrement nécessaire d'insister sur la notion de l'État comme étant une institution historique dont la nature est profondément opposée à toute idée de liberté et de socialisme. L'état est un organe de coercition d'une classe en vue d'assurer l'exploitation économique des autres classes ; le prolétariat ne crée pas une économie de classe, une économie prolétarienne. Il ne peut se poser comme but à atteindre la domination économique dans la société. La domination du prolétariat est une notion politique, elle est donnée par sa politique en vue de la suppression de toute domination économique et partant de toute domination. Le contenu prolétarien (la dictature du prolétariat) s'oppose dans son essence à la nature de l'État, nature de domination et de coercition.

La vie de la classe (prolétarienne) ne chemine pas au travers de l'organisation de l'État mais exclusivement au travers de ses organisations propres. Cela apparaît avec évidence dans le fait qu'aucune continuité de la vie de classe ne peut se faire au travers des organismes de l'État dégénéral,

tandis que la continuité de la classe se trouve assurée par les fractions issues et surgissantes du sein des anciennes organisations de la classe, le parti et le syndicat, en cas de leur dégénérescence. Pourquoi cela ? Sinon dans le fait que l'État n'est pas créé par ses matériaux propres provenant de la classe, qu'il n'est pas engendré par le prolétariat, mais par un organe existant avant la révolution et dont le prolétariat hérite selon l'expression d'Engels : « le moins qu'on puisse dire c'est qu'il est un fléau dont le prolétariat devra atténuer les plus fâcheux effets ». L'atténuation des effets les plus fâcheux: la suppression de l'armée permanente et, dans la mesure du possible, la bureaucratie, ne changent pas la nature profondément anti-prolétarienne de l'État. En faisant ainsi, le prolétariat ne fait que rendre utilisables (et) que créer les conditions lui permettant l'utilisation de ce fléau qu'est l'État. En Russie, non seulement l'État prolétarien n'existe pas, mais les conditions dont nous venons de parler et qui permettrait l'utilisation de cet organe par le prolétariat ont disparu.

Le grand mérite de Lénine est d'avoir dégagé le mouvement ouvrier de la falsification du marxisme dans laquelle l'ont plongé les chefs opportunistes de la 2ème (Internationale) au sujet de l'État.

Dans son livre remarquable *L'état et la révolution*, Lénine a donné une réponse définitive sur la base du marxisme, sur la nécessité de la destruction de l'État capitaliste, de l'instauration de la dictature du prolétariat, de l'inévitabilité historique pour le prolétariat d'avoir recours dans la phase transitoire à l'utilisation de l'État. Mais il n'a donné qu'une ébauche sur le problème de l'État après la révolution, de son poids dans l'évolution de la société, de son rapport avec la lutte internationale du prolétariat et des États capitalistes environnants. Il ne pouvait qu'insister, après Marx et Engels sur la nécessité impérieuse d'entourer de multiples mesures de garanti ce nouveau type d'État afin de pouvoir le faire servir dans l'intérêt du socialisme et, laissant à l'expérience suivante le soin d'apporter la réponse définitive. A l'encontre des épigones et des chefs de la 3ème (Internationale) qui se sont employés à ne faire ressortir que la différence entre le nouveau type de l'État et l'État en général, l'expérience russe nous invite à insister en revenant à Engels, sur la nature historique de l'État, restant aussi valable pour l'État après la révolution.

La gestion économique et l'administration de la société confiées à l'État dans la phase transitoire ne changent pas de nature. Le fait indispensable de faire de l'État l'organe de la gestion économique loin de constituer un changement de nature de l'État, comme le pensent certains camarades, ne fait que voiler sa nature véritable et le danger est d'autant plus redoutable. Le débat dans le parti russe de 1920-21 sur la question syndicale a révélé ce danger qui consiste à identifier l'État et la classe. Ce sera

Lénine qui, après l'expérience de l'État ouvrier tout court insistera sur la nécessité pour le prolétariat de s'organiser et de se défendre contre « son » État. Les discours de Lénine, à cette époque, doivent être considérés comme une suite, un apport à son étude sur *L'État et la révolution*.

Pour examiner le problème de la Russie soviétique et de son évolution on ne peut interroger la « nature de classe de l'État prolétarien » qui, parce que contenant déjà dans sa formulation une imposition erronée, ne conduit qu'à des impasses ou fourvoiements inextricables. Par contre, la réponse (et) la réalité apparaissent clairement, quand on part du seul critère de classe en posant la question de la subsistance ou non de la dictature du prolétariat. A ceux qui se réfèrent à la suppression de la propriété privée comme une mesure, une condition indispensable pour une politique socialiste dans l'économie elle-même conditionnée dans ses applications par les possibilités offertes par le développement de la technique mais ne représentant pas en soi le critère de la « nature prolétarienne de l'État ». Le caractère socialiste et prolétarien de la politique économique (et nous préférons cette définition à la formule pour le moins équivoque de « la nature prolétarienne de l'État ») ressort avant tout de la part du prolétariat au revenu total de la croissance de la consommation proportionnellement à la croissance de la production. La disproportion dans ces croissances en défaveur du prolétariat est le critère évident et absolu du caractère capitaliste de l'économie, se poursuivant par l'exploitation accrue du prolétariat, l'extirpation de masses plus grandes de plus-value obéissant aux lois de l'accumulation capitaliste.

Et c'est bien d'après ces lois que se poursuit l'économie russe qui la caractérise et non, la suppression de la propriété privée. C'est sur le fondement d'une économie basée sur les mêmes lois, poursuivant la même exploitation du producteur en vue d'une plus grande accumulation que l'économie russe trouve sa place en s'intégrant dans l'économie capitaliste mondiale et en évoluant dans le même cours général aboutissant dans la guerre impérialiste.

Quant à la suppression de la propriété privée, si cela est vrai en ce qui concerne la libre disposition des moyens de production, elle n'est nullement vraie en ce qui concerne la jouissance des produits et c'est là le problème essentiel à nos yeux. Le but poursuivi par le capitalisme individuel n'est pas la possession juridique formelle des moyens de production mais la possibilité que donne cette possession de vivre de l'exploitation des autres. Dans tous les pays capitalistes du monde, la libre disposition des moyens de production est largement limitée par le contrôle de l'État, par les nationalisations et autres mesures étatiques, sans que pour cela le but essentiel du capitalisme : la jouissance de

l'exploitation et de la plus-value extirpée au prolétariat soit atteinte. Nous n'entendons pas dire pour cela que la forme russe de l'économie soit le type, le mode vers lequel évoluent les autres États capitalistes, nous voulons seulement souligner que la forme russe, forme spécifique, produite par des circonstances historiques, s'accorde très bien avec les principes mêmes de l'économie capitaliste : de l'exploitation du prolétariat.

Mais où va la plus-value extirpée aux ouvriers russes ? Nous ne sommes pas chargés de rechercher pour le capitalisme la meilleure forme de partage de la plus-value qui lui convient le mieux. Il nous suffit de constater que le but de la production reste l'extirpation de la plus-value pour affirmer le caractère capitaliste de l'économie. Comment se répartit la plus-value est une question importante, certes, mais sur un tout autre plan.

La plus-value extirpée par l'exploitation du prolétariat russe suit, (quant au fond) la même voie que celle des autres pays capitalistes. Dans la phase décadente du capitalisme que nous vivons, la plus grande partie de la plus-value accumulée n'a d'autre aboutissant que la destruction, au travers de l'instauration d'une économie de guerre et du déchainement de la guerre. La destruction massive des richesses représente la destruction de la plus-value accumulée. Une autre partie de la plus-value en Russie et plus qu'ailleurs, est réinvestie dans la production en vue d'augmenter par une technique perfectionnée la masse de plus-value, et enfin une troisième partie est consommée par toute une couche parasitaire et privilégiée, la bureaucratie de l'État. La propriété privée, c'est la possibilité de jouir de privilèges économiques et matériels très réels et très grands.

La bureaucratie russe ne vit pas moins bien que les capitalistes d'ailleurs : la nécessité de rétablir l'héritage, par exemple, exprime le processus d'accumulation de richesses entre les mains des individus, le processus de rétablissement de la propriété privée. La politique d'emprunt permettant, par les bons d'État, de participer au prélèvement d'une partie de la plus-value est un autre exemple et la presse russe pouvait fêter il y a quelques mois le premier millionnaire dans les pays des Soviets.

Le camarade B. met en garde contre les dangers résultant de la « *nature prolétarienne de l'Etat russe* ». « *Les camarades qui subordonnent la nature à la fonction, s'interdisent par cela même de procéder au travail que nous légue la critique de la révolution russe* ». Nous ne croyons pas que la reconnaissance de l'Etat russe comme « *Etat prolétarien* » soit indispensable pour l'examen de l'expérience précieuse du problème de l'Etat après la révolution et de celui de la gestion économique. Par contre, l'expérience nous montre le danger autrement redoutable pour le prolétariat et pour l'avant-garde

de s'accrocher à tout prix à la « *nature prolétarienne de l'Etat russe* ». (...)

(...) C'est avec raison que l'opposition de gauche préconisa une politique hardie d'industrialisation ayant pour objectif l'augmentation de la masse des produits industriels et la baisse de leur prix aurait été susceptible de rapprocher les deux branches des « ciseaux » et de résorber par l'échange la production agricole. Contre cette politique prolétarienne⁽⁶⁾ de l'opposition de gauche devait triompher la politique du bloc centre-droit renforcée par les défaites et le reflux momentané de la révolution internationale. Politique exprimée par Boukharine dans les slogans « *le socialisme à pas de tortue* » et « *paysans enrichissez-vous !* ». La politique de l'industrialisation posait évidemment le problème épineux : où trouver les fonds nécessaires à l'industrialisation ? Fonds qui ne pouvaient se trouver que partiellement à l'intérieur de l'économie russe, par un prélèvement progressif et accentué sur les couches capitalistes : le paysan riche, le bureaucrate et le nepmann.

L'industrialisation ne pouvait trouver d'assises solides et définitives que par un apport de l'extérieur, venant de l'économie et du marché mondial. Ainsi la solution à donner aux difficultés économiques de la Russie se rattachait et dépendait de la marche ascendante de la révolution internationale. Le succès de la politique économique du prolétariat russe était conditionné par la lutte générale du prolétariat sur l'arène mondiale, et par sa lutte à l'intérieur de l'économie russe contre les forces capitalistes renaissantes.

L'opposition qui était consciente que l'édification du socialisme était conditionnée par la lutte victorieuse du prolétariat sur l'arène internationale, considérait toutefois que l'industrialisation en Russie dans toutes les circonstances, ne pouvait représenter que l'affermissement du prolétariat et de la révolution. L'histoire devait apporter un démenti sur ce point et prouver expérimentalement que l'industrialisation pouvait aussi bien se faire dans le sens d'une évolution vers le capitalisme. La droite qui a triomphé dans le parti russe croyait au contraire pouvoir s'appuyer momentanément sur les forces du capitalisme renaissant -sur le paysan riche, le bureaucrate russe et le nepmann- pour assurer le renforcement de l'économie russe et de son évolution, tout en sauvegardant son orientation vers le socialisme. Ainsi on proclamait l'évolution de l'économie russe indépendante de la marche générale de la révolution mondiale ; on détachait le sort de la

(6) Il est difficile à cette époque, de qualifier une mesure de capitalisme d'État comme étant plus prolétarienne qu'une autre ! Même au sein de la gauche communiste italienne, on a du mal à rompre avec cette illusion (NdR).

révolution russe du sort de la révolution internationale et on aboutissait à la théorie réactionnaire et nationaliste du « *socialisme dans un seul pays* ».

Croyant pouvoir faire servir la force économique du capitalisme renaissant à l'édification socialiste, l'État russe ne faisait, en réalité, que se rendre prisonnier de ces forces et il favorisera leur pression croissante s'exerçant sur la vie générale du pays. Et nous verrons la presse soviétique qui étouffait la voix et les protestations venant du prolétariat (ainsi que) de l'opposition de gauche, ouvrir largement ses colonnes aux articles d'un Oustrialov⁽⁷⁾ qui, au nom des éléments capitalistes applaudira à la politique « réaliste » du gouvernement et proclamera le soutien du gouvernement soviétique par les couches renaissantes du capitalisme en partant du point de vue de leurs intérêts spécifiques.

Si les défaites de 1921-1923 ont pour résultat le renforcement en Russie de la politique de la fraction centre-droite, l'appui de plus en plus franc sur les forces capitalistes à l'intérieur de l'économie russe trouvera à son tour, l'expression dans la politique à l'extérieur. A la solidarité du prolétariat révolutionnaire et de sa lutte on cherchera de préférence le soutien de la social-démocratie et de la bourgeoisie de « gauche », et ce sera la politique de « *Comité Anglo-Russe* » de « *Bloc des quatre classes* » et d'alliance avec Tchang-Kai-Chek.

Le stockage du blé et des produits agricoles par les paysans riches et enrichis, ne trouvant pas dans l'industrie de produits d'échange, réduisant la ville à la famine et mettant toute l'économie nationale en danger, devait révéler la faillite du socialisme « *à pas de tortue* » et obliger le gouvernement russe à opérer un tournant brusque vers une politique d'industrialisation. Ce sera le tournant de 1928-29. En apparence seulement à gauche car tout en reprenant certaines idées et mesures exprimées dans la plate-forme de l'opposition de 1927, les objectifs, les méthodes, le rythme, les moyens de cette industrialisation seront radicalement en opposition avec ceux formulés dans ladite plateforme.

Acculée par une situation économique intérieure due à un retard apporté à l'industrialisation durant les dernières années, la bureaucratie-centriste se jettera dans une course folle pour rattraper ce retard. L'industrialisation nécessite des masses, des moyens de production, des instruments techniques, des

(7) Au XI^{ème} congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla du « soutien » offert à la Russie soviétique au moment de la NEP, par des politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral N.V. Oustrialov du parti Cadet, ancien ministre de Koltchak avant d'émigrer. Il retournera en Russie en 1926. Il défend la vision nationaliste et bourgeoise qui se réinstalle en Russie contre les « blancs » qu'il qualifie de passésistes. Il appartient à cette époque au groupe des « *smenoveknovzi* ».

machines, que la Russie ne pouvait trouver que dans les pays capitalistes. Mais où prendre les moyens de paiement pour l'achat de machines ? D'une part le capitalisme exigera et obtiendra des concessions politiques accentuant sa pression sur l'État russe et d'autre part, l'État russe les obtiendra par l'exportation et la vente sur le marché international d'une masse croissante de produits. Pour pouvoir le faire l'État sera obligé de tenir compte, de se soumettre aux besoins ou aux exigences du marché mondial. Pour se procurer des devises internationales, les moyens indispensables pour l'achat des moyens de production dans les pays capitalistes, l'État produira des marchandises en correspondance avec la demande existant sur le marché mondial et ne tiendra plus compte d'harmoniser les diverses branches de l'économie et les besoins du marché intérieur. L'État gérant de l'économie sous le contrôle de la classe ouvrière, s'orientera résolument sur la voie de l'accumulation et de l'élargissement de la production en correspondance avec l'augmentation du niveau de vie des ouvriers.

L'extirpation de la plus-value par une exploitation accrue des ouvriers, caractéristique de la production capitaliste, sera aussi celle de l'économie russe. La nécessité de vendre ses marchandises, en présence et face à la concurrence des autres capitalistes, poussera l'État à une politique de réduction du coût de la production, et nous le verrons triompher de ses concurrents par une pratique de dumping effrénée rendue possible par une exploitation terrible du prolétariat russe dont les conditions de vie, quinze ans après la révolution d'octobre seront inférieures à celles existant sous le tsarisme.

La théorie réactionnaire du socialisme dans un seul pays avec l'idée utopique d'affranchir l'économie russe du marché et de la production internationale servira de base à une politique où l'industrialisation deviendra un but en soi, et la production ne se fera pas pour satisfaire les besoins des producteurs mais exclusivement pour développer l'industrie, « *rattraper et dépasser* » la production des pays capitalistes. Ainsi la Russie rejoindra définitivement et s'incorporera dans l'économie capitaliste mondiale avec cette seule différence et avantage que l'État russe, unique patron, aura à sa disposition tous les moyens économiques et politiques et coercitifs, susceptibles de lui assurer une domination et une exploitation économique jamais égalées encore par un pays capitaliste.

La destruction la plus absolue de toute organisation de défense de la classe, syndicats et parti ; la répression la plus sanglante contre tout révolutionnaire, seront complétées par la collectivisation « intégrale » de la paysannerie, c'est-à-dire par la réduction de tous les producteurs à l'état d'esclavage salarié. Sous le prétexte de mesures administratives, on réduira plus de dix

millions de paysans et ouvriers aux conditions de travaux forcés. L'État se procurera ainsi une main-d'œuvre meilleur marché que ne le sont les coolies pour les autres états capitalistes. La collectivisation forcée ne signifiera pas seulement une politique économique d'aventure et d'irresponsabilité du centrisme opérant un tournant à gauche comme le croyait et le présentait l'opposition, mais traduisait une politique réaliste de la bureaucratie opérant en quelque sorte une accumulation primitive, et exigeant la réduction de toute la paysannerie à l'état de salariés, ce qui favorisera leur exploitation. Contrairement aux analyses de l'opposition et de Trotsky prévoyant et prédisant sans cesse un effondrement économique de l'État russe, la puissance économique de celui-ci se renforcera aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, c'est-à-dire dans la lutte qu'il a à soutenir sur le marché mondial contre les autres états capitalistes. La loi de la valeur estompée et voilée à l'intérieur de l'économie russe par la transformation de celle-ci en une entreprise économique unique apparaîtra avec toute sa force dans les rapports de l'économie russe avec l'économie mondiale, c'est-à-dire qu'elle continuera à cheminer et à régir tout le processus de l'économie.

Comme nous venons de le voir, c'est la rupture d'avec les principes communistes, d'avec la politique prolétarienne qui devait ouvrir largement à l'État russe la voie à une évolution capitaliste. Et ce n'est certes pas dans l'économie que pouvaient se trouver les éléments sauvegardant la nature prolétarienne de l'État russe. Ni l'industrialisation, ni l'étatisation des moyens de production, ni la « collectivisation » de la campagne ne pouvaient représenter de rempart assurant la Russie au prolétariat ; au contraire toutes ces données économiques se sont avérées en l'absence politique du prolétariat, de l'absence de sa direction au travers de ses organismes de classe, autant de données compatibles et favorables au développement capitaliste de l'économie russe.

La loi de la valeur subsiste, la loi de l'accumulation capitaliste subsiste, le salariat c'est-à-dire l'existence d'une classe ne possédant que sa force de travail à vendre, s'est généralisée, l'exploitation la plus éhontée au bénéfice des privilégiés subsiste.

Le procès de la production, son élargissement n'a d'autre fin que celle de toute production capitaliste : la production et l'extirpation de la plus-value. Le problème de la réalisation de la plus-value ne se posera pas à l'intérieur des frontières nationales ; le paysan comme l'ouvrier étant salarié. La question d'échange entre les différents secteurs de la production ne se posera pas davantage ; la Russie étant une immense et unique usine, ayant une direction et un patron uniques : l'État. L'État russe poursuivra la réalisation de la plus-value sur le marché mondial où il entrera en compétition violente avec les autres États capitalistes concurrents pour la domination du marché.

La propagande menée avec tant de bruit par l'État russe expliquant sa course effrénée d'industrialisation qui se ferait dans le but de libérer l'économie russe de sa dépendance de l'économie et du marché mondial, est un mensonge destiné uniquement aux ouvriers, afin d'obtenir d'eux et de leur faire accepter leur terrible exploitation. La plus grande productivité du travail que le capitalisme obtient surtout par un grand rendement c'est-à-dire par l'amélioration de la technique, est obtenue en Russie avant tout par l'intensité du travail c'est-à-dire sur les muscles des ouvriers et leur usure, par le stakhanovisme.

Les conditions des ouvriers russes sont, sans contredit, infiniment inférieures à celles de leurs frères dans les pays capitalistes. Le socialisme en Russie c'est l'éternel mensonge de la religion, le paradis promis pour demain à condition d'accepter dans la résignation la misère de son vivant aujourd'hui.

Le slogan à la mode « *plus rapidement se développera la technique et plus promptement nous arrivons au socialisme* », « *rattraper et dépasser les pays capitalistes afin de nous rendre indépendants du marché extérieur* » sont des mensonges grossiers. Les capitalistes aussi bien que les ouvriers conscients savent très bien qu'il n'y a pas plus de « socialisme dans un seul pays » que de capitalisme isolé ; l'autarcie et l'économie fermée sont des stupidités dans une époque où le développement de l'économie mondiale nécessite de gré ou de force la participation de toutes les forces économiques à la production mondiale. Cette loi est vraie aussi pour la Russie. Bien plus, l'originalité de l'économie russe, l'étatisation de toute la production, aussi bien industrielle qu'agricole, aggravera sa dépendance à l'égard du marché mondial.

En effet, pour les autres pays capitalistes, la subsistance d'un secteur économique de petits producteurs indépendants, la paysannerie, représentera partiellement un marché extra-capitaliste susceptible de réaliser la plus-value de la production capitaliste. Ce marché fait complètement défaut à l'intérieur de la Russie. La production de la plus-value à laquelle participe toute la population ouvrière et paysanne en Russie, ne peut être réalisée par ceux qui la produisent et en dehors de la part qui pourrait être consommée par la bureaucratie privilégiée, sous la forme de produits nationaux et la part réinvestie directement dans la production, tout le reste de la plus-value devra être réalisé sur le marché international. Voilà pourquoi nous verrons la Russie après le premier plan quinquennal, forcée d'intervenir de plus en plus activement dans la vie politique et économique du monde.

La Russie prenant place dans la S.D.N., sera enfin reconnue par les États-Unis, concluera des traités

économiques et des pactes militaires, intriguera avec la France de Laval, jouera sur l'Allemagne de Hitler, participera aux conférences de désarmement où se prépare la nouvelle guerre, fournira du pétrole nécessaire à l'Italie de Mussolini pour sa conquête de l'Abyssinie, interviendra dans la guerre d'Espagne, se heurtera en Extrême-Orient à l'expansion du Japon contre lequel elle soutiendra les armées de Tchang-Kaï-Chek pour l'indépendance de la Chine, se couvrira du vieux sentiment paternel du tsarisme à l'égard des frères slaves des Balkans, prétendra être destinée à protéger les pauvres petits États baltes contre l'impérialisme allemand, deviendra un garant de l'intégrité de la Tchécoslovaquie et prendra à cœur le danger qui menace la Pologne en la perte du corridor de Dantzig, cette même Pologne qu'elle partagera ensuite avec l'Allemagne de Hitler. Ainsi, partout où il y a des intrigues dans le monde, où se jouent et se rejouent les intérêts des grands pays impérialistes, la diplomatie russe emploiera la plus grande activité car il y va partout de ses intérêts nationaux, de ses intérêts capitalistes.

Et puisque la société capitaliste est entrée dans sa phase décadente, dans une phase de crise permanente, évoluant dans l'alternative historique de la révolution socialiste (solution de classe du prolétariat) ou de la guerre impérialiste, de destruction de valeurs et de forces productives dans laquelle la précipite l'antagonisme existant entre les différents impérialismes, la solidarité avec les autres pays capitalistes contre la menace de la révolution prolétarienne sera totale, absolue. Mariant à la fois la plus grande violence avec la démagogie la plus infâme, se servant de la révolution d'octobre comme escroquerie, avec laquelle il n'a plus rien de commun, l'État russe se révèlera comme l'agent le plus redoutable de la corruption et de la destruction de la conscience révolutionnaire du prolétariat, la principale arme du capitalisme mondial contre la révolution prolétarienne, et l'artisan de ses plus lourdes défaites.

L'État russe participera au cours vers la guerre non seulement par sa fonction contre-révolutionnaire en battant le prolétariat, mais par sa nature capitaliste, par le besoin de défendre ses sources de matières premières, par la nécessité d'assurer sa place sur le marché mondial où elle réalise sa plus-value, par le désir, le besoin d'agrandir ses zones d'influence économique et d'assurer ses voies d'accès. Tant que par la voie « pacifique » par la concurrence, le dumping, la guerre économique, l'État russe pouvait écouler ses produits et réaliser sa plus-value sur le marché international, la Russie produisait et exportait des céréales, exploitait et développait sa production de pétrole, de bois et autres matières premières. Mais dès que la voie de pénétration « pacifique » se rétrécit et tend à se fermer de par la saturation du marché, et que le sort économique de chaque pays capitaliste dépendra de sa force, se jouera par les armes, la production de moyens de

guerre sera pour la Russie comme pour chaque pays capitaliste une question de vie ou de mort, pour devenir par la suite le principal champ de l'activité économique. L'économie de guerre sera née.

Le camarade B. est à la recherche de « *fondements de l'économie de guerre en Russie* » mais sa conception de la « *nature prolétarienne* » de l'État russe, ainsi que ses conceptions de l'économie de guerre (que nous avons de bonnes raisons de soupçonner être celles de la « *plus grande prospérité* ») et de la guerre impérialiste (« *le marché où s'échangent les produits* ») lui interdisent la perception de la réalité. Aussi donnera-t-il des fondements de l'économie de guerre en Russie, un schéma qui, s'il ne retrace pas tout à fait le déroulement de la réalité, aura au moins le mérite de rentrer dans le cadre de ses conceptions. Après avoir démontré que la source des difficultés résidait dans l'existence de « *deux facteurs hétérogènes : valeur des produits industriels, valeur des produits agricoles* » et de l'impossibilité de les résoudre dans le cadre de la Russie, B s'élève contre la politique de l'industrialisation en général. C'est dans l'excédent des produits industriels qu'il voit la cause de la chute de l'économie russe dans l'économie de guerre. Nous lisons en effet « *tandis que la course (?) vers l'industrialisation (à pas de tortue à la Boukharine) ne pouvait pas s'accompagner d'un rythme parallèle pour l'industrialisation des campagnes, le paysan n'ayant pas la capacité d'achat suffisante, le solde de cette industrialisation ne pouvait qu'être dirigé vers l'économie de guerre* ».

On croirait rêver ! Parler de la « *course vers l'industrialisation* » en Russie de 1924, quand l'industrie est arrêtée, quand sévit le chômage qui doublera entre 1924 et 1925 quand c'est justement l'état arriéré de l'industrie ruinée et son développement trop lent qui sont cause du mauvais rendement et du coût élevé de la production, c'est vraiment arranger l'histoire à sa guise, c'est reprendre à son compte avec vingt ans de retard, l'argument fondamental de la droite contre les « *super-industrialisateurs* ». Quant au « *solde de l'industrialisation* » il n'existe que dans l'étude de B.. La Russie a toujours connu une terrible disette. Et ce « *solde* » qui par sa propre vertu, pour des raisons que nous ignorons, va se diriger vers l'économie de guerre... en 1924 !

B. qui ne croit pas que l'économie russe soit capitaliste et fasse partie intégrante de l'économie capitaliste mondiale, et de plus, ne croit pas que l'économie de guerre surgisse en fonction des antagonismes inter-capitalistes évoluant vers la guerre, peut-il nous expliquer qui réalise sur le marché intérieur russe la plus-value contenue dans la production de guerre ?

Puisque les 150 millions d'ouvriers et paysans sont tous des salariés de l'État, ils ne peuvent donc pas réaliser la plus-value qu'ils ont créée. Quel intérêt économique y aurait-il pour l'État d'instaurer et de poursuivre la production de guerre ? Quel avantage peut-il en tirer ? Il ne lui restera que celui de produire pour produire, sans avantage économique et sans fin. Si B. interrogeait la réalité, il verrait que l'État russe poursuit une production de plus-value comme toute production capitaliste, et cette plus-value ne pouvait être réalisée par ceux-là même qui la produisent, il la réalise sur le marché mondial. Il s'apercevrait également (que) la saturation de ce marché exacerbe les rapports antagoniques entre les États, leur donne un caractère impérialiste, évoluant vers une compétition armée débouchant dans la guerre, que l'économie de guerre est une nécessité en fonction de cette évolution, à un moment de cette évolution.

Mais alors cela serait reconnaître à l'État russe un caractère impérialiste ? Pour rien au monde B. ne se décidera à cela. Il préfère « faire » des théories, corriger s'il le faut un peu l'histoire, échafauder de nouvelles analyses sur la nature de la guerre, et tant pis pour la réalité. B. écrit : « *Quelle que soit l'opinion que l'on professe sur la bureaucratie : qu'elle soit une classe ou une couche sociale, il est indéniable qu'elle est économiquement parasitaire, et que le problème d'acquérir d'autres territoires ou d'autres marchés ne peut pas se poser* ». Vous avez bien lu : « *il ne peut se poser le problème d'acquérir d'autres territoires* ». A part l'occupation de la Pologne, l'incorporation pacifique de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie, à part l'occupation pacifique, toujours, de la Bessarabie, et un peu moins pacifique d'une partie de la Finlande, à part tout cela, ça serait presque vrai.

« *L'intervention de la Russie dans la guerre marque encore plus nettement le caractère de celle-ci, conditionnée non par la nécessité des contrastes impérialistes, (!) mais uniquement par des contrastes de classes (?). En effet, cette position nous permet de comprendre (!) pourquoi tout en ne pouvant pas avoir des visées impérialistes (et cela parce qu'elle n'a pas de fonctions économiques) la bureaucratie russe joue un rôle de premier plan dans le carnage mondial* ».

En effet, si B. n'a pas d'autre argument plus net pour démontrer le nouveau caractère de la guerre, que celui de la participation de la Russie « *qui ne peut avoir de visées impérialistes* » nous nous permettrons de rester encore plus « nettement » sceptiques sur la valeur non de la guerre, mais de la nouvelle théorie. Nous ne nous arrêterons pas plus aujourd'hui sur cette théorie, l'ayant réfutée dans d'autres documents.

Nous voudrions, aujourd'hui, nous arrêter seulement sur l'affirmation de B. sur les « *non-visées impérialistes* » de la Russie. Quand la Russie occupe la Perse, par exemple, a-t-elle, oui ou non, des visées impérialistes ? Quand elle intervient en Italie où, par la bouche de Ercoli, elle envisage déjà de se faire payer le tribut de guerre par la déportation de deux-cent-cinquante-mille familles d'ouvriers italiens pour sa reconstruction, est-ce une politique impérialiste ? Quand la Russie revendique les Balkans comme zone d'influence réservée à elle, est-ce autre chose que la politique impérialiste du tsar ?

Les traités secrets des alliés sortis des conférences de Téhéran et de Moscou envisagent entre autres, le partage du monde entre les impérialismes américain, russe et anglais, dans lesquelles l'Europe comme zone d'influence est promise à la Russie, comment appelle-t-il cela, le camarade B. ? Quand la Russie tend à s'assurer dès maintenant des avantages sur le brigandage futur par la formation des gouvernements tchécoslovaque, finlandais, polonais, sur son territoire, et ses intrigues avec Tito et autres formations gouvernementales dans les Balkans qu'est-ce, sinon des visées impérialistes ? Mais B. connaît tous ces faits aussi bien que n'importe qui, il sait aussi que de la part de n'importe quel autre pays, cela serait de l'impérialisme, il sait aussi qu'il ne peut y avoir à notre époque que des pays impérialistes ou des colonies, il sait que la Russie n'étant pas une colonie ne peut être qu'impérialiste. Mais voilà ; il y a cette « *nature prolétarienne* » de l'État russe qui ne va pas avec la notion impérialiste, alors tant pis pour la réalité impérialiste et on gardera cette « *chère chemise sale* » et ensanglantée de la « *nature prolétarienne* » de l'État russe.

Nous mettons en garde tous les camarades, tous les groupes, tous les ouvriers révolutionnaires. Il est temps, il est encore temps de se libérer de cette chimère de la « *nature prolétarienne* » de l'État russe qui contient autant de « prolétarien » que l'existence d'un Maréchal bolchevik ou d'un Pape de la nouvelle église soviétique, symboliserait les intérêts du prolétariat. L'avant-garde communiste s'acquittera de sa tâche comme guide du prolétariat vers la révolution, dans la mesure où elle saura le libérer du grand mensonge de la « *nature prolétarienne* » de l'État russe et fera apparaître celui-ci tel qu'il est, dans sa fonction et sa nature, contre-révolutionnaire, capitaliste et impérialiste. Toute autre position conduit fatalement ceux qui la professent à la trahison.

Marc Chirik

La rupture de Natalia Trotski avec la IV^e Internationale trotskiste

Aujourd'hui comme hier

La IV^e Internationale s'étant emparée des funérailles de Natalia Sedova Trotski, sans même se donner la peine d'éclairer qui que ce soit sur la véritable pensée politique de celle-ci, nous nous faisons un devoir de porter à la connaissance de tous les trois documents ci-après.

On notera que, dans sa lettre de rupture, Natalia accuse la IV^e Internationale non seulement de conservatisme à l'égard d'une notion dépassée (la Russie état ouvrier), mais aussi d'abandon de l'internationalisme prolétarien. Dans sa réponse la IV^e Internationale laisse de côté les accusations politiques ou tergiverse sur la question de la Russie. Son argument le plus fort est l'insulte. Elle accuse Natalia Sedova Trotski d'être sous l'emprise de l'impérialisme américain, tandis que pendant la dernière guerre mondiale, lorsque les actuels leaders de la IV^e faisaient de la résistance nationale, elle les traitait d'opportunisme.

La IV^e Internationale a-t-elle organisé les funérailles d'une femme tombée sous la coupe de l'impérialisme américain ou bien l'a-t-elle « réhabilitée » à la mode orientale? En tout cas, on ne saurait conclure que Natalia Sedova Trotski a changé de position, comme le prouve sa dernière déclaration politique écrite, reproduite ci-dessous. Il est de plus en plus certain que la IV^e Internationale se rapproche de Moscou dans la mesure même où Natalia s'en éloignait, ainsi que nous, qui restons fidèles à la pensée révolutionnaire.

Paris, le 17 février 1962.

Groupe Spartacus ⁽¹⁾ (France) ;
Partito Comunista Internazionale ⁽²⁾ (Italie) ;
Fomento Obrero Revolucionario ⁽³⁾ (Espagne)

(1) Fondé à Paris, en 1961, animateurs :Maximilien Rubel et Bernard Pêcheur. Il se fit connaître le 1^{er} mai 1961 avec *À bas l'union nationale*, tract signé « *Un groupe de militants révolutionnaires* ». Munis y participe. Le groupe s'autodissout en 1963.

(2) Il publie *Battaglia Comunista* en Italie. Il fait partie aujourd'hui de la *Tendance communiste internationaliste* qui publie *Bilan et Perspectives* en France. Adresse du site : www.leftcom.org.

(3) Groupe créé par Munis, Benjamin Péret et quelques autres en 1958 et qui disparaît à la fin des années 80.

Lettre de Natalia Sedova Trotski au Comité exécutif de la IV^e Internationale

Camarades,

Vous savez fort bien que je n'étais plus d'accord politiquement avec vous depuis 5 ou 6 ans, depuis la fin de la guerre et même plus tôt. La position que vous avez prise sur les importants événements des derniers temps me montre qu'au lieu de corriger vos erreurs antérieures, vous persistez en elles et les approfondissez. Sur la route que vous avez prise, vous êtes arrivés à un point où il ne m'est plus possible de rester silencieuse et de me limiter à des protestations privées. Je dois maintenant exprimer mes opinions publiquement.

Je me sens obligée de faire un pas grave et difficile pour moi, et je ne puis que le regretter sincèrement. Mais il n'y a pas d'autre voie. Après beaucoup de réflexions et d'hésitations sur un problème qui m'a profondément peiné, je trouve que je dois vous dire que je ne vois pas d'autre voie que de dire ouvertement que nos désaccords ne me permettent plus de rester plus longtemps dans vos rangs.

Les raisons de cette action définitive de ma part sont connues de la plupart d'entre vous. Je ne les répète ici brièvement que pour ceux auxquels elles ne sont pas familières, n'abordant que nos divergences fondamentales essentielles et non les divergences sur les questions de politique quotidienne qui leur sont reliées ou qui en découlent.

Obsédés par des formules vieilles et dépassées, vous continuez à considérer l'État stalinien comme un État ouvrier. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Depuis le début de la lutte contre la bureaucratie usurpatrice, L. D. Trotski répéta pratiquement chaque année que le régime se déplaçait vers la droite, dans les conditions de retard de la révolution mondiale et de la saisie de toutes les positions politiques en Russie par la bureaucratie. A plusieurs reprises, il souligna que la consolidation du stalinisme en Russie menait à une détérioration des positions économiques, politiques et sociales de la classe ouvrière, et au triomphe d'une aristocratie tyrannique et privilégiée. Si cette tendance continue, dit-il, la révolution s'épuisera et le capitalisme sera restauré. Malheureusement c'est ce qui s'est produit, bien que sous des formes nouvelles et inattendues. Il n'y a guère de pays au monde où les idées et les défenseurs authentiques du socialisme soient pourchassés de façon aussi barbare. Il devrait être

clair pour chacun que la révolution a été complètement détruite par le stalinisme, Cependant vous continuez à dire que, sous ce régime inouï, la Russie est encore un État ouvrier. Je considère ceci comme un coup porté au socialisme. Le stalinisme et l'État stalinien n'ont absolument rien de commun avec un État ouvrier et avec le socialisme. Ils sont les plus dangereux ennemis du socialisme et de la classe ouvrière.

Vous considérez maintenant que les États de l'Europe orientale sur lesquels le stalinisme a établi sa domination pendant et après la guerre sont également des États ouvriers. Cela équivaut à dire que le stalinisme a rempli un rôle socialiste révolutionnaire. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Après la guerre et même avant qu'elle se termine, il y eut un mouvement révolutionnaire montant des masses dans ces pays. Mais ce ne furent pas les masses qui s'emparèrent du pouvoir et ce ne furent pas des États ouvriers qui furent établis par leurs luttes. C'est la contre-révolution stalinienne qui s'empara du pouvoir, réduisant ces pays à l'état de vassaux du Kremlin, étranglant les masses travailleuses, leurs luttes révolutionnaires et leurs aspirations révolutionnaires. En considérant que la bureaucratie stalinienne a établi des États ouvriers dans ces pays, vous assignez à celle-ci un rôle progressif et même révolutionnaire. En propageant cette contrevérité monstrueuse, vous déniez à la IV^e Internationale toute raison fondamentale d'existence comme parti mondial de la révolution socialiste. Dans le passé nous avons toujours considéré le stalinisme comme une force contre-révolutionnaire dans tous les sens du terme, vous ne le faites plus, mais je continue à le faire.

En 1932 et 1933, pour justifier leur capitulation honteuse devant l'hitlérisme, les staliniens ont déclaré qu'il importait peu que les fascistes viennent au pouvoir, parce que le socialisme viendrait après et à travers le règne du fascisme. Seules des brutes dépourvues d'humanité et d'un atome de pensée ou d'esprit révolutionnaire pouvaient s'exprimer ainsi. Aujourd'hui, indépendamment des buts révolutionnaires qui vous animent, vous prétendez que la réaction despotique stalinienne qui a triomphé en Europe orientale est une des voies par lesquelles le socialisme viendra éventuellement. Ce point de vue constitue une rupture irrémédiable avec les convictions profondes que notre mouvement a toujours défendues et que je continue à partager.

Il m'est impossible de vous suivre dans la question du régime de Tito en Yougoslavie. Toute la sympathie et tout le soutien des révolutionnaires et même de tous les démocrates doivent aller au peuple yougoslave dans sa résistance déterminée aux efforts de Moscou pour le réduire et réduire son pays à la servitude. Il faut tirer profit des concessions que le régime yougoslave est à présent obligé de faire à son peuple. Mais toute votre presse est maintenant

consacrée à une inexcusable idéalisation de la bureaucratie titiste, idéalisation pour laquelle il n'y a pas de base dans les traditions et les principes de notre mouvement. Cette bureaucratie stalinienne n'est qu'une réplique, sous une forme nouvelle, de la vieille bureaucratie stalinienne. Elle a été éduquée dans les idées, la politique et la morale du Guépéou. Son régime ne diffère en rien de fondamental de celui de Staline. Il est absurde de croire ou d'enseigner que la direction révolutionnaire du peuple yougoslave se développera de cette bureaucratie ou par d'autres voies que celle d'une lutte contre elle.

Ce qui est plus insupportable que tout, c'est la position sur la guerre à laquelle vous vous êtes engagés. La troisième guerre mondiale qui menace l'humanité place le mouvement révolutionnaire devant les problèmes les plus difficiles, les situations les plus complexes, les décisions les plus graves. Notre position ne peut être prise qu'après des discussions très sérieuses et très libres. Mais face aux événements des récentes années, vous continuez de préconiser la défense de l'État stalinien et d'engager tout le mouvement dans celle-ci. Vous soutenez même maintenant les armées du stalinisme dans la guerre à laquelle se trouve soumis le peuple coréen crucifié.

Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. C'est en 1927 que Trotski, dans une réponse à une question déloyale qu'on lui posa au Bureau politique, exprima ses positions comme suit : « *Pour la patrie socialiste, oui! Pour le régime stalinien, non !* » C'était en 1927 ! Aujourd'hui, vingt-trois ans après, Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste. Elle a été remplacée par l'asservissement et la dégradation du peuple par l'autocratie stalinienne. C'est cet État que vous vous proposez de défendre dans la guerre, que vous défendez déjà en Corée. Je sais très bien que vous dites souvent que vous critiquez le stalinisme et que vous le combattez. Mais le fait est que votre critique et votre lutte perdent leur valeur et ne peuvent donner de résultats parce qu'elles sont déterminées par votre position de la défense de l'État stalinien et subordonnées à celle-ci. Quiconque défend ce régime d'oppression barbare, abandonne, indépendamment de ses motifs, les principes du socialisme et de l'internationalisme.

Dans le message qui m'a été envoyé par le dernier Congrès du S.W.P., il est écrit que les idées de Trotski continuent à vous guider. Je dois vous dire que j'ai lu ces mots avec beaucoup d'amertume. Comme vous avez pu le constater de ce que je viens d'écrire, je ne vois pas ces idées dans votre politique. J'ai confiance dans ces idées. Je reste convaincu que la seule issue de la situation actuelle, c'est la révolution socialiste, c'est l'auto-émancipation du prolétariat mondial.

Natalia Sedova TROTZKY, Mexico, 9 mai 1951.

Déclaration du Comité Exécutif International (IVe Internationale) sur la lettre de Natalia Sedova Trotski

La rupture de Natalia Trotski avec la IVe Internationale est un événement pénible dans son histoire, qui provoquera le regret des révolutionnaires dans le monde entier. Mais cette rupture ne pourra rien changer à leur détermination de continuer la lutte pour les idées du dirigeant martyr de la Révolution d'Octobre, lutte maintenant abandonnée par Natalia. Ils comprendront que son acte, en dépit des meilleures intentions, est objectivement une capitulation sous la pression de l'impérialisme mondial : mais celle-ci ne met pas plus en cause le programme de la IVe Internationale, tracé dans ses lignes essentielles par Léon Trotski, que ne le fit la capitulation devant le stalinisme de ses collaborateurs les plus proches, Rakowsky, Radek, Preobrajenski et autres au cours de son existence. La réaction organisée a souvent, par sa puissance, dominé et écrasé la résistance de tel ou tel individu. Mais elle n'a jamais été capable et, nous en sommes certains, elle ne sera jamais capable d'écraser les grandes vérités du marxisme élaborées par les leaders géniaux de la révolution prolétarienne Marx, Engels, Lénine et Trotski, et les mouvements qu'ils ont créés.

Il n'est guère besoin à présent de nous livrer à une longue polémique sur la déclaration de Natalia Trotski. Les faits, l'histoire et la logique de l'analyse de classe sont clairs. Ils sont chair et sang des cadres ouvriers en qui s'identifie le trotskisme dans chaque pays. Et ce n'est pas le fruit du hasard. C'est Trotski lui-même qui insista que la stratégie de la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'impérialisme devait être la pierre de touche du mouvement qu'il dirigea afin de pouvoir supplanter et renverser le stalinisme dans l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Ce ne fut pas pour lui une question académique. Du début de son exil en 1929 jusqu'à sa mort, onze années plus tard, jamais il ne fit la moindre concession à ceux qui demandaient de renoncer à cette tâche stratégique de la lutte de classe internationale. Au contraire, Trotski rompit sans hésitation avec les personnes les plus distinguées, et même avec des collaborateurs personnels — de Souvarine à Shachtman — qui glissèrent sur cette question décisive. Cette question fut précisément la raison de la plupart des scissions dans les rangs du mouvement trotskiste mondial, scissions qui s'avérèrent en outre entièrement justifiées par les reniements ultérieurs de la plupart de ceux qui commencèrent avec une position défaitiste envers l'Union soviétique.

Il est pénible d'entendre Natalia Trotski répéter les arguments même que Trotski avait si longtemps

combattus et qu'il réfuta et dénonça dans tous ses écrits, notamment dans tous ceux de sa dernière bataille contre l'opposition petite-bourgeoise Shachtman-Burnham dans le *Socialist Workers Party* quelques mois avant d'être assassiné.

Trotski connaissait parfaitement bien la bestialité et la barbarie du régime stalinien. Il en avait vécu l'horrible dégénérescence et conclu à la nécessité d'une révolution politique pour renverser le régime bureaucratique et rétablir la démocratie ouvrière. Mais ce fut lui, l'auteur du célèbre parallèle entre le totalitarisme des régimes de Staline et d'Hitler, qui rejeta sans aucune équivoque toute suggestion selon laquelle l'Union soviétique devait en raison de son régime être abandonnée à la merci de l'impérialiste. Il ne cessa de répéter que le marxisme dans son essence consistait à saisir la différence entre la base sociale de la société créée par la Révolution d'Octobre et la caste parasitaire qui avait usurpé le pouvoir dans le premier État ouvrier. Tout à fait clairvoyant quant au processus de dégénérescence qui se déroulait, Trotski répéta à maintes reprises que la nature de classe de l'État était déterminée par ses formes de propriété et que l'élimination de la nationalisation et de l'économie planifiée seule modifierait sa nature de classe. Natalia Trotski n'a apporté aucun élément nouveau pour prouver qu'une telle transformation avait eu lieu.

Au contraire, sa déclaration ne donne pas d'analyse sérieuse du stalinisme ou de la situation en Union soviétique. Elle constitue une de ces réactions émotionnelles à la brutalité du régime stalinien, réactions devenues si familières dans les années passées et qui n'étaient pas inconnues du temps de Trotski. Une fois de plus nous avons la tentative ancienne d'identifier les opposants révolutionnaires les plus conséquents du Kremlin avec le stalinisme en raison de leur défense de l'Union soviétique. Il est pénible que cette accusation nous soit faite par la veuve de celui qui fut si souvent l'objet de la même accusation et pour les mêmes raisons. L'assassinat de Trotski a montré que Staline était moins que quiconque convaincu qu'il y avait dans le défensisme de Trotski le moindre indice ou signe d'une capitulation devant le régime autocratique en U.R.S.S.

Nous comprenons fort bien les raisons personnelles justifiées de l'amertume de Natalia, et nous savons les souffrances immenses qu'elle a subies de la part des assassins du Kremlin. Mais nous devons aussi répéter avec Trotski que l'amertume ne peut remplacer une politique. Particulièrement en temps de guerre ou de l'approche de la guerre, lorsque les pressions de la société organisée atteignent leur intensité la plus grande un révolutionnaire qui perd la tête, c'est-à-dire ses critères de classe, est perdu.

Pour Trotski dans la dernière guerre, tout comme pour nous aujourd'hui, l'ennemi principal du

socialisme et du progrès est l'impérialisme mondial. C'est seulement dans la mesure où ceci est compris et devient la base de notre stratégie de classe — et pas autrement — que peuvent être combattus et vaincus le stalinisme et toutes les autres tendances étrangères dans le mouvement ouvrier.

L'âpre répudiation de la IV^e Internationale par Natalia provoquera précisément le contraire de ce qu'elle recherchait, C'est un cadeau précieux qu'elle fournit à la fois au stalinisme et à l'impérialisme. Staline pourra plus commodément répandre ses mensonges et ses calomnies contre le trotskisme aux ouvriers et paysans de Corée, de Chine, d'Europe orientale et d'U.R.S.S. que Natalia a décidé d'abandonner à l'impérialisme en raison de l'influence ou de la domination du stalinisme dans ces pays. D'autre part, les laquais de l'impérialisme, les sociaux-démocrates et les renégats de tout acabit chercheront à trouver dans sa déclaration une justification de leurs crimes et de leurs trahisons envers le prolétariat.

Mais ni les uns ni les autres ne réussiront en fin de compte. La puissance de la vérité résistera à ces déformations et à ces attaques. Et surtout, la détermination des cadres révolutionnaires de la IV^e Internationale de prendre part aux luttes des masses contre le capitalisme et l'impérialisme, en dépit du caractère de leurs directions temporaires, conduira à la justification finale de notre chef martyr sur tous ses détracteurs d'aujourd'hui. Il n'est pas commode de se séparer de Natalia qui, après tant d'années de combat, est devenue la victime de pressions plus fortes qu'elle. Les révolutionnaires, les continuateurs de Léon Trotski n'ont pas le choix. Nous ne pouvons que répéter la célèbre maxime qu'il aimait à citer : « *Ni rire ni pleurer, mais comprendre* ».

Juin 1951 (*Quatrième Internationale*, vol. IX (9^{ème} année) n° 5-7, mai-juillet 1951, p. 51 sq.)

.....

Dernière déclaration (au quotidien français *France Soir*)

Monsieur le Directeur,

Dans l'interview faite par M. Michel Gordey et publiée dans *France-Soir* le lundi 7 novembre, il est dit au second paragraphe : « *Elle (c'est-à-dire moi-même) espère, avant de mourir, assister à la réhabilitation par le communisme mondial de celui (Trotski) qui fut, après Lénine, le plus grand révolutionnaire des temps modernes et le père spirituel de Mao Tsé-toung, le chef communiste chinois* ».

Ces paroles ne m'appartiennent nullement ; elles ont été introduites par le rédacteur de l'interview. Je me vois donc obligée de préciser ce qui suit :

1. Un grand révolutionnaire comme Léon Trotski ne peut en aucune manière être le père de Mao Tsé-toung, qui a conquis sa position en Chine en lutte directe avec l'Opposition de gauche (trotskiste) et l'a consolidée par l'assassinat et la persécution des révolutionnaires, tout comme l'a fait Tchang Kai-Chek. Les pères spirituels de Mao Tsé-toung et de son parti sont évidemment Staline (qu'il revendique d'ailleurs comme tel) et ses collaborateurs, M. Khrouchtchev inclus.

2. Je considère l'actuel régime chinois, de même que le régime russe ou tout autre bâti sur le modèle de celui-ci, aussi éloigné du marxisme et de la révolution prolétarienne que celui de Franco en Espagne.

3. La terreur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute la vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anticommunistes; toute déstalinisation s'avérera un leurre, si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques, militaires et économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'État stalinien.

Recevez, Monsieur le Directeur, mes salutations.

Paris, 9 novembre 1961, Natalia Sedova Trotski

La non-révolution

Le type de contre-révolution qui a eu lieu en Russie n'est pas nouveau par son contenu, mais il l'est par sa forme. Personne n'avait prévu que la contre-révolution prendrait, après cet Octobre Rouge si grandiose, les chemins scabreux qu'elle a empruntés. Même pas Rosa Luxembourg qui a indiqué, avec beaucoup d'à-propos, les défauts de la révolution soviétique et les dangers que renfermait le centralisme du parti bolchevique, se doutant que ce dernier se transformerait en son contraire, et utiliserait même le marxisme comme un tourniquet extracteur de plus-value. La « *restauration du vieil appareil* » dont Marx parlait si la révolution ne supprimait pas le travail salarié était vue comme le retour à la domination politique de la bourgeoisie d'avant Octobre, si ce n'est du tsarisme. Même les meilleurs révolutionnaires, lorsque la racaille politique de la société a fait clairement surface, avec le stalinisme, crurent que ce dernier introduirait le vieux type de réaction, et non qu'il représenterait une contre-révolution « *sui generis* ».

Cette erreur, totalement compréhensible au vu de la situation mondiale et l'inexpérience par rapport aux grands chamboulements sociaux, eut d'énormes conséquences, aussi graves que variées. Dans l'immédiat, la conséquence la plus grave fut la servilité des dirigeants communistes qui se prosternèrent devant le Kremlin qui s'éloignait du prolétariat à grands pas. La continuité apparente du pouvoir en Russie endormit les consciences qui ne se réveillèrent qu'une fois avilies, allant jusqu'à la trahison et le crime. Cette imitation frauduleuse coûta la vie à la révolution mondiale qui gronda d'un pays à l'autre entre 1918 et 1936. Au nom de la révolution russe dont il ne restait plus aucun vestige avant la fin des années vingt, les partis devenus staliniens agissaient traîtreusement contre la révolution là où elle surgissait. Ils ont été d'une efficacité telle que les défaites du prolétariat depuis 1923 sont toutes dues à leur intervention politique, ou policière. Le bilan des événements aurait sans nul doute été très différent si le stalinisme s'était vu forcé de fusiller Lénine, Trotski, Boukharine, Rakovski et d'autres révolutionnaires internationalement connus. Cela aurait délimité les camps et permis, tout du moins, de former de nouveaux partis capables de remplir la mission historique que les dirigeants de Moscou trahissaient ; c'est une chose que l'erreur initiale sur la forme qu'aurait dû prendre la contre-révolution empêcha pendant de nombreuses années. Il était encore temps, en 1926-1928, de couper court à la propagation dans le monde de l'erreur qu'avait faite le parti, avant même la mort de Lénine, d'ouvrir de nouvelles perspectives internationales, et de sauver ainsi la

révolution d'Octobre. Vu rétrospectivement, il aurait fallu soulever les masses et la base du parti contre la direction, siège d'un pouvoir qui était déjà antisoviétique. Même une tentative d'insurrection avortée, comme celle de Robespierre et des siens le 9 thermidor de l'an II, aurait prévenu le monde de la fin de la révolution et aurait empêché Moscou d'avoir l'influence que le prolétariat paye encore si chèrement.

Mais aucune des deux personnalités les plus fortes de cette révolution n'en ressentit le besoin. Au contraire, et s'ils le ressentirent, ils le rejetèrent en craignant d'aider la vieille réaction. Le Testament Politique de Lénine ne fut pas rendu public en Russie. C'est principalement parce qu'il dénonçait Staline pour son manque de loyauté et parce qu'il proposait de le destituer comme Secrétaire Général. Mais le Testament se trompe sur les autres considérations et les mesures politiques qu'il propose. Dans le meilleur des cas, elles auraient ralenti et non empêché ou mis en évidence ce qu'a été la contre-révolution. Lénine répétait que le pouvoir révolutionnaire se base sur l'alliance entre le prolétariat et les paysans, alors que cette alliance avait été défaite au détriment des deux classes, qui ne jouaient plus aucun rôle ni dans les soviets, pris dans un étau, ni dans aucun autre organisme. Lénine l'avait pourtant reconnu clairement auparavant. D'autre part, croyant qu'il fallait éviter la scission qui était latente dans le Parti, au niveau de la direction, entre Trotski et Staline, le révolutionnaire moribond recommanda de doubler le nombre de membres du Comité Central. Mais la réalité de la structure politique dans tous les secrétariats, au détriment du prolétariat et des paysans, n'était autre que l'alliance encore dissimulée, mais bien ficelée par les bénéfiques réciproques et les liens personnels, entre les nouveaux seigneurs bureaucratiques et les anciennes couches dirigeantes provenant du tsarisme. Dans de telles conditions, la rupture entre les révolutionnaires et les thermidoriens aurait été, pour le moins, le moindre mal. Des motifs comparativement plus banals avaient poussé Lénine, au début du XIXe siècle, à cette scission si féconde entre bolcheviques et mencheviques.

Trotski, quant à lui, voyant que sa position au conseil des Commissaires du peuple et à la direction du parti perdait de la force à mesure que Lénine s'approchait de la mort, et influencé sans doute parce que conseillait avant tout le Testament, s'abstint face à la majorité stalinisante et accepta même, par discipline, d'occulter ce document (le testament) ; il accepta même des décisions de droite. Trotski a lui-même raconté les énormes sacrifices politiques et

personnels qu'il a dû faire pour éviter l'affrontement et la scission. Entre-temps, les thermidoriens qui ne désiraient l'unité que pour imposer leur politique de retour en arrière, expulsaient les révolutionnaires de leurs postes et accablaient Trotski jusqu'à réussir à le destituer du Commissariat à la guerre. Lorsque les révolutionnaires se rendirent compte de ce qui se passait, ils étaient complètement assiégés. La domination de l'appareil politico-étatique par les acolytes de Staline était à ce point complète que lorsque celui qui avait organisé la prise du pouvoir en 1917 et la victoire sur les différentes armées réactionnaires et qui était aussi populaire que Lénine, voulut faire volte-face et attaquer, il ne put éditer sa *Plate-forme de l'Opposition* qu'à quelques exemplaires, comme l'aurait fait n'importe quel nouveau groupe dans la clandestinité.

Les thermidoriens n'étaient intéressés par les idées et les militants révolutionnaires que pour lâcher la police sur eux, de telle sorte que lorsque Trotski passa devant la Commission de contrôle, ses juges qui n'ont fait aucun cas des divergences politiques sur la situation et l'avenir du prolétariat, l'accusèrent faussement, de façon calomnieuse et stupide. Cela deviendra la pratique quotidienne de la terreur stalinienne. La réponse vigoureuse de Trotski, sans aucun doute la déclaration la plus lucide à ce moment-là, montre clairement que la fraction stalinienne n'avait absolument pas honte d'incarner le thermidor. Malgré tout, Trotski ne le voyait que comme un danger plus ou moins imminent, comme une menace qui n'avait pas encore été consommée. Trotski a reconnu ce retard à juger la réalité politico-sociale quelques années plus tard, dans son fascicule *Thermidor et Bonapartisme*. Cependant, ce retard n'a jamais été complètement rattrapé ; c'est une erreur dont les conséquences se font encore sentir tous les jours aujourd'hui.

Si la perversion des partis communistes a été la plus mauvaise conséquence immédiate du type particulier de contre-révolution que représente le stalinisme, cette perversion a aussi eu des répercussions sur la majorité de ceux qui s'y opposaient. Elle les a rendus incapables d'impulser le renouveau théorique indispensable à la formation de nouveaux partis. Tous les groupes, qu'ils se disent Trotskistes ou non, qui n'ont pas su se défaire de l'erreur fondamentale de Trotski, erreur qui est aussi celle de Lénine, et de ce qu'elle implique tactiquement, continuent à s'empêtrer dans leurs rites, comme s'ils étaient privés de leurs cinq sens.

On pourrait me reprocher de ne pas tenir compte, dans le processus des luttes internes qui déboucha sur la victoire de la contre-révolution, de ce qu'a dit la dite *Opposition ouvrière*, qui est chronologiquement antérieure à l'opposition Trotskiste. C'est qu'il n'y a aucune raison de tant la louer, comme le font

certains groupes en Angleterre et en France⁽¹⁾. Il s'agissait fondamentalement d'une opposition de la bureaucratie syndicale, certainement pas meilleure que celle du parti, dont le but était de remplacer ce dernier dans la gestion du capital et du travail salarié. C'est la raison pour laquelle ses principaux dirigeants ont si vite trouvé leur place dans la contre-révolution. Par contre, il faudra déterrer un jour des archives de la police les *Thèses sur la contre-révolution stalinienne* rédigées dans la prison de Souzdal avant 1930, et celles de la minorité trotskiste déportée à Verkneouralsk, sur le capitalisme d'État, dont l'existence a été révélée par Victor Serge dans *S'il est minuit dans le siècle*.⁽²⁾

La première erreur de Lénine et de Trotski de laquelle découle ensuite la position du second, est de ne pas avoir recouru aux masses contre la direction du parti et contre le pouvoir. Ils prétendaient les régénérer, l'un et l'autre, de l'intérieur, en se basant sur une discussion politique qui en pratique était résolue par la bureaucratie à coups d'oukases administratifs ou même à coups de pistolet dans les cachots. Les révolutionnaires furent les premiers et les seuls ennemis réels du stalinisme. En effet, avant même la déportation de Trotski à Alma-Ata, les membres étaient substitués dans les comités et les organismes de toutes sortes. C'est un fait sur lequel Victor Serge a également témoigné. Les réactionnaires et les popes revenaient de Sibérie pour occuper les postes de commandement, alors que ceux qui les avaient occupés à partir de 1917 étaient jetés en prison ou déportés. C'est par milliers qu'ils allaient y mourir, et ce, avant même leur extermination systématique entre 1936 et 1940. Le parti auquel appartenaient les plus purs révolutionnaires qui voulaient éviter la scission, déchaîna sur ces derniers une répression incomparablement plus féroce que celle du tsarisme.

En même temps que Trotski admettait s'être trompé parce qu'il n'avait pas identifié la victoire du stalinisme à thermidor mais seulement à une menace thermidorienne, il définissait cette phase du pouvoir russe, dans la brochure que nous avons mentionnée, comme bonapartisme, face auquel la politique de réforme n'était plus valable ; il était donc nécessaire dès lors (complicité de Moscou dans la montée d'Hitler au pouvoir) une révolution politique pour redresser la situation. Pour la première fois, Trotski et l'Opposition admettaient le besoin d'organiser le prolétariat contre le parti et le pouvoir russes, jusqu'à l'insurrection armée. Ce pas en avant était considérable, mais il était fait dans une direction où les pieds ne pouvaient pas trouver de points d'appui.

(1) Munis cite le groupe français *Socialisme ou Barbarie* et *Solidarity* en Grande-Bretagne.

(2) Cf aussi *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Ante Ciliga, Paris, Champ Libre, 1977 et *La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier, 1919-1927*, Michel Olivier, Paris, 2010.

Lorsque les problèmes ont une transcendance historique, les obstacles masquent l'objectif à atteindre et rendent stérile toute l'activité prolétarienne. En réduisant le futur soulèvement du prolétariat contre le stalinisme à une révolution politique, on se fixait un objectif pire que faux car irréalizable, et les masses se retrouvaient sans principaux motifs de rébellion, ceux de la lutte contre l'exploitation du travail salarié, pas seulement contre ses formes extrêmes introduites par le stalinisme, et ce qui était tout aussi important, ceux de la lutte pour la destruction de l'appareil répressif.

La terminologie de la révolution française était adéquate pour illustrer la régression politique en Russie, à condition cependant de ne pas l'appliquer à la question sociale, car la révolution en Russie était de nature totalement différente ; ce que l'on appelle thermidor et bonapartisme n'a pas eu les mêmes conséquences dans un cas comme dans l'autre.

Le décret conventionnel du 9 thermidor expulsa le Comité de Salut Public robespierriste du pouvoir ainsi que les couches sociales qui l'avaient soutenu. Ces couches sociales se situaient toutes à gauche de la bourgeoisie. Sans leur intervention et leur action énergique quotidienne, forçant souvent les décisions de la Convention, la révolution démocratico-bourgeoise de 1789-93 n'aurait jamais été aussi radicale et paradigmatique. Leur continuité au pouvoir faisait planer une menace sur la propriété capitaliste dont le libre développement correspondait au contenu historique des chamboulements survenus. Thermidor mit fin à l'intervention politique des couches sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie et le bonapartisme consolida le pouvoir de cette dernière. Ce n'est pas pour rien que le Code Napoléon est devenu l'archétype du droit capitaliste. Thermidor vociférait hypocritement dans un langage jacobin, alors que le bonapartisme faisait étalage du conservatisme des possédants enfin débarrassés des entraves à leur gauche, ce qui leur permettait d'être conciliants avec l'ancienne réaction.

Il en va de même pour le thermidor russe. Lorsque Staline devint le seigneur absolu, en même temps qu'il parlait encore le langage du bolchevisme de 1917, il supprimait tous les vestiges du pouvoir ouvrier et assujettissait les masses au travail afin de se constituer en puissance capitaliste avide d'expansion, comme toutes les autres puissances. Mais, bien que le processus fût semblable, le contenu historique de la révolution russe, lui, loin de continuer à s'affirmer, comme cela s'était passé en France, fut détruit. Avoir prétendu que le bonapartisme stalinien était forcé de défendre et de développer les bases économiques de la révolution, comme l'empire napoléonien l'avait fait avec la propriété bourgeoisie, est sans aucun doute l'erreur théorique la plus grave de la vie du grand révolutionnaire que fut Léon Trotski. Poussant son erreur jusqu'au bout, il crut qu'en cas de guerre, la bureaucratie omnipuis-

sante serait obligée de faire des concessions au prolétariat, ce qui permettrait à ce dernier de récupérer le pouvoir. C'est le contraire qui s'est passé, et l'assassinat de Trotski, en 1940, par un mercenaire de Staline, annonça une nouvelle vague de terreur anti-prolétarienne en Russie. Pendant la guerre, un ouvrier ne pouvait passer d'un quartier à l'autre d'une même ville sans avoir un sauf-conduit spécial. Ceux qui pouvaient contribuer un tant soit peu à la rébellion des masses étaient liquidés dans les camps de concentration.

Le cœur de cette erreur qui déboussole toujours autant de gens est de confondre capital nationalisé et but historique de la révolution. Il est vrai que le pouvoir bolchevique a décrété la nationalisation, mais il est encore plus vrai que ce qu'il représentait potentiellement d'un point de vue historique était bien différent. On peut citer Trotski lui-même affirmant, dans ses polémiques avec le stalinisme, que « *la propriété nationalisée, ce n'est pas encore la propriété socialiste* ». L'adverbe est très éloquent. Il insinue, peut-être involontairement, ce qui caractérise la révolution d'Octobre, qui a commencé comme une révolution permanente (démocratico-bourgeoise réalisée par le prolétariat) et qui devait se transformer en révolution socialiste. Mais, cette conversion ayant été empêchée par le bilan négatif de la lutte de classes que représente la victoire du stalinisme, la nationalisation n'a été que la centralisation du capital dont s'est servie ensuite la contre-révolution pour agir en toute tranquillité. Ainsi, le pouvoir bureaucratique a préservé la forme de capital des instruments de production et de travail salarié, et non point les bases de la révolution sociale qui n'étaient qu'à l'état de projet. La prise en main par la société des instruments de production et de toutes les sources de richesse, qui est le but historique de notre époque, n'a rien à voir avec leur étatisation.

Le socialisme dans l'ex-URSS ⁽³⁾ n'a jamais été qu'un symbole représenté par le pouvoir des soviets et en leur sein par les révolutionnaires. C'est ce qui a permis à la contre-révolution d'atteindre ses objectifs par la régression politique, en se débarrassant des soviets et en tuant ou en corrompant les révolutionnaires. La terreur déchaînée contre eux fut terrible, mais les structures du capital et du salariat, loin d'être changées, étaient, en vertu de leur centralisation, le bouillon de culture idéal pour la contre-révolution qui a fleuri au sein du parti bolchevique. L'expérience en a donné la preuve à satiété, même en dehors de la Russie.

Croire qu'une nouvelle révolution en Russie ne devait être que politique a toujours été une stupidité. Cette croyance contribue aujourd'hui à faire le jeu du stalinisme dans le monde entier, et demain, lorsque

(3) En 1966 au moment où ce texte est rédigé l'URSS existe toujours, si Munis écrit ex-URSS c'est sous forme de dérision, bien sûr.

le prolétariat russe passera à l'action, elle se révélera être sans équivoque possible une idée réformiste semblable à celle de l'ancienne social-démocratie par rapport au capitalisme classique. La contre-révolution n'a été que politique parce que la révolution n'a pas atteint le degré de transformation socialiste de la production et de la distribution.

Mais, soyons plus précis encore. En supposant qu'en Russie se produise un événement s'auto qualifiant de révolution politique, quelle serait son œuvre ? Admettons, dans le cas le plus favorable, que les soviets de 1905 et 1907 ressurgissent. Puisqu'en soi, ils sont le terrain de la libre expression des travailleurs, dont l'orientation, bonne ou mauvaise, est donnée par les tendances qui y sont majoritaires, les partisans de la révolution politique s'efforceraient de les convaincre de ne pas détruire toutes les structures et les superstructures actuelles, ni les structures économiques et politiques, ni les structures policières, militaires et judiciaires. Et s'ils avaient le pouvoir, ce qui n'est pas improbable, avec le piège de la révolution politique, ils utiliseraient la coercition pour empêcher que les soviets et le prolétariat par eux-mêmes ne se mettent en branle. Toute position politique a sa logique et ses impératifs. Ils permettraient, au plus, une certaine liberté politique. Ils se verraient peut-être aussi dans l'obligation de dissoudre la police qui attire une telle haine sur elle qu'elle serait irrépressible, mais ils ne pourraient se passer d'un autre type de police professionnelle. Ils se contenteraient de réformer l'armée, et sous prétexte de la « *défense de la révolution contre l'impérialisme* » – rengaine habituelle – ils conserveraient les industries de guerre, y compris les armes atomiques. L'économie fonctionnerait toujours, indépendamment des concessions faites aux ouvriers, comme capital qui utilise de la main-d'œuvre salariée, point sine qua non de la prétendue révolution politique. Enfin, le parti stalinien, centre de la contre-révolution, âme du système policier, grand bénéficiaire de la plus-value, serait, tout au plus, complètement réformé, certainement pas dissous ; ou alors, si les masses imposaient sa dissolution, comme en Hongrie en 1956, ce serait une ruse pour gagner du temps et le reconstituer. De toute façon, sans désintégrer toutes les institutions actuelles, sans remettre les instruments de travail, et ce qui représente aujourd'hui le capital liquide et la plus-value aux travailleurs à l'échelle locale, régionale et internationale, la bureaucratie, la police et l'armée récupéreraient le pouvoir. En somme, la fameuse révolution politique, c'est la non-révolution ; elle est irréalisable parce qu'elle n'a pas de fondements historiques.

L'armée et la police, qui se confondent avec le parti dictateur, et qui constituent avec lui le trio étatique, ont les effectifs les plus importants du monde proportionnellement à la population, à l'exception peut-être de la Chine actuellement. Leur nombre et leur fonction répressive et de défense nationale ne peuvent se comprendre que comme instrument de pro-

tection d'intérêts réactionnaires, parce que le travail est du travail exploité et les instruments de production sont du capital, une richesse créée par la population et qui lui est étrangère, comme partout ailleurs. Or, en finir avec le travail salarié en restituant les instruments de travail et la culture à la société, et non à l'État quel qu'il soit, est le besoin historique urgent de notre époque et le but du prolétariat. En accomplissant cette tâche, les masses détruiraient de haut en bas « *les bandes d'hommes armés* », ces professionnels qui incarnent l'État de la contre-révolution stalinienne. Et cela suffira pour qu'il ne reste plus aucun vestige du parti qui l'a représentée. Cette révolution sera incomparablement plus profonde que celle de 1917. Ce sera une révolution sociale, mais si elle se produisait d'abord en Russie, non seulement elle ébranlerait à nouveau le monde, mais encore elle le changerait rapidement et de façon radicale.

L'optique de la révolution permanente, qui a eu l'immense mérite de mener les soviets au pouvoir, ne serait-ce que pour un temps limité, a empêché Lénine de voir dans la dégénérescence du pouvoir qu'il a lui-même reconnue, l'invasion des thermidoriens et a maintenu Trotski dans l'erreur jusqu'à la fin de ses jours. De toute évidence, c'est la révolution de 1917, dans ses mesures imaginables et extrêmes, qui a été une révolution politique ; son immanence socialiste ayant été rejetée, elle s'est transformée en contre-révolution capitaliste d'État.

Les erreurs des maîtres sont souvent des récifs sur lesquels les disciples font naufrage, mais aussi le prétexte pour les opportunistes intéressés. Mais on ne peut pas aujourd'hui rendre Lénine et Trotski responsables des bêtises de tant de groupes Trotskistes, ni des inepties et des faiblesses d'autres groupes, qu'ils soient Trotskistes ou non. Les meilleurs de ces groupes en sont restés à la tactique bolchevique, qu'ils adaptent plus ou moins fidèlement, mais toujours en vain, car les tâches actuelles et le milieu prolétarien ont tellement changés que sur certains aspects ils sont à l'opposé de la période 1917-1937. Néanmoins, ce qui est exaspérant au plus haut point, à force d'être stupide, ce sont les dérivés de l'idée de révolution permanente, et ce, pas uniquement chez les adeptes de la non-révolution. Si certains d'entre eux ne nous parlent pas de révolution permanente en Chine, à Cuba, en Algérie, au Ghana, en Indonésie dernièrement, ou même au Vietnam et en Égypte, c'est presque toujours la plupart du temps pour ne pas paraître Trotskistes ; cependant, ils affirment la même chose que les blo⁽⁴⁾, Posadas⁽⁵⁾ et autres Frank-Maitan⁽⁶⁾ en quali-

(4) Michel Raptis dit Pablo (1911-1996) est secrétaire général de la IVe Internationale à partir de 1946. Il écrit dans *La guerre qui vient* (Paris, Publications de la IVe Internationale, 1953) que « *le capitalisme va maintenant rapidement vers la guerre car il n'a pas d'autre issue à moyen ou à court terme* » et il parle d'une « *guerre générale* », d'une « *guerre civile internationale qui serait essentiellement révo-*

fiant de « *révolution coloniale* » ou « *double révolution* » (en sous-entendant : révolution démocratique allant se transformer en socialiste), ce qui se passe dans ces pays-là.

Nous nous trouvons ici, sans aucun doute, devant l'ultime conséquence néfaste du cours astucieux de la réaction russe. Là où le prolétariat n'a eu ni le pouvoir, ni les armes ne serait-ce que quelques instants, il ne peut y avoir d'intention révolutionnaire de la part de ceux qui gouvernent. Les Mao Tsé-Toung, les Nasser et les Castro n'ont pas commencé où ont commencé les bolcheviques de 1917 mais ont commencé au point où a terminé le stalinisme. Ce sont des « *condottieri* » (mercenaires) chanceux du XXI^e siècle ; leur action ne provient pas des besoins historiques humains, mais du brigandage inter-impérialiste. Leurs mesures visent le capitalisme

lution ». Malgré le caractère bureaucratique et stalinien du régime qu'il considère soviétique, Pablo préconise puisque la IV^e Internationale ne peut rester neutre, de défendre l'URSS, dans l'espoir que sa victoire déclenche une vague de révolutions politiques et anticapitalistes dans le monde entier. Dans ce processus de « *guerre-révolution* » le conflit entre les « *États ouvriers* » et les pays capitalistes se combinerait avec une série de soulèvements nationaux anti-impérialistes ou révolutionnaires. Il mène la bataille lors du III^e Congrès mondial de la IV^e Internationale en 1951 pour que cette orientation tactique et politique soit adoptée. Il s'agit d'une réorientation fondamentale car le II^e Congrès préconisait la construction de partis trotskistes indépendants. Pablo fait alors le constat de l'échec de cette stratégie et propose, compte tenu du rapport de forces défavorable, l'intégration dans le « *réel mouvement de masse* », c'est à dire dans le parti politique ouvrier le plus représentatif de chaque pays. En France, c'est le Parti communiste français qui correspond à ce parti. La majorité de la section française, dirigée par Pierre Bousset dit Lambert, suivie par une minorité de l'Internationale, considère qu'il s'agit là d'une capitulation face au stalinisme et qualifie Pablo ainsi que la direction internationale de « *révisionnistes et de liquidateurs pro-staliniens* » (Yvan Craipeau, *Le mouvement trotskiste en France*, Paris, Éd. Syros, 1971). Avec ses partisans, il s'est installé en Algérie après l'indépendance jusqu'au coup d'État de Boumediène en 1965. Jusqu'en 1965 Pablo a été l'un des conseillers de Ben Bella.

(5) Juan Posadas (1912–1981) et ses partisans, minoritaires, font scission avec le secrétariat de la IV^e Internationale en 1962. Animateur du POR (T), section argentine de la IV^e Internationale et du Bureau latino-américain (BLA), il travaille en collaboration étroite avec la direction de la IV^e et avec Michel Raptis. Ils partageaient la même sensibilité envers la « *révolution coloniale* » et la conviction qu'il fallait construire un « *parti mondial* » dont les sections nationales seraient insérées dans le mouvement des masses. Cette collaboration dura dix ans. L'arrestation aux Pays-Bas, en 1960-61, de Michel Raptis du fait de leur engagement aux côtés du FLN a distendu leurs liens. En 1962, le BLA convoque une conférence internationale à Montevideo et se sépare publiquement de la IV^e.

(6) Pierre Frank (1905-1984) et Livio Maïtan (1923 - 2004) sont les principaux dirigeants de la IV^e avec Ernest Mandel (1923-1995) et Pablo.

d'État et elles ont sur le prolétariat l'effet contraire à celui d'Octobre 17 : elles le démoralisent, elles minent sa confiance en lui comme sujet historique immédiat, elles le poussent à des activités qui lui sont étrangères en suivant les ordres d'autres « *condottieri* », elles lui impriment un esprit moutonnier au lieu de l'éduquer et de faire en sorte qu'il se soulève. Qu'ils se permettent d'usurper le mot révolutionnaire n'est pas très original à la suite de Mussolini, de Staline, d'Hitler et de Franco. Mais que ceux qui se disent les ennemis du stalinisme puissent les cautionner est la preuve qu'au fond ils subissent son influence délétère. Le mal produit par la contre-révolution est à ce point inimaginable, qu'il dénature même la pensée d'une grande partie de ceux qui s'y opposent, et leur ôte toute possibilité d'être des ferments des nouvelles luttes prolétariennes.

Il s'agit en vérité, dans la plupart des cas, d'individus résignés qui ont renoncé à eux-mêmes. L'organisation du prolétariat dans tous les pays se formera forcément indépendamment d'eux et elle élaborera ses idées en rompant sans regret avec tout ce qui n'est plus que rite et tabou. L'un des tabous les plus dangereux est l'idée selon laquelle les pays sous-développés doivent suivre les traces de 1917. La révolution permanente doit être amputée de sa première partie. Elle doit immédiatement prendre des mesures socialistes ou tendant au socialisme, et non appliquer les tâches de la révolution démocratique qui n'est aujourd'hui que chimère, et dont les ennemis du prolétariat sauraient tirer profit.

La vieille polémique sur la nature de la révolution dans les pays qui n'avaient pas encore eu leur 1789 a été tranchée – et à quel prix ! – par le destin funeste de la révolution russe.

G. Munis. Juin 1966, *Alarma*, 2^eme série n° 9.
Traduction : Eu.

1921 : Cronstadt, début de la contre-révolution ?

Nous voyons aujourd'hui, chose tragique, une révolution sociale contenue — par la suite de l'inertie des peuples de l'Europe en présence d'une réaction intelligente et bien armée — dans des frontières nationales où elle étouffe et réduite à temporiser avec l'ennemi, extérieur et intérieur. Nous avons vu se commettre bien des fautes, se révéler des erreurs, s'attester des vérités précieuses au point de vue libertaire.

C'est ce qu'écrivait Victor Serge en juin 1921 dans la préface de son essai *Les Anarchistes et l'Expérience de la Révolution Russe*. Cet essai⁽¹⁾ se voulait un appel aux anarchistes pour qu'ils reconnaissent ce qu'il y avait de prolétarien et de positif dans la Révolution d'Octobre. Bien qu'il fût écrit avant le soulèvement de Cronstadt contre les bolcheviques en mars 1921, Serge ne fait aucune allusion à cette tragédie dans son introduction écrite quelques mois plus tard. En fait, il affirme que ses conclusions sont « encore plus exactes qu'elles ne l'étaient voilà un an ». Ce que cet exergue met en évidence est le fait que l'isolement de la « révolution sociale », à un seul territoire, était à présent en train de devenir une charge insoutenable. Non seulement Cronstadt a projeté « un éclair qui a illuminé la réalité » comme l'a dit Lénine, mais les événements entourant le dixième Congrès du Parti (adoption de la NEP, interdiction des fractions), l'échec de l'Action de Mars en Allemagne, et l'adoption de fait d'une politique de Front Uni au Troisième Congrès du Komintern, ont fait de 1921 une année particulièrement déterminante en ce qui a trait à la dégénérescence des révolutions russe et internationale. Cet article vise à comprendre la signification de ce déclin, quatre-vingts ans après les événements.

Il y a cent trente-cinq ans, en 1871, la Commune de Paris nous fournissait un aperçu de ce que la classe ouvrière pouvait accomplir, et la façon dont elle pouvait diriger la société à ses propres fins. Après 74 jours, cependant, la Commune fut écrasée par le gouvernement bourgeois de Thiers soutenu par le pouvoir international de la classe capitaliste. Confinée à une seule ville, elle fut isolée et défaite, alors que 20.000 ouvriers parisiens furent massacrés de sang-froid en l'espace d'une seule semaine en mai 1871. En représailles, les communards fusillèrent leurs otages bourgeois. Le nombre de victimes de la Commune, dans la classe dirigeante, se limita à 84.

(1) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques 1908-1947*, Bouquins, Robert Laffont, Paris, 2001.

Comme c'est toujours le cas, la terreur blanche de la classe dirigeante excède de beaucoup — en nombre et en horreur — la terreur rouge de la classe ouvrière. Ainsi que Marx l'observa, le problème de la Commune se résuma à son isolement dans une seule ville. Quant au prolétariat russe, le problème fut qu'il se trouvait isolé dans un seul pays.

La Révolution russe d'Octobre 1917 demeure l'unique occasion dans l'histoire où un contingent de prolétaires réussit effectivement à renverser le pouvoir d'un État capitaliste sur un territoire tout entier. C'est pour cette raison que nous continuons à l'étudier et à chercher à la comprendre. La question fondamentale est d'expliquer comment une révolution qui s'enclencha d'abord en offrant la plus large perspective de libération à la classe ouvrière — et donc à l'humanité tout entière — a pu se transformer dès avant 1928 en une des plus importantes tyrannies du vingtième siècle. En revenant sur les événements qui ont eu lieu il y a plus de quatre-vingt ans, nous pouvons constater grâce au recul que 1921 fut un tournant des plus déterminant pour la défaite de la révolution. À l'époque cependant, les choses n'apparurent pas ainsi à plusieurs de ses protagonistes. Ils purent toutefois constater le fait que 1921 fut une année de crise. Plus d'un million de morts causés par la famine, et plus encore par le typhus et d'autres maladies; le déclenchement de grèves contre le Conseil des Commissaires du Peuple (Sovnarkom) et la révolte de Cronstadt révélaient la sévérité de la situation. Et pour ajouter aux malheurs, non seulement la révolution internationale n'avait pas eu lieu comme les leaders bolcheviques l'attendaient, mais elle subissait un véritable coup de massue suite à la défaite de l'Action de mars en Allemagne.

Notre tâche ici n'est pas simplement de faire la chronique des événements, mais d'expliquer ce qu'ils signifient pour nous aujourd'hui. Nous sommes conscients qu'il n'y aura pas à nouveau de révolution comme celle qu'expérimenta la Russie. Nous n'optons pas non plus pour « la condescendance du présent » telle qu'E.P. Thompson la définit. Tout

révolutionnaire cherchant servilement à répéter les événements qui se sont déroulés en Russie ne mérite pas autre chose que la dérision (comme c'est le cas des trotskistes qui considèrent la question de la direction comme un simple positionnement des bonnes personnes aux endroits stratégiques). Nous devons éviter le piège dans lequel tombent tant de soi-disant marxistes et révolutionnaires, et qui consiste à voir le passé comme le simple prototype du futur. Cependant, ce n'est qu'en apprenant des événements qui se sont réellement passés que nous pourrions effectivement nous armer pour les combats du futur. Et le premier pas dans ce processus d'apprentissage est de débattre de la signification du passé.

1918-1921

On peut déjà entendre certains « *marxistes libertaires* »⁽²⁾ et des anarchistes rugir que la révolution était perdue bien avant 1921. Nous ne nions pas que le pouvoir soviétique dans le territoire de la République fédérative socialiste soviétique russe (le nom d'URSS ne fut adopté qu'en 1923) fût déjà une coquille vide à la fin de 1920 (malgré le fait qu'il y restait des zones saines en 1919).⁽³⁾ Pas plus que nous ne nions les excès de la Tcheka durant la guerre civile au cours de laquelle elle devint un État dans l'État. Mais la terreur rouge est née de la guerre civile. En novembre 1917, les bolcheviks libéraient les généraux tsaristes lorsque ceux-ci promettaient de ne pas prendre les armes contre eux. Quelques mois plus tard, non seulement ces généraux guidaient les agressions de la Russie, armées par l'impérialisme anglais et français, mais crucifiaient en plus — au sens littéral — tout ouvrier suspect de sympathie bolchevique. Bien que chacune des deux fractions ait employé la terreur dans cette guerre de classe, celle-ci ne fut pas du tout employée à la même échelle. En témoigne le compte-rendu du commandant des États-Unis en Sibérie, le général William S. Graves qui relata : « *Je me situe bien au-delà de la certitude lorsque j'affirme que les anti-bolcheviks ont tué cent personnes, en Sibérie Orientale, pour chacune de celle tuée par les bolcheviks* »⁽⁴⁾.

Nous n'affirmons pas davantage que la Révolution ait aboli les rapports de production capitalistes, dans la mesure où il y eut un effondrement absolu de la

(2) Nous n'acceptons pas le terme « marxiste libertaire » car pour les vrais marxistes, le marxisme est libertaire ou il n'est rien. Le stalinisme, etc. n'est pas le marxisme. Pour une vue plus approfondie sur la Révolution russe, nous invitons notre lecteur à se procurer la brochure *1917*, à l'adresse britannique de la TCI.

(3) Voir le contraste entre *Six Weeks in Russia 1919* et *The Crisis in Russia 1920*, tous deux d'Arthur Ransome (les deux titres furent publiés chez Redwords en 1992).

(4) Cité dans W.P. et Z.K. Coates, *Armed Intervention in Russia 1918-22*, Londres, 1935, p. 229.

production économique dès que les bolcheviks prirent le pouvoir. Puisqu'au moins 60% de l'industrie était consacrée à la production de l'attirail de guerre, dès lors la paix signifiait le chômage. Comme l'observa Edward Acton : « *Après Octobre, le pays souffrit d'une crise économique meurtrière dont l'ampleur était comparable à une Peste Noire moderne... La capitale perdit au moins un million d'habitants dans les six mois qui suivirent Octobre, alors que les ouvriers la fuyaient en quête de pain* ». ⁽⁵⁾

Même les ouvriers possédant un travail devaient passer une part considérable de leur temps à chercher de la nourriture, et la démoralisation était accentuée par un absentéisme de masse. Dans cette période, les tentatives des bolcheviks dans les comités d'usine pour augmenter la discipline au travail ne menèrent finalement qu'à l'élection de nouveaux délégués plus compréhensifs envers les revendications ouvrières. Cependant, graduellement, ces comités d'usine finirent par se sentir plus soucieux à l'égard de la discipline au travail, et du rendement. Selon la démonologie des anarchistes/libertaires, évidemment, tout ceci était le fait des bolcheviks qui avaient supprimé l'initiative des ouvriers dans les comités d'usine. Mais cette thèse est beaucoup trop simpliste, comme S. Smith le démontre dans *Red Petrograd* :

« (...) *on ne peut voir là le triomphe des bolcheviks sur les comités d'usine. Dès l'origine, les comités avaient pour but tout à la fois de maintenir le niveau de production et de démocratiser la vie de l'usine, mais la situation de l'industrie était telle que les deux objectifs finirent par entrer en conflits l'un avec l'autre* ». (p. 250-251)

La guerre civile apporta d'autres préjudices à la révolution. En 1917, le Parti bolchevik était un parti à dominante prolétarienne. En 1920, ses ouvriers étaient devenus des fonctionnaires de l'Armée Rouge, de la Tcheka, ou dans la bureaucratie. En 1922, plus des deux tiers des membres du parti étaient devenus des administrateurs de toutes sortes. En même temps, la lutte contre l'invasion impérialiste et les Blancs avait conduit à resserrer les rangs. Les discussions à l'intérieur du parti périclitèrent et les postes élus à combler furent de plus en plus assignés par les secrétaires locaux du parti qui nommaient simplement des délégués à de plus hautes fonctions. Le centralisme démocratique à l'intérieur du parti (dans lequel la base est appelée à élire ses organes supérieurs) s'était écroulé. Il n'y avait plus dès lors que le centralisme. Il ne manquait plus qu'un Staline comme Secrétaire du Parti, responsable de ces secrétaires locaux, pour concentrer entre ses mains les leviers du pouvoir. Mais cela n'arriva qu'un peu plus tard. Quand Serge

(5) *Rethinking the Russian Revolution*, Edward Arnold, 1990, p. 204.

revint à Petrograd en janvier 1919, après avoir été échangé⁽⁶⁾ de la France, il relata : « *Nous entrions dans un monde mortellement glacé. (...) Nous reçûmes dans un centre d'accueil de minimes rations de pain noir et de poisson sec. Jamais encore nul d'entre nous n'avait connu de si misérable nourriture. Des jeunes femmes en bandeau rouge et des jeunes agitateurs à lunettes nous résumaient l'état des choses : "famine, typhus, contre-révolution partout. Mais la révolution mondiale va nous sauver"* ». ⁽⁷⁾

Et c'était cette croyance en la révolution mondiale qui alimentait l'espoir de la classe ouvrière russe, même au début de 1921, quand elle avait tant souffert, et souffrait toujours autant. Les jeunes hôtes de Serge lui demandaient « *qu'attend le prolétariat français* », mais la plus grande partie des bolcheviks portait leurs espoirs sur le prolétariat allemand.

La Troisième Internationale (Communiste)

Le programme bolchevik tout entier ne peut être compris sans référence à son caractère international. L'opposition intransigeante face à la guerre impérialiste, en 1914, différencie le Parti bolchevik comme le seul de tous les grands partis européens à s'opposer à la guerre avec des mots d'ordre révolutionnaires.⁽⁸⁾ Ce sont les bolcheviks qui opérèrent la scission face à la majorité socialiste centriste et pacifiste aux conférences de Zimmerwald et Kienthal. Et quand les bolcheviques prirent le pouvoir en Russie, ils éprouvèrent exactement la même impression que Rosa Luxembourg pour qui « *la question du socialisme a été posée en Russie. Elle ne peut pas être résolue en Russie* ».

Au troisième Congrès des Soviets, en janvier 1918, Lénine affirma : « *La victoire finale du socialisme dans un seul pays est bien entendu impossible. Notre contingent d'ouvriers et paysans qui soutient le pouvoir soviétique n'est qu'un des contingents de la grande armée mondiale* ». ⁽⁹⁾

Puis en mars, au moment de la ratification du traité de Brest-Litovsk, il répéta : « *C'est la vérité absolue*

que sans une révolution allemande nous sommes perdus ». ⁽¹⁰⁾

Dans ses *Thèses d'avril* de 1917, Lénine invoquait la nécessité d'une nouvelle internationale pour remplacer la Deuxième qui était passée dans le camp impérialiste en août 1914. La guerre elle-même commençait à fournir la base matérielle de cette internationale alors que des ouvriers et d'anciens sociaux-démocrates intensifièrent la résistance à leurs propres gouvernements. C'est d'ailleurs ainsi que la fin de la Première Guerre mondiale a été accélérée grâce aux grèves de Vienne, d'Hambourg, de Brème, et d'un peu partout en Allemagne. Quand les nouvelles de l'insurrection de Vienne parvinrent à Moscou, Radek — un des leaders bolcheviks — décrivit les manifestations spontanées devant le Kremlin de la façon suivante : « *Je n'ai jamais rien vu de semblable. Ouvriers, hommes, femmes, et soldats de l'Armée Rouge marchèrent jusqu'à tard dans la nuit. La Révolution mondiale était arrivée. Les masses populaires écoutaient ses pas d'acier. Notre isolement venait de se terminer* ». ⁽¹¹⁾

C'était un peu prématuré. Même si beaucoup d'ouvriers et d'anciens soldats, provenant d'un peu partout en Europe, étaient de plus en plus favorables à l'idée des soviets, cela n'avait pas encore pris la forme concrète de nouveaux partis communistes dans la plupart de ces pays. Même en Allemagne, les révolutionnaires avaient échoué à se distinguer clairement des socialistes sociaux chauvins. Bien que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht aient constitué la Ligue Spartacus, ils demeuraient toujours à l'intérieur de l'USPD centriste (comptant dans ses rangs Kautsky et Bernstein) par peur de s'isoler des masses de la classe prolétarienne. Cela ne faisait qu'entretenir la confusion parmi les ouvriers, et isoler les spartakistes face à des groupes plus petits — mais politiquement plus clairs — comme la Gauche de Brème et les Communistes Internationaux (IKD). Qui plus est, puisque les sociaux-démocrates ne s'opposaient pas ouvertement aux soviets, mais s'activaient en coulisse à les détruire, les spartakistes n'étaient donc pas considérés comme les uniques défenseurs des conseils ouvriers (comme ce fut le cas des bolcheviks en Russie). Pour reprendre la citation de Victor Serge au début de ce texte, le raffinement de la bourgeoisie d'Europe Occidentale — qui avait rallié les pseudos socialistes à sa défense — fut un facteur déterminant pour empêcher l'expansion de la Révolution en Allemagne au-delà de ses frontières.

La nouvelle en janvier 1919 de la reconstitution de la Deuxième Internationale, amena les bolcheviks à tâter le terrain autour de la formation d'une nouvelle internationale qui devait se réunir à Berlin. Avant

(6) En janvier 1919, il fut échangé avec d'autres prisonniers politique dans le cadre d'un accord franco-soviétique. Expulsé de France à l'issue de sa peine de 5 ans suite au procès de la bande à Bonnot, il participa en juillet 1917 à une tentative de soulèvement anarchiste à Barcelone puis revint clandestinement en France, où il fut à nouveau emprisonné. (Note de *Controverses*)

(7) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, op. cit. p. 558.

(8) Mais il faut aussi noter l'opposition héroïque des partis socialistes balkaniques plus petits en Bulgarie et en Serbie.

(9) Lénine, *Selected Works*, Vol. 2, p. 505.

(10) Lénine, *Selected Works*, Vol. 33, p. 98.

(11) Cité dans *The German Revolution and the Debate on Soviet Power*, édité par John Riddell, Pathfinder Press, New York, 1986, p. 33.

même qu'elle ne puisse se réunir, Liebknecht avait précipité l'insurrection spartakiste, laquelle fut écrasée par la social-démocratie qui s'était alliée aux corps francs proto fascistes. Dans les repréailles qui s'en suivirent, des centaines d'ouvriers furent abattus de sang-froid, puis Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht furent brutalement assassinés. La première réunion de l'Internationale fut ainsi déplacée à Moscou. Ce déplacement ne devait être que temporaire en attendant l'éclatement de la révolution en occident. Par ailleurs, ce fut le premier pas vers le processus de confusion entre la révolution russe et l'Internationale. Et puisque le parti russe dominait physiquement et idéologiquement l'Internationale, celle-ci devint rapidement un organe de défense du pouvoir soviétique en Russie, quels que soient les problèmes qu'il confrontait. En l'occurrence, le premier congrès de l'Internationale Communiste ne fit guère plus que de déclarer sa propre existence. Les cinquante délégués qui se réunirent à Moscou n'avaient pas tous de mandats formels, facteur qui ne fit qu'accroître l'hégémonie bolchevik dans le nouvel organe. Ce n'était pas tout à fait ainsi que Lénine percevait tout cela lorsqu'il écrivit dans *l'Internationale Communiste* que : « *La nouvelle Troisième Association Internationale des Travailleurs a déjà commencé à se confondre dans une certaine mesure avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques* »⁽¹²⁾.

Par cela, il voulait signifier que le processus de développement de la révolution mondiale serait aussi accompagné par la progression du socialisme en Russie. Hélas, pour le prolétariat, le processus s'orienta plutôt dans la direction opposée. La contre-révolution croissante en URSS allait aussi anéantir les objectifs révolutionnaires de la Troisième Internationale.

Cependant, ceci ne pouvait être clairement perçu en 1919 lorsque la révolution mondiale et la contre-révolution capitaliste étaient engagées dans un combat mortel ; et l'existence (aussi faible fut-elle) de la Troisième Internationale représentait la bannière sous laquelle les ouvriers de tous les pays pouvaient se rallier. Au début de cette année, la révolution éclatait en Bavière et en Hongrie où des Républiques soviétiques furent proclamées. Les forces de l'Entente (Grande-Bretagne, France et USA) durent faire face en Russie à des mutineries dans leurs propres rangs. Lloyd Georges, Premier Ministre britannique, annonça que l'intervention britannique était non seulement terminée, mais que les révoltes sur la Clyde et au sud du Pays de Galles alarmaient l'État : « (...) si l'on entreprenait une opération militaire contre les bolcheviks, l'Angleterre

deviendrait bolchevik et il se créerait un soviet à Londres ». ⁽¹³⁾

Lénine faisait mention au mois de juillet 1919 comme « *notre dernier mois de juillet difficile* » parce qu'avant un an surviendrait la victoire de la « *République soviétique internationale* ». Toutefois, l'atmosphère turbulente qui menaçait le capitalisme ne dura pas longtemps. À la fin du mois de mai, la République soviétique bavaroise, tout aussi isolée en Allemagne, allait s'effondrer. Elle fut suivie en août par la République soviétique hongroise qui succomba à cause de disputes internes et parce que l'armée roumaine, appuyée par les Alliés, l'envahissait. À l'automne, la menace Blanche en Russie atteignit son point culminant. Youdenitch était aux portes de Petrograd, Koltchak arrivait de Sibérie, et Denikine d'Ukraine. En octobre et novembre : « *La vie du régime sembla tenir à un fil* ». ⁽¹⁴⁾

Comme si cela ne suffisait pas, le jeune Parti communiste allemand, qui avait perdu ses meilleurs leaders dans les tentatives insurrectionnelles de janvier à mars 1919, se scinda à l'initiative de Paul Lévi au congrès d'Heidelberg, en octobre 1919. Par très peu de voix, le parti avait adopté des tactiques pour utiliser le parlement et les syndicats en place comme moyens d'accroître son influence. Peu satisfait de cette victoire, Lévi proposa (malgré la recommandation des bolcheviks) l'expulsion de tous ceux qui avaient voté contre la majorité. L'aile gauche qui constituait la moitié du parti, et contrôlait les sections dans le nord de l'Allemagne (y compris Berlin), se retira pour former le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD). Des problèmes identiques surgirent dans d'autres pays sous diverses formes. Lénine tenta de gagner à la Troisième Internationale tous ceux qui refusaient le réformisme social-démocrate, y compris les anarcho-syndicalistes. À ce moment, il déclara aussi aux groupes britanniques — qui débattaient pour former un parti — qu'il était lui-même favorable à l'utilisation des syndicats et de la tactique parlementaire, mais qu'il ne condamnait pas ceux qui adoptaient d'autres tactiques.

Vers la fin de 1920, la guerre civile avait été gagnée mais la Russie demeurait isolée, et le prix de sa victoire fut, comme on l'a remarqué au début de cet article, presque pyrrhique. La production industrielle n'était plus que le cinquième de celle de 1913, et la production agricole avait chuté de moitié. L'économiste bolchevik, L. Kritsman, a décrit la situation comme un effondrement économique « *sans équivalent dans l'histoire de l'humanité* ». ⁽¹⁵⁾ La

(12) Cité dans E.H. Carr, *La révolution bolchevik*, Vol. 3, Pelican, 1966, p.133.

(13) E.H. Carr, *ibid*. Les troupes britanniques ne furent pas retirées avant six mois, jusqu'à ce que les débardeurs londoniens aient refusé de charger le Jolly Rogers à destination d'Arkhangelsk et Mourmansk.

(14) E.H. Carr, *op. cit.*, p. 138.

(15) L. Kritsman, *The Heroic Period in the Great October Revolution*, 1926, p.166.

politique d'envoi de détachements militaires dans les campagnes durant la guerre civile, afin de réquisitionner des céréales par la force, avait provoqué 113 révoltes paysannes (50.000 paysans suivirent l'ancien socialiste-révolutionnaire Antonov, seulement dans la région de Tambov. Les bolcheviks réussirent à conserver le pouvoir d'État, mais comme l'a reconnu plus tard Boukharine (et d'autres dirigeants bolcheviks, parmi lesquels Lénine) en 1921, ils avaient conservé le pouvoir d'État mais, dans le processus, ils avaient perdu le prolétariat. Pour Lénine, ce fait matériel fut la raison la plus importante à la base de la révolte de Cronstadt en mars 1921.

Les grèves de Petrograd et Cronstadt

Il n'y a aucun nom qui ne soulève plus d'émotion dans l'histoire de la révolution russe que celui de Cronstadt. Il constitue le test décisif pour comprendre comment la révolution a glissé vers la défaite. Pour la majorité des trotskistes ou des staliniens, Cronstadt représente soit le complot de la réaction blanche qui tirait parti des terribles conditions de vie à la fin de la guerre pour fomenter la révolte contre le prolétariat, soit (selon la version du SWP britannique)⁽¹⁶⁾ une révolte de la petite bourgeoisie parce qu'à ce moment les marins de Cronstadt étaient tous devenus des paysans. Pour les anarchistes, elle fut la vraie *troisième révolution* contre la dictature bolchevique; et pour les historiens de la classe capitaliste, ce fut un épisode allégre servant à démontrer que toute alternative à leur système se termine en bain de sang. E. H. Carr consacre seulement deux lignes à la révolte de Cronstadt dans le volume un de *La Révolution Bolchevique*. Cela souligne que son livre est une histoire de l'État soviétique et non celle du prolétariat révolutionnaire. Pour les révolutionnaires aujourd'hui, l'affaire ne peut être aussi facilement escamotée puisqu'elle éclaire nos réponses aux questions posées par la dernière expérience révolutionnaire.

En 1921, le pouvoir soviétique était devenu une coquille vide. Les élections aux soviets se déroulaient sous l'œil attentif de la Tcheka. Parallèlement, des gardes armés patrouillaient autour des usines tandis que le taylorisme et la direction unilatérale étaient imposés à la classe ouvrière la plus révolutionnaire de l'histoire. Les ouvriers pouvaient accepter cela dans la mesure où la guerre civile contre les Blancs provoquait une situation exceptionnelle. Ils avaient aussi accepté de renoncer à l'élection des officiers dans les forces armées lorsque Trotski y avait

introduit des membres de l'ancienne classe des officiers pour vaincre les Blancs. Néanmoins, durant la période qui s'écoula jusqu'au moment où le dernier général Blanc fut expulsé de Russie, en décembre 1920, divers signes laissaient déjà présager que ce régime d'exception allait perdurer. Les réquisitions de céréales continuèrent. Trotski annonçait même que les méthodes de l'Armée Rouge devraient être imposées à tous les travailleurs (le débat sur la militarisation des syndicats); et il n'y eut pas de nouvelles élections aux soviets. Partout, le discours se réduisait à une « *discipline de fer* » et à davantage de dictature. Il n'est pas étonnant que le parti fût à présent de plus en plus un parti de fonctionnaires plutôt que d'ouvriers et était en proie à la bureaucratisation. Cette bureaucratisation, à son tour, amena l'émergence d'une opposition provenant de groupes prolétariens à l'intérieur du parti bolchevik : des groupes comme les Centralistes Démocratiques, dirigés par Ossinski et Sapronov, l'Opposition Ouvrière dirigée par Chliapnikov et Alexandra Kollontai, et le Groupe Ouvrier de Miasnikov. Ces oppositions, indépendamment de leurs faiblesses et leurs erreurs, voulaient un retour aux principes révolutionnaires de 1917. Pas étonnant que Lénine écrive en 1921 : « *Nous devons avoir le courage de regarder en face la dure réalité. Le parti est malade, le parti a la fièvre. Et, à moins qu'il n'arrive à surmonter sa maladie rapidement et radicalement, une rupture se produira qui aura des conséquences fatales pour la révolution* »⁽¹⁷⁾.

Toutefois, avant que le débat ne puisse avoir lieu au cours du dixième Congrès du Parti communiste de Russie, en mars, les ouvriers de Petrograd et Moscou se mirent en grève. À Petrograd, les grèves étaient massives et exigeaient la liberté de presse, la libération des prisonniers politiques, et le retour à la démocratie dans l'État. Certains demandaient l'ouverture de marchés locaux d'alimentation pour contrer les pénuries croissantes (qui allaient éventuellement se transformer en famine lors de l'année 1921). Les contre-révolutionnaires essayaient eux aussi de tirer parti de la situation en revendiquant le retour de l'Assemblée Constituante. La réaction des bolcheviks fut une réaction de panique. Des troupes furent envoyées pour briser les grèves et arrêter les leaders. La Tcheka prétendait fallacieusement que le mouvement était dominé par des éléments paysans (puisque le noyau dur du prolétariat se situait exclusivement à Petrograd à ce moment). Le facteur décisif dans l'arrêt des grèves fut l'arrivée de nouveaux ravitaillements de pain puisque c'était l'annonce de nouvelles baisses dans ces rations qui avait été l'élément déclencheur en premier lieu.

(16) Voir P. Binns, T. Cliff, et C. Harman, *Russia: From Workers' State to State Capitalism*, Bookmarks, 1987, p. 20. Ils ne font rien de plus que reprendre les fausses accusations de Trotski dans son article de 1938, *Beaucoup de bruit autour de Cronstadt*.

(17) Voir *Cronstadt 1921, Analisi senza complessi di un sollevamento popolare nella Russia di Lenin*, Prometeo, IVE Série, numéro 5, juin 1982.

La révolte de Cronstadt, qui éclata dans la base navale, était une réponse directe aux grèves de Petrograd et à la répression qui suivit. Le 28 février, une délégation de Petrograd fit un rapport de la situation et le programme des marins du navire Petropavlovsk fut adopté. Il exigeait de nouvelles élections aux soviets et la liberté pour tous les socialistes et anarchistes. On peut observer que le programme ne mentionnait aucunement la liberté pour la bourgeoisie, et les marins rejetèrent aussi sans réserve la proposition réactionnaire de reconvoquer l'Assemblée Constituante. Sur le plan économique, le programme revendiquait des rations plus équitables, une production artisanale limitée, et la possibilité pour les paysans de produire librement du moment qu'ils ne recouraient pas au travail salarié. C'était, en fait, beaucoup moins « capitaliste » que la Nouvelle Politique Économique (NEP) de Lénine, qu'il avait déjà commencé à suggérer avant même que la révolte n'éclate.

Kalinine, qui devint plus tard le président stalinien de l'URSS, fut envoyé à Cronstadt où il s'en tint à dénoncer les marins (qui n'étaient pas encore ouvertement en révolte). La riposte fut la production du journal les *Izvestia de Cronstadt* (Les Nouvelles de Cronstadt) qui déclara : « *Le Parti Communiste, maître de l'État, s'est détaché des masses. Il s'est démontré incapable de tirer le pays du chaos. Les incidents innombrables qui ont eu lieu à Petrograd et Moscou mettent en lumière le fait que le parti a perdu la confiance des masses* ». ⁽¹⁸⁾

La réponse du gouvernement bolchevik fut d'annoncer qu'il s'agissait d'un « *complot des Gardes Blancs* » dirigé par un ex-général tsariste nommé Koslovski. Le fait qu'à Paris des journaux émigrés avaient mentionné des troubles à Cronstadt fut utilisé afin de fournir les preuves nécessaires, malgré le rejet notoire de la contre-révolution à Cronstadt. Fondamentalement, les bolcheviks percevaient la contre-révolution comme ne pouvant provenir que de l'étranger, et donc, les habitants de Cronstadt ne pouvaient objectivement que servir cette contre-révolution. Il y eut d'importantes considérations stratégiques qui accentuèrent la panique au sein des cercles gouvernementaux. Aussi longtemps que la mer autour de Cronstadt était gelée, la possibilité d'atteindre l'île restait présente, mais dès que le printemps ferait fondre la glace, celle-ci serait hors d'atteinte et pourrait potentiellement devenir une base d'où une force capitaliste étrangère serait en mesure d'opérer. C'est pourquoi il n'y a pas eu de longues négociations. Trotski envoya à Cronstadt un ultimatum (qui incidemment n'incluait pas cette phrase lancée aux marins qu'ils seraient « *abattus comme des perdrix* »... elle parue plutôt dans un tract envoyé par le Comité de Défense de Petrograd dirigé par Zinoviev). Cet ultimatum fut rejeté le 7 mars 1921,

(18) Voir Ida Mett, *La commune de Cronstadt*.

lorsque les *Izvestia* de Cronstadt dénoncèrent Trotski en tant que « *dictateur de la Russie soviétique* ». La première attaque eut lieu le lendemain, mais elle échoua et 500 soldats gouvernementaux furent tués.

Une pause s'ensuivit parce que le même jour débutait le Dixième Congrès du Parti Communiste Russe (bolchevik). Si une nouvelle preuve devait être fournie pour nous convaincre que 1921 fut un tournant décisif en ce qui a trait au destin de la révolution soviétique, alors cette preuve fut dûment fournie par le Dixième Congrès. Trois questions fondamentales étaient à l'ordre du jour de cette conférence : la première était le rôle des syndicats dans le système soviétique; la seconde était la politique à adopter envers la paysannerie en considérant le fait que le système d'urgence mis en place lors de la période de guerre civile avait réduit de moitié la production agricole comparée à 1913; et enfin, la troisième était l'abolition des tendances à l'intérieur du parti.

La question des syndicats fut dominée par le débat avec l'Opposition Ouvrière dirigée par Alexandra Kollontaï et Alexander Chliapnikov. L'Opposition Ouvrière souhaitait que les syndicats prennent la direction de la production, mais n'ayant le soutien que d'une cinquantaine de délégués, la résolution finale sur « *Le rôle et les tâches des syndicats* » rejeta cette thèse. Il fut plutôt décidé que les syndicats soient des « *écoles du communisme* », et ainsi ne pouvaient donc pas faire partie de l'appareil d'État. En conséquence, on s'accorda aussi pour faire des syndicats « *les seuls secteurs... où la sélection des dirigeants devrait être faite par les masses organisées elles-mêmes* ». C'est une preuve en soi de l'ampleur du déclin que prenait le pouvoir soviétique puisque cela impliquait qu'il ne puisse y avoir aucun retour à la démocratie soviétique.

Le 15 mars, le Congrès reconnut aussi la nécessité de la NEP pour que les réquisitions de produits céréaliers soient remplacées par un impôt en nature. Concrètement, cette concession faite aux paysans allait bien plus loin que ce que demandait Cronstadt. Beaucoup de bolcheviks s'y opposèrent, y compris Ossinski du groupe Centraliste Démocratique. Riazanov qualifia cette mesure de « *Brest-Litovsk paysan* », en signifiant par là qu'elle était une autre concession à un ennemi de classe. La réplique de Lénine fut que « *seul un accord avec la paysannerie peut sauver la révolution* ».

De fait, la NEP laissait présager une attaque de grande envergure contre la classe ouvrière car elle entraînait la privatisation des petites entreprises. Sans le soutien de l'État, elles licencièrent des ouvriers et cela mena rapidement à une augmentation du chômage et à une chute des salaires. Le Parti bolchevik était maintenant à la fois le parti dirigeant un État qui tentait de

s'accrocher en attendant la révolution mondiale, et à la fois un promoteur de la contre-révolution paysanne. Mais, tant que le Parti restait fidèle à ses traditions de discussion ouverte, les révolutionnaires pouvaient conserver quelques espoirs en l'avenir. Par contre, la résolution finale du Dixième Congrès du Parti appelait à l'interdiction des tendances (l'Opposition Ouvrière et les Centralistes Démocratiques étaient nommément mentionnés dans la résolution). Même si ceci n'eut peut-être pas l'effet escompté (des fractions continuèrent à réapparaître jusqu'en 1927), cela obligea les bolcheviks à défendre le Parti avec plus de force que jamais. À vrai dire, Lénine semble avoir réagi de façon excessive face à la menace que représentaient les diverses tendances face au débat sur les syndicats. Il pensait, à tort, que l'Opposition Ouvrière soutenait l'idée des syndicats contre celle du parti. L'étendue de son erreur fut démontrée par le fait que, à l'heure où les bolcheviks de Cronstadt défendaient la base navale, le reste du parti s'était rallié pour la supprimer. Cela inclut les oppositions participant à un contingent de quelques 300 délégués du parti qui prirent part à l'assaut final sur Cronstadt, le 18 mars. Ironie de l'histoire, l'écrasement de la Commune de Cronstadt eut lieu exactement cinquante ans après la proclamation de la Commune de Paris. Serge trouva plutôt de mauvais goût les commémorations de la Commune de Paris puisque 10 000 soldats gouvernementaux avaient perdu la vie sur la glace tandis que 1500 insurgés avaient été tués, et 2500 autres capturés. Certains d'entre eux furent fusillés par la Tcheka. Serge appuya cependant l'attaque. Son évaluation affligée de la situation est aussi bonne que n'importe lequel de ses contemporains : *« Avec bien des hésitations et une angoisse inexprimable, mes amis communistes et moi, nous nous prononçons finalement pour le parti. Voici pourquoi. Cronstadt avait raison. Cronstadt commençait une nouvelle révolution libératrice, celle de la démocratie populaire. "La troisième révolution !", disaient certains anarchistes bourrés d'illusions enfantines. Or, le pays était complètement épuisé, la production presque arrêtée, il n'y avait plus de réserve d'aucune sorte, plus même de réserve nerveuse dans l'âme des masses. L'élite du prolétariat, formée par les luttes de l'ancien régime, était littéralement décimée. Le parti, grossi par l'afflux des ralliés au pouvoir, inspirait peu de confiance. Des autres partis ne subsistaient que des cadres infimes, d'une capacité plus que douteuse. (...) Si la dictature bolchevik tombait, c'était à brève échéance le chaos, et à travers le chaos la poussée paysanne, le massacre des communistes, le retour des émigrés et finalement une autre dictature, cette fois, anti-prolétarienne par la force des choses. »* ⁽¹⁹⁾

C'est à peu de chose près la même évaluation faite par les leaders bolcheviques plus tard, même s'ils

(19) Victor Serge, op. cit., p. 606.

répétèrent le mensonge de la Tcheka qui faisait de Cronstadt *« un complot des Gardes Blancs »*. Boukharine admit que ce n'était pas le cas, mais qu'ils avaient dû étouffer la révolte de *« nos frères prolétaires dans l'erreur »*. Plus tard, Lénine déclara avec plus d'acuité que les habitants de Cronstadt ne voulaient ni du gouvernement des Blancs, ni des Bolcheviks, mais qu' *« il n'y en avait pas d'autre »*. Ce qui fut internationalement accepté à l'époque. Même le KAPD qui était déjà en train de passer à l'opposition à la Troisième Internationale accepta en 1921 que la répression de Cronstadt ait été nécessaire. Cependant, une chose est de dire qu'à ce moment tous les internationalistes soutenaient l'écrasement de Cronstadt, autre chose de ne pas savoir tirer les leçons de ces événements. Alors que Trotski pouvait toujours écrire dans sa biographie de Staline en août 1940 que la suppression de Cronstadt avait été une *« tragique nécessité »*; nous pouvons aujourd'hui prendre plus de recul afin de saisir ces leçons historiques. Ainsi, on ne peut isoler Cronstadt de son contexte. De fait, quel que fût le gagnant dans cette histoire : la contre-révolution en sortait victorieuse. Quoiqu'il en soit, alors que la défaite de Cronstadt s'avérait une défaite du pouvoir soviétique en Russie, la perspective pour la révolution internationale restait ouverte, et c'était le facteur décisif dans l'opinion des révolutionnaires de l'époque.

Le vrai problème résidait dans le fait que le Parti était devenu l'État. La leçon qu'on doit en tirer est que le Parti doit être le parti du prolétariat international, quoi que fassent ses membres dans les soviets d'un territoire en particulier. Dans le futur, il pourrait y avoir à nouveau des occasions où les membres du parti doivent se confronter à une situation révolutionnaire, à cause de privations matérielles comme celles subies en 1921, mais le parti du futur — en tant qu'organisation — sera international. Et cela ne veut pas simplement dire en esprit. Il ne sera pas physiquement lié à une entité territoriale. Si le pouvoir soviétique est ce qu'il prétend être, alors les soviets de chaque territoire peuvent voter et destituer des délégués du parti, mais le parti lui-même prend parti uniquement pour le programme de la révolution prolétarienne internationale. Il n'est pas l'État, ni le gouvernement, même pas le semi État ouvrier temporaire de la transition du capitalisme vers le communisme. Pour les révolutionnaires d'alors, le jeune État ouvrier avait survécu à un moment critique. Pour nous, après coup, nous savons que quoiqu'il ait pu se passer à Cronstadt, la contre-révolution était déjà en marche. Nous en subissons encore les conséquences aujourd'hui. (...)

La révolution est l'affaire des masses

Pour conclure, l'année 1921 n'est pas simplement une succession de défaites isolées, mais elle

représente la véritable fin de la vague révolutionnaire, et l'irrévocable commencement du renversement de ce processus qui avait mis la révolution prolétarienne mondiale à l'ordre du jour de l'histoire. Pour les révolutionnaires de l'époque, il était évident qu'une retraite massive à l'échelle internationale avait lieu. Les bolcheviks étaient convaincus qu'ils devaient maintenir le bastion prolétarien originel jusqu'à ce que la révolution mondiale survienne. Mais la faiblesse du prolétariat russe fit en sorte que le Parti bolchevik se transforma progressivement non seulement en dirigeant de l'État, mais en l'État lui-même. Et cet État devenait de plus en plus l'État du capitalisme soviétique émergeant en train de se constituer contre la classe ouvrière. C'est ainsi qu'on a assisté à l'une des contre-révolutions la plus déroutante de l'histoire, dans laquelle le parti —qui avait été la plus grande expression de la conscience de classe prolétarienne en 1917— fut transformé par des circonstances historiques en agent de la défaite prolétarienne qui laissait le prolétariat russe isolé dans sa guerre contre l'impérialisme. Tout cela ne passa inaperçu ni pour les oppositions à l'intérieur du Parti bolchevik, ni même pour Lénine. Au Onzième Congrès du Parti communiste russe, en mars 1922, il déclara aux délégués : « (...) *et si nous considérons cette énorme machine bureaucratique, cet appareil gigantesque, nous devons nous demander : qui dirige qui ? Je doute sérieusement qu'il puisse être vraiment dit que ce soit les communistes qui dirigent cet appareil. À vrai dire, ils ne dirigent pas, ils sont dirigés* ». ⁽²⁰⁾

Cependant, c'est uniquement avec un large recul que l'on a pu constater que 1921 fut l'année au cours de laquelle la révolution fut perdue, et ce fait doit être pris en compte dans notre bilan de l'expérience russe. Ce que nous retenons de cette expérience n'est pas la conclusion conseilliste que tous les partis sont bourgeois (comme l'a soutenu Otto Rühle avant de s'enfuir travailler pour le gouvernement mexicain du Parti révolutionnaire institutionnel !). Puisque la classe ouvrière n'a pas de propriété à défendre, sa conscience (incarnée dans son programme) ne peut que prendre la forme d'un corps collectif. Et parce que certains prolétaires, en fonction de leur expérience, en viennent aux idées révolutionnaires avant la majorité des autres, ils doivent prendre l'initiative en s'organisant eux-mêmes. Ceci implique un corps politique qui ne soit pas basé sur le compromis avec la classe capitaliste, mais qui en est l'adversaire constant. Cela ne peut vouloir dire pour nous qu'un parti révolutionnaire. Ce que 1921 et le déclin de la révolution nous enseignent cependant c'est la nécessité que ce parti soit international et centralisé avant l'explosion révolutionnaire. Ce même parti doit demeurer organiquement à l'extérieur de toute fonction gouvernementale ou étatique peu importe les responsabilités de ses

membres locaux. Au niveau local, le pouvoir doit être exercé par les soviets des ouvriers armés. Ce sont les uniques organes d'État valables jusqu'à ce que la bourgeoisie soit supprimée de la surface de la Terre. Le Parti est une avant-garde politique qui défend le programme du communisme, plutôt qu'un territoire quelconque se déclarant sur la voie du communisme. Certains pourraient objecter que tout cela est aussi utopique qu'idéaliste, mais nous devons nous souvenir qu'au Dixième Congrès du Parti, en 1921 : « *Pendant un bref instant, Lénine caressa l'idée d'opérer une séparation entre le parti et l'État. Il recommanda brièvement une nette démarcation et spécification entre les sphères respectives de chacun, et proposa que les organes de l'État puissent avoir une plus grande autonomie et une plus grande liberté face aux interférences du Parti* ». ⁽²¹⁾

Harding écrira plus tard que Lénine reconnut « *presque instantanément* » que sa proposition ne fonctionnerait pas. Mais c'est parce que la situation de 1921 rendait impossible la réécriture du passé. Les bolcheviks ne pouvaient plus renoncer au pouvoir d'État parce que les soviets étaient maintenant des coquilles vides. Si cette proposition avait été adoptée en novembre 1917, et si les soviets avaient conservé une vie politique, tout cela aurait pu être possible. En 1921, les bolcheviks furent réduits à une position volontariste pour maintenir leur pouvoir d'État dans l'espoir que « *quelque chose allait se produire* » sous la forme d'une révolution mondiale.

Tout ceci est simplement utopique si la classe ouvrière ne se met pas en branle de façon massive et ne donne pas vie au parti international et aux conseils ouvriers. Finalement, la seule garantie de victoire est une extension relativement rapide de la révolution, au moins jusqu'aux principaux pays impérialistes parce que tant que ceux-ci ne seront pas paralysés, ils auront la capacité de détruire toute initiative révolutionnaire. En imposant une guerre civile internationale à une république soviétique déjà épuisée, ces pays furent en mesure de la détruire matériellement. Pendant que les bolcheviks gagnaient militairement sur le territoire russe, la défaite de la révolution mondiale signifia partout ailleurs que le conflit de classe était politiquement condamné. L'adoption de la NEP et du Front Uni en 1921 fut l'épithète de cette défaite politique. La classe ouvrière en subit encore les conséquences.

Tendance communiste internationale

Sur le web : <http://www.leftcom.org>

Principales adresses postales :

- Ist. Prometeo, Via Calvaire, 1. 20136 Milano (Italie)
- CWO, BM CWO. London, WC1N 3XX, GB

(20) Lénine, *Collected Works*, Vol. 33.

(21) N. Harding, *Lenin's Political Thought*, Macmillan, 1977, p. 296.

Depuis longtemps la Russie, comme tous les régimes, est un capitalisme d'État

I. Retour sur des définitions du mouvement ouvrier et la notion de capitalisme d'État

Le Capital Financier paraît en 1910. Hilferding est alors militant au SPD allemand. Les avancées dans le domaine de l'économie depuis l'époque de Marx comprenaient celui des sociétés par actions, des trusts et des monopoles : Hilferding montre comment le développement de la Bourse, en rendant disponible de manière très fluide le capital des entreprises productives et en permettant plus facilement la prise de contrôle des petits capitaux par les gros, mène à une concentration toujours plus grande du capital, ainsi qu'à la fusion progressive de l'industrie avec le secteur bancaire d'une part, et du capital avec l'État d'autre part.

Mais le développement de la bourse et des trusts n'était pas le seul phénomène d'importance mondiale auquel les marxistes contemporains d'Hilferding furent confrontés. Depuis la fin du dix-neuvième siècle, le développement du capitalisme signifiait de manière bien plus aiguë qu'auparavant la prise de contrôle par les capitalistes des pays les plus développés des ressources naturelles, des industries et des réseaux commerciaux des pays moins développés, la lutte entre capitaux rivaux prenant souvent une forme militaire.

La concentration industrielle et la prise en main par l'État de certains secteurs industriels sont ainsi inséparables de l'impérialisme. Cette forme de développement du capitalisme devait fatalement amener à la guerre impérialiste pour faire face au besoin du capitalisme de conquête de ressources nouvelles et de nouveaux marchés de par le monde.

En 1915, s'appuyant notamment sur les travaux d'Hilferding, Boukharine rédige *Impérialisme et économie mondiale*, et en 1916, Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.⁽¹⁾ Ils analysent l'impérialisme comme étant la forme contemporaine du capitalisme, menant inévitablement à des guerres, au renforcement de l'État et à la militarisation de la société (ce qui signifie recul par rapport aux conquêtes démocratiques du 19ème siècle). Ce fut effectivement la politique de l'impérialisme. La gauche marxiste avec Rosa Luxemburg, Lénine, Pannekoek, Gorter etc ... l'avait compris et développé dès le début du dernier siècle. Ce fut le grand débat d'avant la

(1) Lénine reprend les idées de Boukharine sur l'impérialisme mais pas sur la nouvelle tendance et évolution du capitalisme vers le capitalisme d'État.

première guerre impérialiste ; ainsi au congrès de Stuttgart de 1907, Lénine Martov et Rosa Luxemburg soutinrent un amendement célèbre sur la conduite de la social-démocratie en cas de guerre, prônant la transformation de la guerre en révolution ouvrière. L'évolution du capitalisme d'abord vers le capitalisme financier puis vers l'impérialisme ne devrait pas prendre les marxistes au dépourvu.

« *La transformation en propriété d'État ne supprime pas la qualité de capital des forces productives [...] et l'État n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, qu'elle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste [...] ; plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite les citoyens* ». ⁽²⁾

On constate donc que, suite à son évolution, le capitalisme en s'orientant au cours de son développement vers le capital financier, ne change pas foncièrement de nature. Car le capital financier comme le capital commercial, ne sont en définitive que des formes du capital industriel, ou du capital tout court, formes qui correspondent aux différentes phases du processus de reproduction du capital ⁽³⁾. Hilferding cite à ce propos Marx : « *Une partie du capital industriel et aussi du capital de circulation des marchandises a non seulement en permanence la forme d'argent, de capital-argent en général, mais de capital-argent engagé dans ces fonctions techniques. Une certaine partie du capital global se sépare et devient autonome sous forme de capital-argent, dont la fonction consiste exclusivement à effectuer ces opérations pour toute la classe des capitalistes industriels et commerciaux. Comme pour le capital de circulation des marchandises, une partie du capital industriel existant dans le processus de circulation sous forme de capital-argent se sépare et effectue ces opérations du processus de reproduction pour tout le reste du capital. Les mouvements de ce capital-argent ne sont par conséquent de nouveau que des mouvements d'une partie devenue autonome du*

(2) F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, 1973, p 315

(3) En 1914 le capitalisme subit une nouvelle évolution puisqu'au cours de la guerre la part de l'État dans les économies augmente fortement. Avant la guerre la part de l'État dans le PNB était de 10% du PNB, pendant la guerre on peut alors parler de capitalisme d'État. La part de l'État ne fera qu'augmenter notamment en 1929 puis pendant le deuxième conflit mondial.

capital industriel engagé dans son processus de reproduction »⁽⁴⁾.

En conclusion, au cours de tout le XXe siècle s'est effectué ainsi ce que Hilferding prévoyait déjà au début de ce siècle. C'est-à-dire d'abord le développement de concentrations géantes de capitaux – trusts, monopoles et cartels – pour que, ce qui n'était alors que tendances naissantes, apparaisse en pleine lumière pour aboutir à une nouvelle époque, où capitaux privés et capitaux d'États se rapprochent de plus en plus, voire fusionnent. C'est toute l'histoire politique et économique de la première moitié du XXe siècle.

« Le capital financier signifie en fait l'unification du capital. Les secteurs, autrefois distincts, du capital industriel, commercial et bancaire, sont désormais sous le contrôle de la haute finance, où les magnats de l'industrie et des banques sont étroitement associés. Association elle-même fondée sur la suppression de la libre concurrence des capitalistes entre eux par les grandes unions à caractère de monopole, qui a naturellement pour conséquence de changer les rapports de la classe capitaliste avec le pouvoir d'Etat »⁽⁵⁾.

Et c'est cette concentration au niveau de chaque État impérialiste qui exacerbe la concurrence entre tous les États et le développement de tensions guerrières. Hilferding avait même déjà envisagé le renforcement totalitaire des États ce que seront notamment le fascisme, l'hitlérisme et le stalinisme ou le maoïsme sous la forme la plus extrême. *« Comme la soumission de nations étrangères se fait par la force, c'est-à-dire par un moyen très naturel, la nation dominante semble devoir sa domination à ses qualités naturelles particulières, par conséquent à ses qualités de race. L'idéologie raciste est ainsi une justification sous déguisement scientifique des ambitions du capital financier, qui s'efforce de prouver par là le caractère scientifique et la nécessité de son action. A l'idéal d'égalité démocratique s'est substitué un idéal oligarchique de domination »*⁽⁶⁾.

Evidemment ce travail cherche à mettre en évidence les grandes tendances. Il faudrait ensuite affiner le raisonnement. Bien sûr, il ne faut pas voir cette évolution du capitalisme vers le capitalisme d'État comme achevée partout dans tous les États et surtout comme ne pouvant connaître des mouvements de retour. La tendance mondiale au capitalisme d'État n'est pas aujourd'hui achevée. Le sera-t-elle un jour ? Le capitalisme a subi notamment une phase de retour vers une plus

grande liberté des marchés dans les années 1980-2000.

L'on a mis en évidence comment les théoriciens du mouvement ouvrier ont étudié cette nouvelle tendance au capitalisme mondial. Cette analyse sera soit reprise soit critiquée par tous les courants marxistes du début du XXe siècle et notamment pas Lénine⁽⁷⁾ et Boukharine⁽⁸⁾. Enfin, elle est clairement défendue et assumée par Lénine comme moyen d'arriver au communisme. Il estime que la Russie ne peut faire l'économie de cette phase supérieure du capitalisme. Ensuite seulement, elle pourra dépasser le capitalisme d'État. En cela Lénine s'oppose à la fraction communiste de gauche début 1918⁽⁹⁾ : *« Si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'État, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. [...] Quand la classe ouvrière aura appris [...] à organiser la grande production à l'échelle de l'État, sur les bases du capitalisme d'État, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en mains et la consolidation du socialisme sera assurée. [...] Le capitalisme d'État est, au point de vue économique, infiniment supérieur à notre économie actuelle. [...] Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne, sans une organisation d'État méthodique qui ordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre au moins cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux. [...] notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie [...] le pouvoir soviétique confie la "direction" aux capitalistes non pas en tant que capitalistes, mais en tant que spécialistes techniciens ou organisateurs, moyennant des salaires élevés. [...] il est plutôt étrange d'entendre de pareils propos de la part d'un marxiste qui devrait savoir qu'il est impossible de réaliser le socialisme sans utiliser les conquêtes de la technique et de la culture obtenues par le grand*

(7) Cf son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Rédigé en 1916 après celui de Boukharine.

(8) Cf. *Impérialisme et Economie Mondiale* rédigé en 1915.

(9) Cf. Les 4 n° de la revue *Kommunist* et notamment les articles d'Ossinski sur le capitalisme d'État dans les numéros 1 et 2 de la revue. *« Le socialisme et l'organisation socialiste doivent être construits par le prolétariat lui-même, ou alors il n'y aura aucune édification ; une toute autre chose surgira : le capitalisme d'État »*. Nicolas Ossinski in revue *Kommunist*, 20 avril 1918

(4) Rudolf Hilferding, *Le capital financier*, § X. La citation de Marx provient du tome III du Capital, § XIX.

(5) Rudolf Hilferding, *Le capital financier*, chapitre XXI.

(6) Ibidem.

capitalisme. Il ne reste plus là le moindre soupçon de marxisme »⁽¹⁰⁾.

La situation politique n'a pas évolué pour l'URSS. Le capitalisme d'État y était bien vivant. Contrairement à ce que la plupart des théoriciens de la bourgeoisie tentent de nous faire croire, le régime politique et économique de l'URSS lors de son effondrement était encore et toujours capitaliste d'État.

II. La tendance mondiale au capitalisme d'État

Du fait de la vague libérale⁽¹¹⁾ qui naît au début des années 1980, dans le monde anglo-saxon, le capitalisme d'État est resté bien debout depuis lors. En 1979, Margaret Thatcher conquiert le pouvoir au Royaume-Uni. En quelques années, elle « remet sur pied » ce grand pays épuisé, en ouvrant les frontières, en taillant dans les dépenses publiques, en baissant les impôts et en cassant les syndicats. Quinze mois plus tard, l'Amérique élit à la présidence un vieil acteur au rencard reconverti dans la politique, Ronald Reagan. Ce républicain fera lui aussi merveille, en rétablissant une Amérique qui avait été considérablement affaiblie. Il réussira avec les mêmes recettes que son homologue britannique : moins d'impôts, moins de règles, moins d'État. Il est évident que cette réussite ne fut que momentanée car ces politiques ont reporté la crise économique comme nous le voyons aujourd'hui.

En fait, il s'agit de plus de liberté pour une plus grande exploitation et plus de bénéfices pour les multinationales et plus de règles et de répression pour les plus déshérités et les couches paupérisées de la population de la planète. Libéralisme pour les grands trusts, capitalisme autoritaire pour les classes laborieuses. Les constantes sont :

1. Tendance au totalitarisme dans les États les plus faibles notamment dans l'ex-tiers-monde, au keynésianisme dans les États plus solides économiquement et politiquement, etc., après un abandon de toutes une série de mesures keynésiennes dans tous les pays y compris dans l'ex-tiers-monde, notamment sur le plan social. Tous les États les plus faibles au niveau impérialiste comme l'étaient l'Allemagne ou l'Italie durant l'entre-deux guerres mondiales qui ne possédaient pas beaucoup de colonies ainsi que les nouveaux États qui ont acquis l'indépendance après 1945 qui ne connaissent pas l'existence d'une bourgeoisie développée du style

(10) Lénine, dans *Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises*, le 5 mai 1918.

(11) Il ne faut surtout pas penser qu'il n'y ait pas eu des changements et des conséquences dans le capitalisme ni que ces nouvelles politiques libérales n'étaient que du vent. Il y a eu des conséquences lourdes pour le capitalisme qui a retrouvé pour un temps la capacité d'accumuler du capital en tentant de casser l'État providence.

classique comme dans les pays capitalistes développés ont connu des régimes capitaliste d'État et autoritaires. Cela se caractérisait par une économie étatisée et centralisée, un syndicat unique fortement relié à l'État et un parti unique dont le modèle était celui de l'URSS. Paul Mattick le décrit très bien dans *Le capitalisme monopoliste d'État*⁽¹²⁾ :

« D'ailleurs, poussés par la recherche du profit, les monopoles eux aussi n'organisent que leur propre activité. Et s'ils étaient tous amenés sous le contrôle centralisé de l'État, celui-ci ne pourrait que reproduire le nouveau rapport capitaliste qui aurait été créé entre lui-même et les producteurs — à moins que ceux-ci n'abolissent l'État. Ceci ne nécessite pas de démonstration théorique supplémentaire, les États dits « socialistes » ayant depuis longtemps fait la preuve pratique qu'en l'occurrence le concept de socialisme recouvre la réalité du capitalisme d'État. En fait, le capitalisme d'État peut, serait-ce au moyen d'une révolution, se développer à partir du capital monopoliste et, pour ainsi dire, porter la monopolisation à sa conclusion logique. Or, le monopole total des moyens de production n'élimine pas pour autant le rapport capitaliste ; il ne fait que le libérer de la concurrence du marché, sans abolir par-là la concurrence elle-même. En dehors du fait que la concurrence continue en tout cas au niveau international, à l'intérieur de chaque pays capitaliste d'État elle ne fait que passer d'un mode d'expression économique à un mode politique. Certes, le capitalisme d'État s'est trouvé jusqu'à présent restreint aux pays de capitalisme sous-développé, ou encore aux pays auxquels il a été imposé par des moyens impérialistes, comme en Europe de l'Est. Les pays correspondant au critère léniniste de capital monopoliste sont restés à ce stade, bien que le rôle de l'État y ait augmenté. Les territoires sous-développés du point de vue capitaliste n'ont aucune possibilité de se développer par le biais de la concurrence à l'intérieur d'un marché mondial contrôlé par les monopoles. Ces pays, qui ressemblent plus ou moins à la Russie pré révolutionnaire, c'est-à-dire qu'ils comptent une bourgeoisie faible, une minorité de prolétaires, et une majorité écrasante de paysans, ne peuvent contrebalancer les avantages acquis par les États monopolistes que par un contrôle monopoliste encore plus rigoureux de la vie économique. Le capitalisme monopoliste a engendré le capitalisme d'État, non pas à l'intérieur de l'économie monopolisée, mais dans la lutte contre elle. L'exemple de la Russie a démontré qu'une économie dirigée par l'État est effectivement capable, au moins pour de grands pays, d'accélérer le processus d'industrialisation, bien qu'aux frais de la population travailleuse et au profit de la nouvelle classe dominante, issue du capitalisme d'État. Puisant son inspiration dans le rôle considérable joué par l'État dans le cadre des économies de guerre de 1914-1918, Lénine considérait le capitalisme monopoliste, qui lie l'État au sort des entreprises impérialistes dans

(12) *Spartacus* n°3 (juillet-août 1976)

lesquelles il est contraint de se lancer, comme identique au "capitalisme monopoliste d'Etat", par la prise en charge par l'Etat des intérêts des monopoles. Soustraire l'Etat à l'emprise de ces derniers et le consacrer exclusivement au service du peuple, telle devrait être — à ses yeux — la prochaine étape en direction du socialisme. Il fallait donc faire voler en éclats l'Etat des monopoles pour laisser le champ libre au nouvel Etat, seul apte à réaliser effectivement l'abolition de l'exploitation. Le capitalisme d'Etat céderait ainsi la place à l'Etat socialiste, sans que disparaisse pour autant le contrôle centralisé de l'économie globale.»

2. Le libéralisme ou le néo libéralisme d'avant la dernière crise économique du capitalisme (que nous n'appelons pas crise financière, bien sûr) en 2007-2008 était une politique indispensable, ayant un but très précis et qui a été menée d'une façon implacable **par l'Etat** (c'est en ce sens que cela reste du capitalisme d'Etat, en fait il faut **l'appeler le néo-libéralisme d'Etat**) pour permettre au capitalisme de retrouver un taux de profit plus élevé. Il s'agissait de donner un peu de liberté aux mécanismes économiques asphyxiés par trop d'Etat en réorganisant des mécanismes vieillots qui n'étaient plus en adéquations avec les nouvelles évolutions techniques et technologiques. Ces premières politiques furent relayées ensuite dans la phase dite de « mondialisation » par de nouvelles politiques d'Etat pour permettre aux grands groupes internationaux de « s'externaliser » pour produire à moindre coût dans les pays arriérés en exploitant d'avantage les travailleurs sans tradition de lutte.

3. Retour de l'étatisme après la crise économique ? Il suffirait de regarder toutes les sommes engagées par les Etats pour sauver les banques de la faillite pour croire que le capitalisme a à nouveau changé. Uniquement le 19 septembre 2008, la Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre, la Réserve Fédérale (Fed) et la Banque du Japon ont, à elles quatre, mis en deux jours 144 milliards de dollars de liquidités à la disposition des banques. Puis, la Fed a fait un geste supplémentaire en apportant 180 milliards de dollars de liquidités aux marchés financiers internationaux, dans le cadre d'une action concertée des banques centrales mondiales. A cela s'ajoute le prêt des Etats-Unis de 85 milliards de dollars accordé au groupe d'assurances AIG, en échange de près de 80% de son capital. En revanche certaines nationalisations, comme la nationalisation d'AIG, ont suscité de nombreuses critiques dans le pays de la libre entreprise. Mais des nationalisations ont bel et bien eu lieu dans certains pays comme en Angleterre et aux USA qui étaient auparavant les « vaillants » défenseurs du libéralisme et du non-interventionnisme des Etats. Les banques anglaises ont été en partie nationalisées. Enfin tous les pays ont établi des plans de relance de l'économie. Et par exemple, aux USA, Obama a fait voter au congrès un

plan de 825 milliards de \$, sur deux ans, pour la relance de l'économie américaine. L'on se souvient encore des critiques faites au plan nationaux par les libéraux contre les keynésiens au cours des années 1980-90 qualifiés de « socialistes » ou « staliniens ».

Comme les lecteurs l'auront compris, il n'y a jamais eu un « retour au libéralisme » donc il n'y a pas non plus de « retour vers l'étatisme », mais seulement une adaptation de ces formes sociales pour aboutir à la nouvelle situation. Il n'y a, à nouveau et uniquement, que des repositionnements entre les différentes fractions du capital afin de tenter de sauver une économie en crise. En fait le capitalisme d'Etat est une « béquille » permettant au capitalisme en crise de se sauver et de perdurer. Déjà après la première grande crise économique du capitalisme celle de 1929, le New deal avait permis de faire redémarrer la machine économique. De même, le keynésianisme d'après la deuxième guerre a permis de relancer l'économie exsangue après la guerre. Deux lois peuvent être mises en évidence :

- On avait mis en évidence une première règle : plus un Etat est faible et arriéré économiquement et politiquement, plus il a besoin de capitalisme d'Etat.

- On peut maintenant affirmer, depuis la dernière crise économique, que plus la crise frappe l'économie, plus elle a besoin de capitalisme d'Etat.

III. Le devenir de la Russie

La Russie a beaucoup évolué, le régime stalinien du passé est mort. Nous nous trouvons devant un Etat du même type que les autres Etats libéraux. Mais que constatons-nous comme grandes tendances à son sujet ? Ici encore nous ne faisons que tracer de grandes lignes qui ouvrent une réflexion qui mériterait un réel travail sur son évolution et devenir au niveau politique et économique. En tant que pays plus faible et arriéré du point de vue du capitalisme international, il ne peut y avoir qu'un retour aux anciennes tendances précédemment décrites avant la « reprivatisation » de l'économie qui a suivi l'effondrement du stalinisme :

- continuation de la tendance au capitalisme d'Etat et non pas libéralisme au niveau économique. On pourrait trouver à l'Etat russe une nouvelle formule qui serait : **libéralo-capitalisme d'Etat**. De plus en plus les oligarques rentrent dans le rang et l'économie se re-centralise très rapidement ;

- le régime autoritaire voire totalitaire ne peut que se renforcer du fait du manque d'une classe moyenne autonome et de la tendance à la centralisation du pouvoir. Le régime ne rencontre face à lui aucun contrepoids social puissant et efficace que ce soit de la part des syndicats, des partis politiques, des médias ou des associations quelconques, pour lui imposer une certaine retenue.

Michel Olivier 09/09/2010

Éléments de genèse du régime post-soviétique

Le 9 novembre 1989, la bourgeoisie mondiale enregistrerait avec une immense allégresse la première brèche dans le Mur de Berlin et l'annonce d'élections libres en Allemagne de l'Est (R.D.A). Pratiquement deux ans plus tard, en décembre 1991, elle jubilait face à l'implosion de l'empire soviétique et donc à la disparition de l'URSS. Voici ce qu'écrivit à ce propos Stéphane Courtois, idéologue anti-communiste, dans un livre de 2007 : « *Dans toute l'Union, des manifestations d'hostilité au PCUS se multiplient et le 23 août, Eltsine suspend les activités de celui-ci sur le territoire russe. Le 25, sur recommandation de Gorbatchev, le Comité central du PCUS prononce son auto-dissolution, suivi le 29 par le Soviet suprême. Le pouvoir central vient de s'effondrer et neuf républiques proclament immédiatement leur indépendance : l'Estonie et la Lettonie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Le 11 octobre, le KGB est dissous et le 8 décembre, Eltsine rencontre à Minsk les présidents de l'Ukraine et de la Biélorussie avec qui il signe un accord créant la Communauté des États indépendants à laquelle adhèrent les ex-républiques soviétiques - à l'exception des trois républiques baltes et de la Géorgie. Le 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev annonce sa démission de la présidence d'une URSS défunte. Il met ainsi fin à près de trois-quarts de siècle de domination d'un communisme totalitaire, provoque l'effondrement du système communiste mondial et ouvre l'ère du post-communisme* »⁽¹⁾. A part la résistance du Parti-État de l'empire chinois et de quelques résidus « communistes » (Vietnam, Corée du Nord, Cuba), ce fut la victoire de la tendance libérale du capitalisme par rapport aux régimes étatiques.

Le traité de Yalta et la division du monde en deux blocs antagonistes depuis 1945 furent rayés de la carte : le bloc de l'Ouest l'emportait économiquement sur les structures défaillantes du bloc de l'Est. Ce qu'il était convenu d'appeler les pays « communistes » (l'URSS) s'écroulaient avec fracas alors que la propagande et les médias de l'Occident les avaient présentés comme des régimes qui devaient durer des milliers d'années. Mais au-delà de l'affrontement entre libéralisme et étatsisme, de quoi s'agissait-il ? Qu'a recouvert réellement le terme « communisme » ? N'y a-t-il pas eu un voile

idéologique qui s'est abattu sur le processus historique depuis le début du XXe siècle ? Quelle était la véritable nature du régime post-soviétique qui s'est installé en 1991 à la place du dit « soviétique » ?

1. Aux origines du soviétisme

En 1914, les principaux partis et chefs de la Social-Démocratie entraînent le prolétariat de tous les pays dans la barbarie de la 1^{ère} guerre mondiale. Ce fut la faillite de la IIe Internationale face aux intérêts mortifères du système capitaliste. Seuls quelques rares groupes révolutionnaires réussirent à s'opposer au charnier au nom de l'internationalisme prolétarien en restant fidèles à l'objectif marxiste : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » et en luttant pour la révolution mondiale. Des travailleurs de plus en plus nombreux se rebellèrent sur les champs de bataille à partir des années 1916-1917 pour mettre fin au carnage militariste (refus de quitter les tranchées, désertions...). Ce fut particulièrement le cas dans la Russie tsariste sur le front avec l'impérialisme allemand. Grâce à leur Révolution de 1905, les prolétaires russes avaient acquis l'expérience de l'auto-gouvernement de masse par les Soviets (Conseils Ouvriers). Ils ressurgirent en février 1917 à la suite de mouvements de protestation et de la grève de l'usine Poutilov, ce qui entraîna l'abdication du tsar demandée par les chefs de l'armée.

Face au Gouvernement provisoire du prince Llov où siégeait le socialiste Kerenski, s'organisa le soviet de Petrograd qui était dominé par les délégués des soldats au nombre de 160 000 en garnison dans la capitale. Le 17 avril, Lénine (de retour de Suisse) et le parti bolchevik se prononcèrent contre la guerre impérialiste ainsi que contre le gouvernement provisoire et l'idée d'une république parlementaire. Le bras de fer était engagé ! En effet, en juillet 1917, le parti bolchevik était mis hors la loi : Lénine dut s'enfuir en Finlande tandis que Trotski et d'autres dirigeants furent arrêtés. Le journal La Pravda était fermé. Kerenski devenait l'homme fort en instaurant un nouveau gouvernement qu'il présida. Il nomma le général Kornilov commandant en chef, puis le révoqua peu de temps après car il craignait sa trop grande influence. Il décida alors de s'appuyer sur le soviet face à la crise qui s'accélérait : multiplications des désertions, des conflits sociaux, des jacqueries, etc... Il proclama la république parlementaire le 14 septembre. Cependant, le 8 octobre, les bolcheviks

(1) Stéphane Courtois, *Dictionnaire du Communisme*, Larousse, 2007 : 60. Directeur de recherche au CNRS-Paris X. Il fut le co-auteur du *Livre noir du communisme* influencé par les analyses historiques de Boris Souvarine.

s'emparèrent de la direction du soviet de Petrograd, présidé par Trotski, et exigèrent la dissolution du gouvernement. Sept jours plus tard, en dépit de l'opposition de plusieurs dirigeants au sein du Comité central, Lénine exigea la préparation de l'insurrection au nom du mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Après la prise du pouvoir par 6000 gardes rouges dirigés par le Centre militaire révolutionnaire (assaut donné au Palais d'Hiver), un congrès panrusse des soviets s'ouvrit le 8 novembre. Son Comité exécutif central fut remanié, dirigé par les bolcheviks et une fraction des SR, les SR de gauche. Le pouvoir des Conseils Ouvriers semblait vivre son apogée par rapport à la création d'un nouveau gouvernement, le Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom). Il était, en tout cas, devenu le symbole, aux yeux du monde, de l'incarnation du communisme honni par les possédants.

D'ailleurs, en 1919, Nicolas Boukharine et Eugène Preobrajensky rédigèrent *L'ABC du Communisme* dans lequel ils s'appuyèrent sur la fondation de la Troisième Internationale pour exalter l'internationalisme prolétarien : « *En mars 1919, à Moscou, dans l'ancien château du tsar, le Kremlin, eut lieu le premier Congrès international communiste où fut fondée la Troisième Internationale (...). Le Congrès adopta la plate-forme proposée par les communistes allemands et russes. Les débats montrèrent que le prolétariat s'était rangé résolument sous le drapeau de la dictature ouvrière, du pouvoir des soviets et du communisme* »⁽²⁾.

2. Dégénérescence et stalinisme

Mais très vite, le soviétisme allait décliner. Déjà, la majorité des bolcheviks qui s'opposa aux pourparlers de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand (journal fractionnel *Kommunist*, publié à Petrograd) et à la signature du traité de paix « séparé » le 3 mars 1918 dut abandonner sa perspective de guerre défensive. Repliée ensuite à Moscou, la fraction des communistes de gauche menée, entre autres, par Boukharine et Ossinski, critiqua la politique majoritaire du parti sur le plan économique. Quatre numéros de *Kommunist*, paraissant sous forme de revue (mars/mai 1918) osèrent s'attaquer à ce qui allait devenir le crédo du régime qualifié de soviétique. En effet, Lénine fit l'apologie du « *capitalisme d'Etat* », qualifié d'antichambre du socialisme, de « *pas en avant* ». Il voulait appliquer les mesures du système Taylor pour rationaliser le travail et augmenter sa productivité.

Par ailleurs, la sinistre Tcheka (créée dès décembre 1917 avec Félix Dzerjinski à sa tête, qui avait été jadis l'ami de Rosa Luxemburg et de Léo Jogiches dans la Gauche polonaise) entra en action pour

réprimer les SR de gauche à la suite de leur assassinat de l'ambassadeur allemand, le comte Von Mirbach. Puis, son rôle policier ne cessa de croître, en particulier contre les grèves ouvrières. En l'absence de révolution mondiale (échec des spartakistes en Allemagne, etc...), le « communisme » se révéla comme une idéologie qui laissa la place à la réalité sordide du « *socialisme dans un seul pays* », c'est-à-dire à l'horreur du travail forcé dans le capitalisme d'État. En 1921, la répression des ouvriers et des marins de Cronstadt marqua la fin du rêve soviétique : les insurgés se soulevèrent au nom de « *Tout le pouvoir aux soviets et non au parti* » et furent écrasés par l'armée de Trotski sous le prétexte fallacieux qu'ils étaient infiltrés par des gardes blancs. Mais des groupes oppositionnels se manifestèrent et résistèrent au sein, puis au-dehors, de la IIIe Internationale : ce furent ceux dits de *La Gauche communiste* (Allemande, Hollandaise, Italienne) auxquels Lénine voulut imposer ses tactiques (parlementarisme, syndicalisme, luttes de libération nationale, frontisme...). Par rapport à l'ensemble du mouvement trotskyste qui conserva sa ligne de « *défense de l'URSS* » et sombra dans la 2^e guerre impérialiste, ces groupes surent maintenir la ligne de l'internationalisme prolétarien. Ce fut le cas aussi de la gauche russe qui, comme le *Groupe Ouvrier* de Miasnikov (1923) dénonça la contre-révolution, y compris jusqu'en 1928.

Pour la « *défense de l'URSS* », Staline mobilisa les Partis dits communistes de chaque pays et lança des politiques de « *Fronts populaires* », comme par exemple ceux de France et d'Espagne en 1936. Des intellectuels occidentaux s'étaient ralliés comme « *compagnons de route* » à la Révolution d'Octobre dès les premières années et propageaient l'idéologie communiste en soutenant l'URSS auprès de leurs gouvernements. Un des plus célèbres fut Herbert George Wells, l'écrivain britannique auteur de romans de science-fiction tels que : « *La machine à explorer le temps* », « *L'île du docteur Moreau* », « *L'homme invisible* », « *La guerre des mondes* ». Il fit un voyage à Petrograd, à l'automne 1920, au cours duquel il rencontra Lénine (« *Le rêveur du Kremlin* » qui lui avait dit : « *Revenez dans dix ans voir ce que nous aurons accompli en Russie* »). Son compte-rendu fut publié sous le titre « *La Russie dans l'ombre* »⁽³⁾. En fait, Wells avait peur de voir le chaos « asiatique » et « paysan » déferler sur l'Occident à cause de l'industrialisation. Tout comme Maxime Gorki chez qui il logea, c'est pour cette raison qu'il soutint les bolcheviks pour sauver le monde civilisé (« *les peuples de langue anglaise et de langue russe* »). A la différence de George Orwell, contempteur intransigeant du stalinisme (« *Hommage à la Catalogne* », « *1984* »), Wells poussa très loin son admiration pour l'URSS. Il y accomplit un autre

(2) Nikolai Boukharine et Eugène Préobrajensky, *L'ABC du Communisme, Les nuits rouges*, Paris, mai 2007, p.148.

(3) Herbert George Wells, *La Russie dans l'ombre*, éditions Métailié, Paris, 1985, p.37-111.

voyage du 22 juillet au 1er août 1934. Il eut un entretien à Moscou avec Staline dont il redoutait le despotisme mais auquel il voulait raconter sa rencontre avec Franklin Roosevelt, à la Maison blanche, où il avait évoqué « *les nouvelles perspectives de coopération mondiale qui s'ouvraient à l'humanité* ». L'aveuglement idéologique lui fit écrire : « *Jamais je n'ai rencontré homme plus sincère, plus loyal et plus honnête. C'est à ces qualités, et non à des manœuvres occultes et sinistres qu'il doit l'ascendant considérable dont il jouit sans partage en Russie. J'avais pensé, avant de le voir, qu'il occupait peut-être la place où il était parce qu'on avait peur de lui, mais je me rends compte qu'il doit sa position au fait que personne n'a peur de lui, et que tout le monde lui fait confiance* »⁽⁴⁾.

Au-delà de ce portrait, Wells tenta une discussion économique avec le maître du Kremlin en rappelant la déclaration de Lénine après la révolution : « *Maintenant, le communisme doit apprendre à faire du commerce* ». Toujours partisan du capitalisme d'État, l'auteur anglais déclara : « *Et j'ajoutai que pour l'Occident, il fallait inverser les termes de la proposition : le monde du commerce devait maintenant apprendre la socialisation du capital. C'est au fond à ce que se résume actuellement le communisme russe. C'est un capitalisme d'État avec une certaine tradition de cosmopolitisme.* »⁽⁵⁾.

Ce rêve utopique de coopération entre les libéraux et les étatistes va se fracasser sur les rapports de force entre les grandes puissances qui ne parviennent pas à résoudre les contradictions sociales issues des conséquences de la crise économique de 1929. Face à l'Allemagne nazie, les démocraties coloniales (Angleterre, France), en versant des larmes de crocodile, vont laisser s'abattre sur la Russie, leur alliée, la terreur du capitalisme d'État sous la forme des grandes purges stalinienne (1936-1938).

3. Les prodromes de la fin

En 1945, le régime stalinien, baptisé encore URSS, sortit tout auréolé de sa « *Grande Guerre Patriotique* » au cours de laquelle il terrassa l'armée nazie à Volgograd, ville qui est naturellement devenue Stalingrad. Cet exploit lui avait permis de pénétrer à Berlin bien avant l'arrivée des troupes de l'impérialisme américain (division de l'Allemagne en deux) et de rafler de nombreux pays qui agrandirent son glacis oriental. Malgré des pertes colossales sur les plans humains et matériels, le bloc étatique, dit communiste, semblait donc renforcé par rapport à son rival dit de capitalisme privé (que Paul Mattick qualifiera plus tard de « mixte » dans son ouvrage

(4) Idem, Moscou 1934, *entretien avec Staline et dernière rencontre avec Gorki*, p.165/189).

(5) Idem, p.173.

Marx et Keynes). Mais les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ont convaincu Staline de l'infériorité technologique et militaire de l'URSS qui s'avérait être un colosse aux pieds d'argile. Elle dut donc continuer ses efforts pour améliorer son armement et ses fusées aux dépens du développement des biens de consommation. Le face à face avec les États-Unis se fera donc progressivement aux dépens du capitalisme d'État russe et, suite à plusieurs crises économiques, politiques, sociales, il va conduire à l'implosion du régime frauduleusement appelé communiste jusqu'en 1991. Au-delà de la « *conquête de l'espace* » (De Spoutnik en 1957 à Gagarine en 1961) ou de « *l'installation des fusées* » (Cuba), Nikita Khrouchtchev n'eut de cesse de s'engager dans la « *coexistence pacifique* » avec l'obsession permanente de rattraper, voire même de dépasser, la société de consommation occidentale.

A) Le rapport « secret » de Khrouchtchev (1956)

Dans le régime post-communiste qui s'est établi en 1991, les autorités commencent à prendre conscience de l'évolution qui a mené à la chute de l'URSS. C'est ce que souligne Jean-Jacques Marie dans son dernier livre *Khrouchtchev-La réforme impossible* pour lequel il s'est appuyé sur l'édition russe non expurgée par le KGB des *Mémoires* de celui-ci : « *Dans une interview donnée peu avant sa mort en 2001, évoquant la fin de la présidence de Boris Eltsine, l'ancien chef du KGB Semitchasny affirme : "Tout ce que nous avons aujourd'hui dans le pays a commencé avec Khrouchtchev. Que certains veuillent le reconnaître ou pas, c'est avec Khrouchtchev que tout cela a commencé." Quelques années plus tard, en 2006, Mikhaïl Gorbatchev déclare en termes plus vagues : "Il y a un lien organique entre le XXe Congrès et la perestroïka. En 1956, comme à l'époque de la perestroïka, ce qui mûrissait dans la société s'est exprimé sous une forme brutale et ne pouvait que s'extérioriser." C'était le début de nouveaux changements importants* »⁽⁶⁾. Pour mieux se faire comprendre, l'auteur ajoute : « *Pourtant Gorbatchev et Semitchasny ne se trompent guère. Les réformes de Khrouchtchev visaient à améliorer et assouplir le fonctionnement de la société façonnée par Staline, dominée par une caste bureaucratique, la nomenclature, acharnée à élargir ses privilèges* »⁽⁷⁾.

Cependant, loin d'être liée à une simple caste bureaucratique vivant en parasite sur le produit social (avantages en nature), le régime que voulait réformer Khrouchtchev était un véritable capitalisme d'État en gestation dont la classe bourgeoise cherchait à extraire la plus-value dans le cadre d'une production fondée sur l'industrie lourde.

(6) Jean-Jacques Marie, *Khrouchtchev - La réforme impossible*, éd. Payot, Paris, 2010, p.548.

(7) Idem, p. 548-49.

Suite à la dislocation des soviets depuis 1921 et à l'interdiction des Fractions dans le Parti à la même époque, l'État s'était cristallisé autour des dirigeants politiques qui formèrent une véritable classe d'apparatchiks dominant la société et l'économie. Là était le Pouvoir.

Staline mourut le 5 mars 1953. Pour les funérailles officielles sur la place Rouge, les couteaux sont sortis : Khrouchtchev réussit à prendre la parole en premier. Allié avec une partie de la vieille garde stalinienne, il fit le ménage en éliminant les adversaires qui lui barraient le chemin. Ainsi, il procéda à la liquidation physique de Béria qui avait régné sur le NKVD avec l'appui de Staline. Il profita pour cela de la grève générale des ouvriers de Berlin-Est et de la RDA qui fut réprimée dans le sang et il en fit porter la responsabilité à Béria qui n'avait pas caché ses intentions de lâcher la RDA en proposant la neutralité aux deux Allemagnes réunifiées. Khrouchtchev dut alors s'attaquer à la crise économique de l'URSS. En effet, comme le constate Jean-Jacques Marie : « *A la mort de Staline, l'Union Soviétique étouffe ; sa production industrielle stagne et son agriculture est ruinée. Les kolkhozes doivent livrer à l'État une bonne moitié du blé qu'ils récoltent et plus de la moitié de la viande et du lait qu'ils produisent à des prix qui ne couvrent même pas les frais de production. En 1950, 22,4% des kolkhoziens n'ont officiellement pas touché un kopeck pour leurs trouduodni, pas un seul jour de travail. Ils ont travaillé gratuitement toute l'année ! (...) L'URSS est confrontée à une sorte d'immense grève passive des paysans et à un déficit alimentaire, dissimulé par des baisses de prix annuelles sur des produits de plus en plus introuvables. La situation des campagnes autour de Moscou –comme dans le reste du pays– est catastrophique* »⁽⁸⁾.

Khrouchtchev, comme les autres successeurs, furent angoissés par cette situation et par la nécessité d'un redressement économique sous peine de soulèvements populaires. Faute d'y parvenir, ils tentèrent une réforme politique du système pour dédouaner le Parti de ce qu'ils appelèrent : « *les crimes de Staline* ». Pour cela, ils forgèrent une formule : « *le culte de la personnalité* » qui rejetait toutes les erreurs sur l'ancien petit père des peuples. Fin février 1956, eut lieu le XXe Congrès du Parti où fut vantée la coopération avec les États-Unis, mais ce fut le lendemain de sa clôture (samedi 25 février) que s'ouvrit une séance à huit clos présidée par Boulganine. Pendant cinq heures, Khrouchtchev se mit à lire un rapport « secret » dans un silence de mort et dénonça les crimes de Staline (son autoritarisme, son culte de la personnalité) contre la gestion collective du Parti. Au lieu d'ovations habituelles, la salle demeura muette. Le crime le plus grave était considéré comme la terreur de masse contre les cadres du Parti. Contrairement à

Raymond Aron qui crut à une version complète et véridique, Khrouchtchev ne parla pas des procès ni de la grande purge pour éviter de discréditer les dirigeants des P.C étrangers qui y avaient applaudi. Mais, ce rapport dit « secret » fut finalement lu à... 30 millions d'auditeurs (membres du Parti, komsomols, sans-parti...).

Quatre ans plus tard, Khrouchtchev réexpliqua l'opération de son rapport « secret ». Au XXIIIe Congrès d'octobre 1961, dans son rapport introductif, il en souligna l'importance pour sauver l'URSS : « *Était-il nécessaire de critiquer avec tant de violence et aussi franchement les graves erreurs et les dures conséquences qu'entraînait le culte de la personnalité ? [...] Oui, il le fallait [...] Que serait-il advenu du Parti et du pays si le culte de la personnalité n'avait pas été condamné et si on n'avait pas surmonté des conséquences sociales ? [...] Le Parti risquait alors d'être isolé des masses, du peuple* »⁽⁹⁾. On sait que les tentatives de réhabilitation de Staline, depuis l'époque de Leonide Brejnev jusqu'à aujourd'hui, aux lendemains de 1991, passent par la diabolisation du rapport réformiste de Khrouchtchev ou en le traitant de « révisionniste » comme le fit le Parti chinois de Mao Zedong. Pourtant, juste après son rapport, Khrouchtchev avait pris ses précautions pour se protéger. Ainsi, il annonça la dissolution du Kominform qui avait été une machine de guerre montée par Staline contre le PC Yougoslave et le titisme.

Mais l'orage grondait avec la grève insurrectionnelle des ouvriers de l'usine métallurgique Zispo à Poznan (Pologne). Les blindés intervinrent contre ce qui était appelé « *l'activité subversive des impérialistes* ». Des émeutiers furent graciés en partie, cependant l'explosion éclata en Hongrie et sapa l'écho positif qu'avait eu le rapport « secret » par rapport à la répression stalinienne. Après une manifestation de solidarité le 23 octobre 1956 avec les ouvriers polonais, une révolution hongroise commença avec la constitution spontanée de soviets dans les entreprises.

La situation s'aggrava avec l'annonce par Imre Nagy de la fin du régime de parti unique. Mao et Tito donnèrent leur accord à Khrouchtchev d'envoyer les chars russes pour écraser les insurgés de Budapest (la reprise en mains fit près de 20 000 morts). Dans les années suivantes, toute cette agitation fit douter que Khrouchtchev menait une nouvelle politique. Ce fut en RDA que commença à tomber la légende du propagandiste de la « *coexistence pacifique* » avec l'Ouest : en mars 1961, Walter Ulbricht lui soumit l'idée de séparer par un Mur Berlin-Est de la zone occidentale pour arrêter le flot grandissant des fuyards. Le 19 août au matin, ce Mur fut peu à peu

(8) Ibidem, p.181.

(9) Ibidem, p.259.

érigé à l'aide de soldats de la RDA et de l'URSS, et sous la protection de chars.

La confiance en Khrouchtchev commença à s'effriter au fil des années et des coalitions se formèrent contre lui. En 1964, un complot se développa au sein du Parti. Le 14 octobre, le Praesidium persuada l'homme du rapport « secret » de démissionner et élit Leonide Brejnev comme premier secrétaire.

B) Services secrets (Andropov) et perestroïka (Gorbatchev)

Le régime prend conscience de l'inéluctabilité de sa chute. Que doit-il faire ? Cela devient la question essentielle et cette situation va entraîner la prise en main du régime par le seul KGB. L'histoire des services secrets destinés à la répression s'étendit sur neuf décennies. En voici son arbre généalogique : Tcheka (GPOu, OGPou, NKVD, NKGB, MGB, MVD, KGB, MSB, AFB, MB, FSK, FSB).

Les cinq derniers sigles se sont succédé en moins de 6 ans durant la décennie 1990. Ils témoignent de la constance des services secrets qui mirent fin à l'illusion du régime dit soviétique et à l'idéologie communiste tout en faisant la transition avec le régime post-soviétique d'après 1991. La référence à la Tcheka demeure un titre nobiliaire : ses agents sont et se prennent pour l'élite de la Nation comme ceux de l'École Nationale d'Administration en France. Deux structures ont eu une longévité exceptionnelle : le NKVD lié au nom de Béria, le KGB (35 ans d'existence) : Andropov le présida pendant 15 ans d'affilée en utilisant la psychiatrie comme instrument de répression politique. En 1982, s'engagea un bras de fer entre le KGB (dirigé par Andropov) et le mythique PCUS (Parti Communiste d'Union Communiste). La rivalité s'accrut et il devint évident que tôt ou tard l'un des deux devrait disparaître. Mais la nomination d'Andropov à la tête des services secrets résultait encore d'une décision politique : il avait quitté la Loubianka (locaux de la police depuis décembre 1917) en mai 1982 avant de s'installer au Kremlin en novembre de la même année. A ce moment-là, la disparition de Brejnev lui permit de s'emparer du pouvoir absolu. Le KGB avait maintenant et définitivement la main sur le devenir de l'URSS.

En s'attaquant à la corruption, Andropov demeura le premier dirigeant « soviétique » à en avoir officialisé l'existence. Il osa s'en prendre aux diverses mafias d'un empire en décadence. Bien qu'il n'ait gouverné que quinze mois, l'homme prit la stature d'une véritable légende. En effet, par rapport aux enjeux de la genèse du régime post-soviétique, l'opinion publique conserve l'idée selon laquelle Andropov seul aurait été capable de réformer l'URSS sans la détruire. En tout cas, au-delà de ses vraies motivations, on peut penser qu'il avait compris avant

les autres que les affaires ne pouvaient continuer de la sorte.

Auparavant, sous le régime de Brejnev, la répression s'était durcie et l'action dissidente clandestine (qui disposait de réseaux à l'Ouest) se propagea dans tout le pays grâce au samizdat (abandon du « réalisme socialiste » pour revenir au réel de la vie). Le livre qui eut le plus de retentissement fut *L'Archipel du Goulag* écrit par Alexandre Soljenitsyne, témoignage à charge contre le « totalitarisme soviétique ». Il tomba aux mains du KGB et sa 1^{ère} version parut en France le 28 décembre 1973. En dépit de la Perestroïka et de la Glasnost en 1990, Soljenitsyne refusa le prix d'État que voulut lui décerner Mikhaïl Gorbatchev. Ce fut en patriarche vénéré qu'il entra en 1994 dans la Russie d'Eltsine qui s'efforçait de « démocratiser les Institutions » (rétablissement de la Douma). Mais ce n'est qu'en 2007, à 88 ans, qu'il accepta d'être honoré par le Président Wladimir Poutine en recevant le prix officiel pour son ouvrage sur le Goulag. En guise de remerciement, Soljenitsyne laissa reparaitre un ancien texte qui voulait aider à tirer les leçons historiques vis-à-vis de l'actualité : « *Le 27 février 2007, le quotidien pro-gouvernemental Rossiiskaya Gazeta (tirant à cinq cent mille exemplaires) publiait Réflexions sur la révolution de Février (1917), un essai de Soljenitsyne datant du début des années 1980 (...)* L'écrivain y laissait entendre que ces événements vieux de quatre-vingt-dix ans devaient servir d'exemple à la ligne politique de 2007. Rien d'étonnant à cela. Qualifiant la chute de la monarchie russe de tragédie, l'auteur y accuse le tsar de ne pas avoir écrasé l'opposition dans l'œuf et de s'être trop éloigné du peuple. Il critique en bloc le parlementarisme, les libéraux, les Russes qui "avaient oublié Dieu", tout en soulignant que ce cataclysme planétaire, cosmique, qui bouleversa le début d'un siècle sanglant, était dû à l'abdication d'un tsar excessivement faible qui avait trahi son pays » ⁽¹⁰⁾.

On eut ainsi confirmation qu'au-delà de la dissidence visant à renverser le régime dit soviétique, des idées réactionnaires sur la Grande-Russie se faisaient entendre. Soljenitsyne disparut le 3 août 2008 sans avoir pu jouer un rôle politique fondamental.

Au fil des ans, l'URSS était de plus en plus tiraillée entre le pouvoir central et ceux des républiques périphériques. Le nouveau dirigeant, Mikhaïl Gorbatchev tenta de mettre en place une politique de Perestroïka (restructuration de l'économie) qui tourna à la catastrophe, puis de Glasnost (transparence et liberté d'expression) qui n'eut guère plus de réussite. Pris entre une poignée de libéraux éclairés et une armada de staliniens sclérosés, bousculé par des foules rendues perplexes à cause de

(10) Hélène Blanc/Renata Lesnik, *Les prédateurs du Kremlin (1917-2009)*, éd. du Seuil, Paris, 2009, p.89.

ses actions incohérentes, dépassé en somme par l'Histoire, il se mit à courir derrière les événements. Erreur suprême : il s'attacha à modifier les structures politiques sans parvenir à réformer l'économie. Donc, il désorganisa totalement le système de capitalisme d'État sans pour autant mettre en place une économie de marché. Dès 1986, Gorbatchev ne maîtrisait plus l'évolution économique. Il ne parvint pas à sortir l'URSS de la « période de stagnation » de l'ère Brejnev : retard de la technique, corruption, épuisement financier dû à la course aux armements, aventure militaire catastrophique en Afghanistan. Cependant, aidé par les représentations de son élégante épouse Raïssa et sa démocratisation de façade, il remporta de grands succès lors de ses déplacements en Occident : ce fut la « Gorbymania ». On propageait le mythe du hardi réformateur, libéral, démocrate, qui voulait inverser le cours de l'histoire en dépit de la résistance des réactionnaires et des dogmatiques. Ainsi, le 8 décembre 1987, il signa avec Reagan un traité sur l'élimination des missiles intermédiaires stationnés en Europe ; puis, le 14 avril 1988, l'URSS annonça qu'elle se retirerait d'Afghanistan à partir de mai 1989.

Sur le plan intérieur, il tenta des réformes en annonçant, en juin 1988, son intention de restaurer un « État de droit socialiste » et donc d'engager la séparation entre le Parti communiste et l'État (celle-ci serait symbolisée par la création d'un poste de président du Soviet suprême –de chef de l'État– qui serait désigné par un Congrès du peuple formé de députés élus au suffrage universel. Il nomma le dissident Andreï Sakharov (créateur de la bombe H soviétique) qui vivait en résidence surveillée loin de Moscou au présidium de l'Académie des sciences. En février puis juin 1988, la Cour suprême de l'URSS réhabilita Boukharine et Rykov, puis Kamenev et Zinoviev, assassinés sur ordre de Staline, ce que n'avait pas fait Khrouchtchev lors du XXe Congrès de 1956.

Mais, par ailleurs, Gorbatchev ayant pourtant une vision plus planétaire, ne fit pas le choix d'abandonner des parties de l'empire soviétique qui ne pouvaient être défendues. Il s'enlisa dans de multiples drames : catastrophe nucléaire de Tchernobyl, revendications nationalistes, guerres inter-éthniques, pogroms sanglants, exactions des mafias en cheville avec les services secrets pour instrumentaliser les populations (ventes d'armes et de drogues). Il fut bientôt condamné ainsi que son régime dit communiste car ils s'avéraient incapables de rétablir l'ordre :

« Puis, à la fin des années 1980, viendra le moment où le KGB commencera à se lasser du "flou artistique" gorbatchévien, et décidera de reprendre l'initiative. Dans cette partie d'échecs décisive, le coup suivant sera un coup de maître. Influencé depuis des années par un certain Alexandre Korjakov, général du KGB lui servant d'éminence grise et de garde du

corps, Boris Eltsine fut élu président de la Fédération de Russie en 1991 et se retrouva soudain sous les feux de la rampe. Mais seuls les protagonistes –la tendance dure du PCUS– et les derniers irréductibles du KGB qui refusent tout changement– auxquels on a habilement soufflé leur texte, seront les acteurs du drame à venir. (...) La suite est connue. Gorbatchev, officiellement malade, assigné à résidence dans sa datcha de Foros ; Le Lac des cygnes de Tchaïkovski diffusé en boucle à la télévision soviétique ; Boris Eltsine, grimpé sur un char, drapeau russe à la main, lançant un message d'espoir au pays : "La réaction ne passera pas ! Nous gagnerons !" CNN diffuse alors en direct de Moscou le triomphe de la démocratie. Le dernier acte de l'ère Gorbatchev se termine par la démission du premier et dernier président de l'URSS, après un simulacre de putsch dont la mise en scène n'aura tenu que trois jours à l'affiche internationale »⁽¹¹⁾.

Avec Eltsine, ce sera le retour de certaines fractions modernistes du KGB. Il fallait en passer par cet épisode pour revenir sur le cœur du régime à défendre avant de reconstruire ce qui est en train de se réaliser actuellement.

4. La genèse du régime post-soviétique

Depuis 1991, sous la Fédération de Russie, il n'existe plus officiellement de référence à un quelconque pouvoir des Soviets mais de toute façon, les fondements réels de ceux-ci avaient été supprimés soixante-dix ans auparavant par la force du pouvoir du parti bolchevik (répression du soulèvement de Cronstadt en 1921). Autant dire que l'auto-activité révolutionnaire des masses ne dura globalement en Russie que quatre ans ! Puis, sous les coups de la répression, elle céda la place à un régime qui n'avait de « soviétique » que le nom.

En l'absence de révolution mondiale, replié sur la « Défense de l'URSS », le gouvernement bolchevik s'identifia à la personnalité de Staline et ne put que développer un capitalisme d'État qu'il qualifia mensongèrement de « socialisme dans un seul pays » ou de communisme. Boris Eltsine fit dissoudre le Parti Communiste d'Union Soviétique par Gorbatchev et adopter la Constitution de la Fédération de Russie le 12 décembre 1993. Celle-ci s'affiche comme une république parlementaire avec le Conseil de la Fédération de Russie et la Douma où siègent plusieurs partis comme le Parti libéral-démocrate de Russie et le Parti communiste de la Fédération de Russie qui a été rétabli pour jouer le

(11) Idem, p.226-227. Les 17 et 24 novembre 2007, l'émission « Monsieur X » de France-Inter analysa la prise du pouvoir par les ex-KGB en s'appuyant sur deux livres : celui de Y.Felchtinski et A.Litvinenko : *Le temps des assassins*, éditions Calmann-lévy et l'autre de Paul Klebnikov : *Le parrain du Kremlin : Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, éditions Robert Laffont.

rôle d'une force d'appoint minoritaire. Le Président de la Fédération est la personnalité majeure au-dessus du gouvernement, élue tous les quatre ans. Vladimir Poutine, après une carrière bien menée au KGB et secondé par son compère Medvedev, incarne depuis les années 2000, ce type de présidentielisme. Le jeune historien Andreï Kozovoï écrit : « *En 1975, Vladimir Poutine est un étudiant en quatrième année de droit civil à l'université de Leningrad lorsqu'il se voit proposer de rejoindre le KGB. Il accepte promptement cette offre : pour le futur président russe, devenir agent secret est un vieux rêve. Poutine rejoint le KGB au cours de l'été 1975, à l'âge de vingt-deux ans (...) Les événements de 1989-1990 sont déterminants pour la suite de sa carrière (...) Déçu par l'abandon rapide des valeurs communistes, il décide de revenir en URSS* ⁽¹²⁾. *Lors de son adresse à la nation d'avril 2005, il parlera d'ailleurs de la disparition de l'URSS comme de la "plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle" (...) Remarqué pour sa loyauté et ses qualités d'administrateur, Poutine est recruté dans l'administration présidentielle en juin 1996 (...). L'ascension de Poutine dans l'administration est d'abord le fait d'Eltsine et de son entourage, "la famille" à laquelle il se rallie en fin tacticien (...) L'amélioration de l'image du renseignement russe passe également par une réhabilitation sélective du passé. Après le retour de l'hymne, Poutine revendique l'héritage Andropov, "bâtisseur d'un État policier bien ordonné" d'après l'expression d'un historien de la Russie, Marc Raeff* » ⁽¹³⁾. Le régime présidentiel actuel se réfère au mode de production capitaliste et il est soutenu par ses tendances les plus libérales. Mais il se rattache encore largement au capitalisme d'État par la structure de sa production industrielle qui s'organise autour des gazoducs tels que Gazprom desservant l'Europe et le Caucase.

Après l'implosion de l'URSS, dans chaque nouvel État post-communiste, la possibilité donnée à tout citoyen de consulter son dossier personnel entérina une nouvelle moralité de gouvernance. L'adoption des lois dites de lustration et l'ouverture des archives de la répression politique (l'un des critères d'une démocratisation bien comprise s'étalant sur des années) procédèrent d'une même démarche de moralisation de la vie publique. La lustration (du latin *lustratio* : purification rituelle mais aussi réconciliation) voulut mettre en lumière le passé d'individus occupant ou susceptibles d'occuper des fonctions importantes au sein du nouvel État en voie de démocratisation. Elle épura donc la société d'auteurs de persécutions et de crimes de l'ancien régime, en les suspendant ou en les excluant de leurs nouvelles fonctions politiques. En principe, il ne

(12) Vers le début de l'année 1990, il rentre d'Allemagne et il regagne Leningrad pour y devenir adjoint aux affaires internationales du recteur de l'Université de Leningrad.

(13) Andreï Kozovoï, *Les services secrets russes – Des tsars à Poutine*, éd. Tallandier, Paris, 2010, p.321-324.

s'agissait pas de débusquer des « *mouchards de base* » mais plutôt de passer au crible la haute hiérarchie politique, diplomatique et militaire, ayant servi à la fois la police politique nationale et le KGB.

Ces lois de lustration suscitèrent de nombreux remous dans les anciens pays de l'Est confrontés à la nouvelle configuration européenne. Un des cas les plus graves, lié à la réunification de l'Allemagne, fut celui de la Stasi qui possédait d'importantes archives politiques sur les habitants de l'ex-RDA.

En Pologne, à la suite des grèves de 1980-1981, beaucoup de militants, ouvriers ou intellectuels, avaient été fichés. Ils durent rendre des comptes pendant plusieurs années. Ainsi, en mars 2007, Bromislaw Geremek (cofondateur de Solidarnosc) refusa publiquement de se soumettre à la nouvelle loi de lustration élargissant le champ d'application de celle votée dix ans plus tôt. Il ne voulut pas signer une nouvelle fois la déclaration certifiant sa non-collaboration avec la police politique de la Pologne à l'époque « communiste ». Il dénonça plutôt le danger actuel, celui du développement du populisme et du nationalisme dans les pays d'Europe centrale. Eurodéputé, rejoint par Tadeusz Mazowiecki et Wladyslaw Bartoszewski, il déclara à propos de la loi : « *Elle veut soumettre de quatre cent mille à sept cent mille individus à ces procédures de lustration [...] Je crois que la loi de lustration dans sa forme actuelle viole les règles de morale et menace la liberté d'expression, l'indépendance des médias et l'autonomie des universités. Elle engendre une forme de "ministère de la Vérité" et de "police de la mémoire"* » ⁽¹⁴⁾.

En 1998, [année de la terrible crise financière qui ébranla la Russie] Soljenitsyne avait dit : « *quand j'ai publié mon livre La Russie en ruine, Boris Eltsine en personne a ordonné de me remettre la plus haute distinction de l'État. J'ai répondu que je ne pouvais pas recevoir une décoration du pouvoir suprême qui avait conduit la Russie à ce désastre* ». En 2007, il déclara : « *Aujourd'hui, le Prix d'État m'est remis non par le président lui-même, mais par une communauté des plus grands experts. Le Haut Conseil scientifique, composé des personnalités les plus honorés dans leurs domaines, digne du plus profond respect, a avancé ma candidature, soutenue par le Conseil de la culture. En sa qualité de premier homme de l'État, le président remet ce prix le jour de la Fête nationale. En l'acceptant, j'ai exprimé l'espoir que l'amère expérience russe, que j'ai étudiée et décrite ma vie durant, nous préservera à l'avenir de bouleversements funestes. Il est vrai que Wladimir Poutine a été officier des services secrets, mais il ne fut ni juge d'instruction du KGB, ni chef des camps du Goulag. Alors qu'au niveau international aucun pays ne blâme les services "extérieurs", au contraire, ils sont même encensés. Par exemple, personne n'a*

(14) Ibidem, p.134.

jamais reproché à George Bush père d'avoir été le patron de la CIA. ».

Lorsqu'on analyse la pensée de Soljenitsyne au fil des dernières années, on est frappé par sa curieuse ambiguïté à l'égard du pouvoir actuel. Comment cet intellectuel qui joua un rôle si déterminant dans l'anticommunisme pouvait-il encore soutenir ses anciens persécuteurs et geôliers du Goulag ? Comment a-t-il pu garder le silence quand on a assassiné des hommes politiques, des journalistes, des banquiers, des sportifs ? Son mutisme n'a-t-il pas cautionné, en quelque sorte, à la fois l'empoisonnement à la dioxine de Viktor Youchtchenko, en 2004, et les meurtres récents de l'admirable journaliste Anna Politkovskaïa, abattue par balles, ou encore d'Alexandre Litvinenko, éliminé au polonium 210, à l'automne 2006 ? Parmi tant d'autres, car la liste est encore longue... » (15).

Dans la tradition des analyses propres à Boris Souvarine, Andreï Kozovoi trouve que l'espionnage soviétique était plus fanatique, donc dangereux pour le « monde libre », que celui de la Russie actuelle. En tant que disciple, il écrit : « Du temps de l'Empire soviétique, les agents du KGB étaient le bras armé d'un parti dont l'objectif était de déstabiliser les démocraties, de saisir toutes les opportunités pour faire avancer la cause du totalitarisme dans le monde libre (...) Le "poutinisme", si tant est qu'on puisse utiliser ce terme pour qualifier l'idéologie qui prévaut aujourd'hui au sommet du pouvoir de Moscou, n'est qu'une pâle copie de la doctrine de l'expansionnisme soviétique de l'après-guerre ». Cela étant, il n'attribue pas seulement à la Russie l'existence d'un lien entre police secrète et politique : « Voir dans la nomination d'Andropov, ancien directeur du KGB, à la tête de l'État soviétique en 1982, comme dans celle de Poutine, ancien agent du KGB, à la tête du pays en 2000, une manifestation du lien presque biologique qui existerait en Russie entre espionnage et pouvoir, ne doit pas nous faire oublier que d'autres pays ont fait de même : George Bush père n'a-t-il pas été patron de la CIA avant d'être élu président, en 1989 ? » (16).

Pris dans les contradictions internationales attisées par la crise économique de 2008, face aux impérialismes : États-Unis, Chine, Japon, Europe des 27, le régime postsoviétique n'a plus un statut de grande puissance même s'il possède encore l'arme nucléaire. Ce régime autoritaire tâtonne pour retrouver sa puissance impérialiste en s'appuyant si nécessaire sur les valeurs du passé qu'elles soient staliniennes ou tsaristes.

Guy Sabatier, avril 2011.

(15) Ibidem, p.86-91.

(16) Idem, note 12, p.374-376.

☞ suite de la page 60

Le deuxième changement dans les techniques de production depuis l'époque de Trotski est la révolution de l'information. Le travail est le processus par lequel les hommes gagnent leurs moyens de subsistance. Il consiste dans l'utilisation de la puissance physique guidée par le cerveau. La tendance historique générale dans le développement du travail humain consiste en une réduction de la puissance physique et un accroissement du pouvoir de l'intelligence, c'est-à-dire de la pensée. Cette tendance générale s'est extrêmement accélérée au cours des dernières décennies à cause de l'utilisation des ordinateurs de plus en plus fréquemment dans toutes les branches de production. L'informatique pénètre la science, l'image, l'échange, le transport, les interventions armées et bien d'autres branches de l'activité humaine. Comme conséquence de ce développement, l'influence de ceux qui peuvent utiliser les ordinateurs est devenue très forte. Il est difficile d'estimer leur nombre. Ils adhèrent probablement à beaucoup d'idéologies différentes. Mais on peut déjà formuler quelques positions par rapport à eux :

1. Ils sont divisés en classes : Chaque institut universitaire, chaque unité industrielle, chaque grand magasin emploie à plein temps certains spécialistes de l'information. Ils enseignent aux secrétaires et aux autres ouvriers de leur groupe ou institution comment utiliser les ordinateurs en écrivant, envoyant des messages, étudiant les histoires des patients etc. etc. Ces spécialistes sont d'habitude payés tout à fait modestement et se sentent proches des ouvriers qu'ils aident dans leur travail quotidien. D'autres spécialistes de l'information sont étroitement liés à la classe dirigeante. Ils utilisent leurs connaissances pour l'enrichir en participant à la Bourse. Socialement ils sont associés aux commerciaux et banquiers de haut rang.

2. Comme "les utilisateurs d'ordinateurs de la classe ouvrière" sont d'habitude intelligents et aident à l'organisation de la production et de l'échange, ils sont probablement capables de concevoir et de construire une société socialiste, ils peuvent devenir un élément moteur dans des mouvements révolutionnaires futurs pourvu qu'ils prennent conscience de leur importance.

Pour ce que je connais de la littérature trotskiste, on y trouve très peu sur les changements d'organisation du travail liés au nucléaire et aux ordinateurs. Cependant ces révolutions techniques ont aussi changé les relations entre les hommes sur les lieux de travail et dans les moments de loisir. La nouvelle pensée socialiste devra les considérer largement.

Jürg, Bale, Suisse

Rétrospective historique sur les analyses marxistes de la nature de l'URSS

La question de la nature d'une société qui s'est appelée « socialiste » a sans conteste une importance capitale pour les marxistes, du point de vue scientifique et politique. Du point de vue scientifique parce qu'il s'agit d'un phénomène socio-économique et politique sans précédent. Du point de vue politique, parce que la réponse à cette question est inévitablement liée aux visions des modèles de la société future que les marxistes tendent à construire.

Cette question s'est posée dès la période de formation de la société soviétique. Déjà au printemps 1918 le groupe des « communistes de gauche » à l'intérieur du Parti communiste s'est demandé dans ses *Thèses sur le moment actuel* : qu'est-ce que nous construisons ? Est-ce le socialisme ou le capitalisme d'Etat ? Dans les années 1920 non seulement les mencheviks, mais aussi les groupes illégaux d'opposition dans le Parti communiste (*La vérité ouvrière*, le *Groupe ouvrier*) ont insisté sur la transformation de l'Etat soviétique en appareil capitaliste d'Etat. Et même dans les réunions officielles du parti (tandis qu'il était encore possible d'avoir des débats) l'opposition légale (par exemple, les « zinovévistes ») caractérisait la NEP comme capitaliste d'Etat, tout en faisant référence aux propos de Lénine disant que le capitalisme d'Etat dans le domaine économique ne signifiait pas la nature capitaliste de l'Etat bolchevik qui restait quand même « prolétarien ».

Les discussions dans les milieux marxistes ont été réanimées lorsque l'URSS est entrée dans la période stalinienne quand le régime soviétique a pris des formes définitives et plus ou moins stables. C'est durant les années 1930-40, que se sont élaborées les principales conceptions marxistes de la nature de l'URSS. Le problème de la définition de sa nature semblait alors si important et sensible que les différences d'opinion à ce sujet ont mené à des scissions à l'intérieur des organisations marxistes (chez les mencheviks c'était le clivage entre la fraction de F. Dan et la majorité du Parti ouvrier social-démocrate russe à la fin des années 1930 ; l'opposition communiste les a devancés en se divisant (années 1920 et 1930) entre les trotskistes et tous les autres ; puis, dans les années 1930 le mouvement trotskiste a subi plusieurs scissions provoquées par ce même problème).

Maintenant que l'URSS appartient déjà au passé, on peut faire un premier bilan sur ces interrogations et discussions théoriques, compte tenu de l'histoire de l'évolution et de l'effondrement final du système so-

viétique. En analysant les conceptions marxistes différentes sur la nature de l'URSS (si on laisse de côté les doctrines apologétiques du « socialisme russe »), il faut noter ce qui leur est commun. D'abord, c'est la négation du caractère socialiste du système stalinien et puis la définition de ce dernier comme *totalitaire*. Le totalitarisme c'est la forme extrême du despotisme étatique où l'Etat écrase totalement la société civile, supprime toutes les expressions de l'activité sociale et atomise la société en le transformant en « *sac de pommes de terre* » qu'on peut remuer à son gré. En même temps l'Etat est soumis à un petit groupe des « chefs » ou à une personne qui possèdent des pouvoirs illimités.

Il faut dire que l'application de la conception du totalitarisme à l'URSS n'a pas été, n'en déplaise à certains, une invention du Département d'Etat des Etats-Unis pendant la « guerre froide ». Elle a des origines marxistes. L'un des initiateur fut S. Portougueïss ⁽¹⁾, encore dans les années 1920, il a écrit sur « *le monopole total du Parti communiste* ». Le premier à caractériser le système soviétique de « totalitaire » a été Victor Serge au début des années 1930. En même temps T. Saprionov ⁽²⁾ a décrit les traits principaux du totalitarisme en URSS. Dans les années 1930, Trotski a aussi activement utilisé cette conception, en disant notamment que sous son rapport politique le régime stalinien ne différait du régime fasciste que « *par son audace* ». Enfin, comme la documentation l'atteste, les opposants communistes et socialistes détenus au GOULAG soviétique, ne se sont pas doutés de l'identité réelle des formes stalinienne et fasciste de domination.

Plus tard la conception du totalitarisme a été effectivement empruntée par la soviétologie étrangère, comme étant l'instrument le plus conforme pour analyser le fonctionnement du régime soviétique. A vrai dire, dans les années 1970-80 certains historiens représentant principalement la tendance « révision-

(1) *Note de la rédaction* (NdR). Portougueïss Semion Ossipovitch (1880-1944) – social-démocrate russe, menchevik, en 1928, Sous le pseudonyme de St. Ivanovitch, il publie *Parti communiste russe: 10 ans du monopole communiste* dans lequel il analyse le régime soviétique.

(2) (NdR) : Timotei Saprionov (1887-1937). il appartient d'abord à la fraction de gauche du parti bolchevik en 1918, ensuite il est membre de la fraction « déciste » avant d'appartenir au groupe des 15 en 1926. Il est exclu du PCR en 1927. Dans l'isolateur de Verkhne Oural'sk, il se rapproche des positions du *Groupe ouvrier*.

niste » anglaise et américaine, ont essayé de réfuter cette conception à l'aide de celles du « pluralisme institutionnel » du système stalinien et en prétendant que « la société y jouait un rôle actif ». Mais les archives russes ouvertes au public dans les années 1990 ont donné un démenti à de pareilles approches, tout en confirmant la conception du totalitarisme.

Se mettant d'accord sur la nature totalitaire de la société soviétique, les marxistes ont abordé le problème qui les intéressait le plus, à savoir l'aspect socio-économique du totalitarisme soviétique. Sur cela, leurs opinions divergent.

Voici les deux types de leurs analyses :

- L'URSS est une société post-capitaliste déformée, transitoire vers le socialisme; malgré toutes ses déviations totalitaires et bureaucratiques monstrueuses, elle est largement supérieure au capitalisme par sa nature socio-économique (l'exemple classique en est la théorie de « l'Etat ouvrier dégénéré » énoncée par Trotski ; des analyses semblables ont été développés aussi par plusieurs groupes socialistes de gauche et des opposants communistes en Europe et en Amérique, le POUM etc., surtout dans les années 1930, sans oublier Dan et ses partisans, proches de Trotski du point de vue idéologique).

- L'URSS est une société de classes antagonistes où la classe dominante (la bureaucratie) opprime et exploite les travailleurs.

Ce type d'analyse inclut 2 tendances :

1. les théories d'une nouvelle société de classes non-capitaliste (un exemple classique en est celle du collectivisme bureaucratique) de B. Rizzi ⁽³⁾, M. Schachtman ⁽⁴⁾, J. Carter ⁽⁵⁾, H. Draper ⁽⁶⁾ ;

2. les théories du capitalisme bureaucratique d'Etat.

Comment mesurer la valeur de ces analyses en en faisant une rétrospective historique ?

La conception de Trotski valorisait beaucoup la nationalisation de la propriété en URSS y voyant la preuve que l'Etat stalinien défendait les intérêts de la classe ouvrière (même déformés). Cette vision s'est révélée caduque. Trois pronostics faits ne se sont pas réalisés :

- La bureaucratie dirigeante (d'après Trotski, un corps étranger au système de l'économie nationale

(3) NdR : Bruno Rizzi (1901 – 1977), *L'URSS : collectivisme bureaucratique. La bureaucratisation du monde*, Champ libre, 1976.

(4) NdR : Max Schachtman (1904-1972), *The Bureaucratic Revolution: The Rise of the Stalinist States*.

(5) NdR : Joseph Carter (1910 – 1970). Pseudonyme de Joseph Friedman – membre du SWP, puis du Workers Party.

(6) NdR : Hal Draper (1914-1990). Avec Schachtman, il critique le SWP qui soutenait « inconditionnellement » l'URSS pendant la deuxième guerre. Ils fondent le Workers Party.

dont il avait constamment prédit la chute imminente dès la fin des années 1920), a maintenu sa domination pendant plus de 60 ans, démontrant ainsi qu'elle était un élément organique de la société soviétique.

- Plus que ça, cette bureaucratie - qui, selon Trotski, avait été incapable d'accomplir aucune mission historique, à la différence de toute vraie classe sociale-, a su réaliser une transformation radicale de la structure socio-économique du pays, prolétarianiser les grandes masses de la population et fonder une base industrielle.

- Enfin la restauration du capitalisme privé s'est en somme effectuée de façon paisible, sans donner lieu à des mouvements de masses de travailleurs pour la défense de « l'Etat ouvrier » ni mener à l'instauration d'un régime fasciste (ce que Trotski avait prophétisé).

Quant au pronostic d'une restauration capitaliste possible, il n'était propre qu'à l'analyse de Trotski. Celui-ci n'a même pas été pionnier dans ce domaine. 10 ans avant lui, le même pronostic avait été fait par le social-démocrate Portugueïss qui partait de la même conception de la nature capitaliste d'Etat de l'URSS. Il faut dire que déjà dans les années 1930 les opposants communistes en URSS ont élaboré des conclusions quant à la nature du système stalinien, radicalement divergentes de celles de Trotski.

- 1930 : Dans leurs déclarations, les leaders des « bolcheviks-léninistes » (des trotskistes) exilés, Khristian Rakovsky, Nicolas Mouralov, Veronika Kasparova et Vassili Kossior ont défendu qu'une nouvelle classe exploiteuse était en train de se former en URSS, une classe qui possédait l'Etat comme si c'était sa propriété privée.

- Première moitié des années 1930 : dans les isolateurs politiques, la plupart des opposants ont rejeté la théorie d'un « Etat ouvrier dégénéré » et sont passés sur les positions du 2^{ème} type évoquées plus haut (un capitalisme d'Etat ou un système inédit d'exploitation).

- D'après les derniers témoignages (datés de 1936), les opposants en URSS ont considéré ce système comme fasciste et un régime réactionnaire d'exploitation.

- 1939-40 : la scission du mouvement trotskiste international dont une grande partie (avec Schachtman, la majorité du SWP anglais etc.) a commencé à considérer l'URSS comme un collectivisme bureaucratique (une fraction insistant sur son caractère capitaliste d'Etat existait aussi).

L'autre courant des marxistes russes, les mencheviks, a subi la même évolution. A la limite des années 1930-40 le groupe de Dan ⁽⁷⁾ et d'Olga Doma-

(7) NdR : Dan (1871-1947), à la tête du POSDR (menchevik), est resté fidèle à la politique qu'il avait défendue après Octobre, la « ligne Martov », caractérisée par le double rejet de la dictature communiste et de la lutte armée contre cette dernière, a inspiré les prises de position

nevskaja qui soutenait le caractère « progressif » du régime soviétique tout en reconnaissant maints excès dictatoriaux, a été mis en minorité et s'est détaché de la majorité des mencheviks qui, eux, analysaient l'existence en URSS soit d'un nouveau système d'exploitation, soit du capitalisme d'Etat.

Quant à ce dernier courant de pensée, sur le capitalisme d'Etat comme sur le collectivisme bureaucratique il a souligné les mêmes traits de la société stalinienne :

- aliénation extrême des producteurs de moyens de production, transformation des producteurs en masse privée de droits (T. Sapronov a dit qu'avaient été supprimées non seulement les conquêtes de 1917, mais celles de 1905) :

- appropriation systématique du travail non payé des producteurs par la minorité dirigeante privilégiée (la classe dirigeante de la bureaucratie). Par rapport à ça, en 1947 Tony Cliff a écrit sur le trust capitaliste et Draper (dans son compte rendu positif du livre du précédent) a dit que telle ou telle dénomination du système soviétique ne dépendait que d'une préférence terminologique.

La différence entre les partisans de la conception du collectivisme bureaucratique et ceux du capitalisme d'Etat porte sur ce qui suit : les premiers soulignent les traits spécifiques du système soviétique qui le distinguent du capitalisme classique (le manque de propriété privée, de marché, de capitalistes individuels) tandis que les autres (parmi lesquels Ante Ciliga, Raya Dunayevskaya⁽⁸⁾, Tony Cliff), tout en reconnaissant ces spécificités, insistent sur la ressemblance de ce système avec le capitalisme dans plusieurs aspects fondamentaux (le salariat, la soumission de l'économie soviétique aux impératifs de l'accumulation du capital, la fonction historique du stalinisme, à savoir la prolétarisation et l'industrialisation similaire à l'accumulation primitive).

Il est important de noter que, d'après les conceptions du collectivisme bureaucratique, le système soviétique était l'expression d'une tendance généralisée à

la formation d'une nouvelle société collectiviste d'exploitation à l'échelle internationale (l'autodestruction de la propriété privée, « *la bureaucratisation du monde* », selon B. Rizzi). L'URSS n'est qu'une première étape de ce processus.

L'évolution historique a donné tort à ce pronostic. Ce n'est pas le monde entier qui s'est transformé selon le modèle soviétique, mais au contraire, l'URSS qui s'est assimilée au système capitaliste international. Ainsi le stalinisme n'a pas été l'aube d'une nouvelle société globale. Loin de là ; dans la rétrospective historique il se caractérise :

- comme une forme spécifique de l'accumulation primitive et de l'industrialisation de la Russie agraire (donc, il a des fonctions capitalistes typiques) ;

- comme une expression extrême des traits caractéristiques d'une nouvelle étape du développement global du capitalisme (d'une période de l'étatisation du capitalisme qui a eu lieu dans les années 1920-60 aux quatre coins du monde – de l'Italie et de l'Allemagne jusqu'en Argentine et en Egypte). Le processus inverse commencé dans les années 1970 qui avait mené l'évolution capitaliste à une nouvelle phase transnationale, aurait dû provoquer la crise et la désagrégation du modèle soviétique ; ce qui a exactement eu lieu.

Le mérite historique des théoriciens marxistes du capitalisme d'Etat, des socio-démocrates Portugais et Schwarz, des communistes anti-stalinistes Sapronov, Ciliga, Otto Rühle, Dunayevskaya, Cliff etc., des marxistes indépendants comme Maximilien Rubel consiste en ce qu'ils ont su non seulement révéler la nature totalitaire et exploiteuse des systèmes staliniennes, mais aussi démontrer leur rôle dans l'évolution du processus historique et mondial.

A.V. Gussev

Maître de Conférence à l'Université d'Etat de Moscou

des mencheviks exilés jusqu'en 1940, même si le consensus à ce sujet est devenu de plus en plus fragile après 1929. En 1940-1942 Dan perd la direction du parti au profit des mencheviks de droite.

(8) NdR : Raya Dunayevskaya (1910-1987). Elle participe à la scission du trotskisme américain derrière Shachtman puis développe en 1941-1942 l'analyse de l'économie de l'URSS comme un capitalisme d'Etat. Au sein du WP de Shachtman, elle constitue la tendance Johnson-Forest avec CLR James et Grace Lee.

Pourquoi le trotskisme a échoué ?

Chers camarades,

Je ne sais pas combien d'entre vous s'étaient attendus à ce que le trotskisme devienne après la II^e guerre mondiale une tendance politique pertinente. Je l'ai moi-même pensé pendant un certain temps. La raison en était que le trotskisme me semblait appliquer les principes marxistes dans l'analyse de la situation politique. A l'opposé de mon attente, le trotskisme s'est divisé en plusieurs groupes organisés internationalement, différant principalement dans leur évaluation de l'URSS. L'URSS était-elle capable de se réformer ? Les couches privilégiées de la bureaucratie formaient-elles une classe ? Le système économique de l'URSS était-il socialiste ? Les réponses à ces questions ont divisé le mouvement trotskiste.

De nos jours, comme l'URSS a été dissoute, il me semble évident que la Russie est une puissance impérialiste exploitant et opprimant d'autres pays. Elle apporte son soutien à des pays qui se comportent de la même façon, tels que la Serbie. On peut donc penser que partout la scène internationale aura besoin d'un nouveau mouvement socialiste inspiré par le marxisme. Beaucoup de socialistes, y inclus moi-même, se sont attendus à ce que le trotskisme aille dans ce sens. Cela n'a pas été le cas bien que beaucoup de trotskistes aient produit de bons journaux théoriques avec des articles historiques, politiques et économiques intéressants. Pourquoi alors ne sont-ils pas devenus un mouvement politique important ?

Le fait qu'ils ne le soient pas devenus est d'autant plus étonnant qu'il y a des pays dans lesquels de forts mouvements anticapitalistes se sont développés. Je pense principalement aux nations d'Amérique latine, comme le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua et l'Argentine. Ces pays ont en commun d'avoir subi une exploitation considérable de leurs ressources naturelles par les USA et qu'ils tentent d'échapper à cette exploitation en nationalisant leurs ressources ou cherchent d'autres voies pour se débarrasser des règles capitalistes qui leur sont imposées par les États-Unis. Pourtant, pour autant que je le sache, aucun des plus grands partis politiques sud-américains ne se réfère à Trotski.

Une raison de l'échec du trotskisme pour devenir un mouvement important est peut-être le fait que, depuis la mort de Trotski, des voies complètement nouvelles des techniques de production ont été développées, que ses théories n'englobent donc pas :

1. La découverte et l'utilisation d'énormes forces dans le domaine atomique

2. La révolution de l'information et l'utilisation des ordinateurs.

La première utilisation que l'humanité a faite des forces nucléaires a été la bombe atomique, suivie de la fourniture de moteurs pour les sous-marins et probablement des éléments pour les fusées intercontinentales et les satellites. Les réacteurs faits dans des buts pacifiques ont été développés plus tard. Dans quelle mesure ils peuvent être distingués des buts bellicistes, est douteux. Pendant un temps on a espéré qu'ils résoudre la majorité de tous les problèmes d'énergie : l'URSS a intégré cette forme d'énergie dans sa stratégie de planification économique. Même les gouvernements des pays capitalistes ont craint que grâce à l'énergie nucléaire l'URSS puisse leur devenir économiquement supérieur. Mais alors les catastrophes de Mayak dans le Kishtin près de Tcheliabinsk (une sorte de Los Alamos russe) et plus tard celle de Tchernobyl, se sont produites. Ces accidents extrêmement sévères ont fait surgir le doute quant à la possibilité d'utiliser des forces nucléaires dans une planification humaine d'une économie socialiste.

Des millions d'ouvriers sont employés pour l'utilisation de l'énergie nucléaire. Ce sont les mineurs de l'uranium en Slovaquie, au Kazakhstan, au Niger, dans les Montagnes Rocheuses, en Australie et dans beaucoup d'autres endroits dans le monde. Ils sont fortement soumis au risque de développer des cancers et d'autres maladies pulmonaires. Beaucoup d'endroits où l'uranium est extrait, ont appartenu aux indiens américains, aux aborigènes d'Australie et d'autres peuples autochtones – c'est également le cas dans l'ancienne URSS. Ils ont été expropriés au nom des « grands principes ». J'ai espéré que ces ouvriers et les peuples opprimés puissent devenir des révolutionnaires essayant d'établir le socialisme dans le monde entier. Il y a, cependant, des difficultés particulières pour communiquer avec eux parce que l'énergie nucléaire est liée à son utilisation militaire. Donc les ouvriers dans les industries nucléaires sont opprimés par des lois spéciales qui sont beaucoup plus sévères que dans d'autres branches. Pour autant que je le sache, il n'y a pratiquement aucune organisation de travailleurs dans des mines d'uranium, dans les usines de traitement de l'uranium et des réacteurs nucléaires. Cette impossibilité pour organiser les travailleurs dans l'industrie nucléaire est une raison importante pour nous opposer à son développement dans son ensemble.

☞ suite page 56